

**LES PROBLÈMES  
DE LA SAUVEGARDE  
DE LA PAIX ET DE LA  
LIQUIDATION DES SUITES DE GUERRE  
AU POINT DE VUE DU DROIT  
POLONAIS**

Bruxelles-Genève  
1947

---

Publication No 2  
du Service Polonais pour la recherche des criminels de guerre  
Nakładem  
GŁÓWNEJ KOMISJI BADANIA NIEMIECKICH ZBRODNI WOJENNYCH  
W POLSKE

LES PROBLÈMES  
DE LA SAUVEGARDE DE LA PAIX  
ET DE LA  
LIQUIDATION DES SUITES DE GUERRE  
AU POINT DE VUE DU DROIT POLONAIS

Rapports presents par

BADKOWSKI ANTONI  
BIERZANEK REMIGIUS  
GUBINSKI ARNOLD  
MUSZKAT MARIAN  
RAPPAPORT EMIL STANISLAW  
SAWICKI JERZY

Au 2me Congrès International du Droit au Service de la Paix à la  
VIII<sup>me</sup> Conférence du Bureau International pour l'Unification du droit  
pénal aux journées d'études de la Commission Permanente Internationale  
pour l'étude de la répression des contre le droit des gens et des faits  
commis dans l'intérêt de l'ennemi et au congrès de l'Association Inter-  
nationale de Droit pénal

1947 - Bruxelles-Genève - 1947

Wydawnictwo Głównej Komisji Badania Zbrodni Wojennych w Polsce

With the Compliments of  
THE POLISH REPRESENTATIVE ON THE UNITED NATIONS  
WAR CRIMES COMMISSION.

47, Portland Place,  
London, W.1.

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
1. La réparation des dommages causés par une guerre criminelle (Fondement juridique et moyens de recouvrement), par MUSZKAT et SAWICKI	7
2. Résolution No. 1 du deuxième congrès du „Droit au Service de la Paix” à Bruxelles, juillet 1947	35
3. Les crimes contre l'humanité et les délits de droit commun, par SAWICKI	39
4. L'extradition de personnes recherchées ou condamnées pour crime de guerre ou crime de collaboration avec l'ennemi, par MUSZKAT	59
5. Résolution de la Com. Int. Perm. pour l'étude de la répression des crimes commis contre le droit des gens et des faits commis dans l'intérêt de l'ennemi. Bruxelles, juillet 1947	95
6. Le reclassement et la resocialisation de collaborateurs en Pologne, par GUBINSKI	99
7. Résolutions du premier congrès du „Droit au Service de la Paix” à Paris, octobre 1946.	111
8. Comment un Etat peut-il par sa législation interne contribuer à assurer la paix d'un autre Etat, par BADKOWSKI, BIERZANEK, RAPPAPORT.	117
9. Résolution de la Com. Int. Perm. pour l'étude de la répression des crimes commis contre le droit des gens et des faits commis dans l'intérêt de l'ennemi. Bruxelles, juillet 1947	129



LA RÉPARATION DES DOMMAGES CAUSÉS  
PAR  
UNE GUERRE CRIMINELLE

(Fondement juridique et moyens de recouvrement)

I. LES PRINCIPES TRADITIONNELS DES TRAITÉS DE PAIX.

Le problème de la réparation des dommages causés par des guerres était jusqu'à présent résolu sur le plan des principes traditionnels, à la base de tous traités de paix du passé. Ils se basaient surtout sur des points historiques, ethnographiques, de population, économiques et politiques (accords), ces derniers étant le résultat direct de l'établissement de l'équilibre des forces des adversaires. En tous cas, au cours des siècles, ils étaient sans aucun doute l'expression d'intérêt de nations militairement victorieuses, et ceci à chacune des étapes du progrès social et économique. Il est invraisemblable que les traités de paix qui doivent mettre fin à la dernière guerre puissent être basés sur des arguments classiques, qui n'expriment en aucun cas les idées nouvelles en matière des relations entre divers pays, idées nées au cours de cette dernière guerre. Ces idées trouvent leur expression surtout dans l'évolution du droit international, qui se tourne de plus en plus de la conception du droit civil vers les institutions du droit pénal. Il n'y a pas de juristes qui ne puissent prouver que la guerre d'agression est considérée comme illégale et que par la suite l'agresseur doit subir des conséquences pénales, même si jusqu'à ces temps derniers une guerre était considérée comme un état légal, résultant de la continuation de l'accomplissement de prérogatives de souveraineté. Etant donné que dans le passé la paix, considérée souvent comme „état de



choses exceptionnel", était seulement une trêve entre deux guerres, il n'est pas étonnant que les vainqueurs prévoient, en cas de victoire, des réparations, dommages ou autre manière de compensation pour les dépréciations causées par les vaincus.

Le droit civil pouvait seul être d'application dans ce cas-là. Mais même le droit civil a subi des changements notables au cours du XX<sup>e</sup> siècle, changements que nous pouvons considérer comme une transformation du droit privé en public. Ces modifications ont eu lieu au moment où on a compris qu'il y a des intérêts hiérarchiques plus élevés que ceux d'une personne privée. A ce moment, on a donné plus d'importance à la conception d'intérêt public, d'intérêt commun, d'ordre public, de bons usages et de la fonction sociale. La conséquence en fut le châtement de la personne en tant qu'individu privé et l'extension de la sphère des activités illicites. L'idée, si nouvelle, d'un délit très souvent même civil, s'est trouvée de plus en plus restreinte à mesure que la responsabilité pénale, conséquence d'une faute non-préméditée et le châtement même des Etats provocateurs, s'est trouvée élargie (Gefährdungsdelikte).

Un changement pareil pouvait seulement être enregistré en droit international, au moment de l'acceptation totale de la conception de la communauté internationale et quand on a compris que seule la paix entre divers pays peut garantir l'existence de cette communauté.

Il est clair que l'antiquité se basant sur un système qui permettait ou plutôt autorisait l'asservissement des vaincus, ne pouvait aider à la naissance de la compréhension de l'intérêt international.

La même situation prévalait au Moyen-Age. L'Etat s'identifiait avec le suzerain, c'est-à-dire, avec le propriétaire des domaines, qui lui étaient remis en même temps que ses habitants. Aussi, les accords internationaux conclus au Moyen-Age avaient-ils un caractère d'accords privés entre différents suzerains. Très lentement et conséquemment seulement aux guerres entre la papauté et l'Empire, ayant pour but la suprématie du continent, et au moment où sur l'arène du monde arrivèrent les suzerains dont le but était l'hégémonie complète en Europe, l'idée d'intérêt de

la communauté internationale comme étant plus élevé que l'intérêt personnel d'un certain suzerain, naquit. Au début, cette conception est un avantage de la chrétienté à laquelle prétendent le Pape aussi bien que l'Empereur. Les premières lueurs de cette initiation étaient mises en veilleuse par le Traité de Westphalie en 1648. Le principe „cuius regio eius religio" donne aux souverains une liberté complète dans les domaines leur appartenant. Il réserve seulement le respect de ces mêmes droits absolus aux autres souverains de la même catégorie. Cette thèse allait en réalité plus loin que les buts religieux avancés par ce principe. Avec son aide, différents Etats d'un genre nouveau s'établirent, Etats qui s'identifiaient néanmoins avec la personne du monarque absolu. Le Traité de Westphalie possède donc toutes les caractéristiques d'un accord basé sur les institutions du droit privé. Les différences d'intérêt de divers organismes d'Etat étaient défendues par la force. Avec le temps et quand la force seule ne fut plus en mesure de garantir l'existence du souverain, le principe de l'équilibre des forces a été mis en avant. De cet équilibre des forces parle clairement l'avant-propos au Traité d'Utrecht en 1713.

Quand la Grande-Bretagne a commencé à chercher des débouchés au delà des mers et qu'au nom de son intérêt, elle a essayé de monopoliser les voies navigables, SELDEN devint l'avocat de cette doctrine. Il a émis la conception de la mer close „mare clausum". La façon de penser de SELDEN est aussi basée sur les institutions du droit privé — la prise par l'Angleterre en tutelle et possession des voies de la grande navigation. L'intérêt contradictoire des Pays-Bas et de la France, ainsi que le développement de la théorie du mercantilisme sur le Continent, amène en réponse la naissance de la doctrine de GROTIUS de la mer libre „mare liberum", doctrine expliquant l'impossibilité de prendre possession des mers et des détroits séparant deux pays. Ces conceptions de deux adversaires avaient pour base les institutions du droit privé.

En 1815, le Congrès de Vienne a démontré de la manière la plus absolue le triomphe de la conception du droit civil. Après les secousses de la Révolution Française, des traités internatio-

naux, se basant sur le principe de légitimation, c'est-à-dire la *restitutio in integrum* aux ex-souverains du droit de possession, ont été conclus. Le principe donnant aux peuples la possibilité de décider de leurs affaires internes et qui était à la base du Traité de Versailles de 1918, représente aussi la conception du droit civil.

La place du souverain, qui avait droit à la possession de l'Etat, est prise par le peuple qui habite en majorité le pays et qui a, en conséquence, droit à sa possession. Cette approche, privé-légal, était sans conteste conforme, au moment où il a eu lieu, aux conditions du progrès économique et social des nations, régnant alors. La phase impériale du capitalisme qui était à la base de la naissance de la terreur fasciste et qui justifia la guerre d'agression comme de droit, a néanmoins montré que les conceptions susdites n'ont pas passé leur examen.

La Ligue des Nations, basée, à l'exception de quelques clauses, sur la souveraineté illimitée des Etats, souveraineté ayant pour principe son analogie avec un contrat civil égoïste et multiple, a été incapable d'appliquer toutes les sanctions prévues par son statut.

Si dès lors nous nous contentons de suivre la tradition du droit international, nous ne ferons que continuer la route qui nous a déjà trahis. Il nous faut aspirer à l'établissement d'un tel ordre juridique dont la nécessité nous a été montrée par les expériences de la dernière guerre. Il sera basé sur l'abandon de la conception civile pour la conception pénale du droit international, sur la reconnaissance de la justesse des conséquences pénales que doivent subir les pays ayant commis le crime d'agression.

Cette théorie a d'autant plus de poids que, si l'on y réfléchit, le châtimement de la masse des criminels de guerre, dont les actions au cours de cette guerre, elle-même criminelle, ont donné une somme de dévastations, est pratiquement impossible ou au moins très difficile à réaliser et, dans son résultat, ne sera pas une réparation pour les ruines causées et les pertes subies.

Dans ces conditions, l'application de la répression pénale envers les membres individuels de la communauté d'Etat, aussi bien qu'envers cette même communauté, devient un problème dont la solution est possible seulement dans le cadre des normes du droit international surtout pénal.

Les conséquences pénales de l'agression et leur but le plus sérieux qui est de garantir la paix internationale à l'avenir, ne peuvent se limiter à des principes intérieurs et égoïstes des pays, mais doivent devenir un principe universel, servant les intérêts de la communauté des Nations.

## II. LA RESPONSABILITÉ DE L'INDIVIDU COMME SUJET DU DROIT DES NATIONS.

Le droit pénal international, pareil en son évolution au droit pénal interne, connaît seulement deux sujets de délits: l'individu et l'Etat. Le droit international défend et châtie directement l'individu coupable de piraterie, contrebande, violation de blocus, — à côté d'une série de décisions à ce sujet.

Le verdict du Tribunal International de Nuremberg a décidé de la responsabilité directe de l'individu à la lumière du droit international pour des actions commises en son nom propre ou au nom de son pays. On a donc jugé que l'individu peut être sujet de délit aux yeux du droit pénal international.

Pour éviter tout doute, le Tribunal a prononcé ensuite que l'individu doit répondre de ses actes, même, quand ils ont été commis au nom du pays. En des cas pareils, l'individu ne peut se référer à l'immunité basée sur la théorie connue sous le nom d'ACT OF STATE. Le verdict constate finalement que le Statut du Tribunal Militaire International est conforme à l'état du droit public et du droit international pénal au moment de la composition et signature dudit statut.

Nous jugeons donc qu'aucun doute n'existe plus aujourd'hui quant à l'individu devenu sujet direct du droit pénal international et que sa position envers ce droit n'est pas déter-



minée seulement par „la cage d'Etat” — comme s'est exprimé à un moment donné avec ironie d'ailleurs POLITIS.

La juridiction pénale internationale et la responsabilité de l'individu pour des actions d'Etat ne suscitent déjà plus aucune objection en ce qui concerne le droit des Nations et possèdent même une histoire appropriée.

Déjà le Traité de Versailles avait prévu la convocation de tribunaux internationaux et nationaux pour passer en jugement une catégorie de ces criminels. Au cours de l'intervalle entre les deux dernières guerres, un nombre de savants s'étaient occupés de ce problème, savants dont nous ne nommerons que: PELLA, DONNEDIEU de VABRES, ROUX, SOTILLE, CARTON de WIART, CALOYANNI, RAPPAPORT, SALDANA, LEWIN, POLITIS, DESCAMPS. Ce problème était aussi le sujet de conférences d'associations comme: Association Internationale du Droit pénal, Fédération Internationale Juridique et de la Ligue des Nations. Cette dernière a même formé un comité spécial en vue de la composition d'un projet de droit international comprenant la répression. Ce projet est ensuite devenu la base d'une convention pour combattre le terrorisme.

### III. PROBLÈME DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE DE L'ÉTAT.

La responsabilité pénale de l'Etat, en tant que communauté pour les actions commises par ses organisations, ne doit plus être mise en doute.

Au fond des objections soulevées en cette matière était le problème de la personnalité juridique de l'Etat en général, problème qui tenait en échec les meilleurs juristes depuis le Moyen-Age jusqu'aux temps modernes. La théorie niant tout-à-fait la conception de personne juridique est bien connue. Elle a été représentée par:

1) WINDSCHEID qui déclarait dans plusieurs de ses ouvrages et spécialement dans „Lehrbuch des Pandektenrechts” que „les droits attribués à la personne juridique sont en réalité des droits sans sujets”;

2) BRINZ, qui a caractérisé la personne juridique comme „mannequin empaillé” et qui est le créateur de la conception „Zweckvermögen”, c'est-à-dire de l'idée du patrimoine sans sujet ou du patrimoine du but;

3) JHERING, qui dans son ouvrage „Geist des Römischen Rechts” a essayé de démontrer que ce ne sont pas „les personnes juridiques, mais les destinataires, c'est-à-dire les membres de corporations et les bénéficiaires de fondations qui sont, dans les personnes morales, les vrais sujets de droit, ou enfin les plus conservatifs à ce point de vue;

4) VAVEILLES-SOMMIERES et PLANIOL, qui rejettent les personnes juridiques considérées comme sujets de droit de la manière la plus absolue.

Les théories des susnommés étaient formulées sur le plan du droit civil. Les conséquences requises dans le système du droit public ont été tirées de ces théories par DUGUIT, „qui nie l'utilité de la personnalité morale, nie la nécessité de relier les droits à des sujets, tant en droit public qu'en droit privé et d'après lequel en réalité, l'Etat n'a aucune existence réelle parce qu'il n'existe que des gouvernants et des gouvernés”(1). Le sommet de la négation de la personnalité d'Etat est son expression bien connue „L'Etat est mort”.

Les partisans de l'idée de fiction se basent sur le point, formulé déjà par INNOCENT IV dans la doctrine canonique dans sa déclaration bien connue: „Quia universitas, sicut est capitulum, populus, gens et huius mundi, nomina sunt juris et non personarum”. En connection avec l'axiome de la théorie philosophique: „Universalia non sunt aliquid reale extra animam” déjà BALDUS a opéré avec les termes „persona ficta” et „persona repraesentata”.

(1) L'ironie du sort voulait que les conceptions d'Etat de corporations fascistes étaient basées sur lui.

Voir: Léon DUGUIT: Etudes de Droit public, I, II et Traité de Droit Constitutionnel, ainsi que MICHOUX: La Théorie de la Personnalité morale, 3e édition, pages 44-55 (1932), Frédéric HALLIS: Corporate Personality, Oxford, 1930, pp. 75-105; W. FRIEDMANN: Legal Theory, London, 1944, page 164.



La théorie de fiction en passant graduellement par les phases du progrès a trouvé sa plus parfaite formule dans l'ouvrage de SAVIGNY (2).

Depuis le moment où cette théorie a été formulée par SAVIGNY, elle a été vivement critiquée par BESELER, critique qui a été continuée par OTTO GIERKE. Ce dernier a opposé à la théorie de fiction la théorie de l'existence réelle des personnes juridiques ou morales (*tatsächliche Persönlichkeit*) (3).

Cette théorie a trouvé de nombreux partisans même en dehors de l'Allemagne où elle dominait comme doctrine et notamment en France et en Angleterre, où elle était présentée surtout par MICHOUUD et MAITLAND.

MICHOUUD parlait surtout du point de vue que: (4)

„La personne morale n'est pas une personne fictive. Elle n'est pas plus un simple artifice derrière lequel on trouve, soit des patrimoines, soit des individus. Il reste qu'elle soit réelle.”

Il était néanmoins très loin du traitement simpliste du problème. Il ajoute:

„C'est notre thèse; mais il y a encore bien des manières diverses de la comprendre”

„... en soutenant la réalité de la personne morale, nous ne voulons pas dire qu'elle constitue une personne au sens philosophique du mot. La notion que nous cherchons à dégager est une notion purement juridique.”

SALEILLES, qui a défini la personne morale comme „une autre entité juridique construite sur le modèle de la personne humaine”, trouve aussi que „les nouvelles entités sont des réalités de droit, réalités juridiques” et ajoute que ce sont „les seules réalités auxquelles le droit a affaire”. (5)

Il n'est pas nécessaire de souligner ici qu'en matière du droit public, les théories négatives doivent conduire à l'atomi-

sation de la Nation et l'Etat vers l'anarchie. Elles doivent donc, au moins pour cela, être rejetées.

En ce qui concerne la théorie de fiction, elle ne peut être maintenue en matière du droit national et international, nonobstant les raisons qui pourraient favoriser son maintien sur le plan du droit civil.

Aussi l'argumentation du Prof. PELLA doit paraître concluante quand il déclare que:

„... à la différence des autres personnes morales qui pourraient encore être regardées — selon certains auteurs — comme des fictions, parce qu'elles résultent du fait de l'homme, c'est-à-dire qu'elles semblent provenir d'une création délibérée ou d'une détermination voulue, les Etats n'ont aucun de ces caractères.”

Il se place au juste point de vue, que l'Etat représente la Nation ou un groupe de plusieurs peuples, et que l'existence des peuples ne peut être niée:

„L'Etat représente la nation, ou un groupement de nations, dans leur organisation juridique. Or, l'existence de la nation ne dépend en rien de la volonté de l'individu. La nation n'est pas le résultat d'une détermination voulue, ou d'une création délibérée. La réalité ne saurait être contestée.” (6)

Et alors, comme la déclaration de Francesco FERRARA est juste:

„Al vertice di tutte le persone giuridiche è lo Stato, istituzione suprema che comprende l'intero popolo territorialmente determinato e politicamente organizzato. Lo Stato è l'originaria personalità giuridica, fonte dell'ordinamento giuridico e centro della coazione sociale ....

Lo Stato ... esiste come soggetto unico ed ideale, che concentra in sé l'intera collettività del popolo ... Lo Stato rimane sempre a sé identico, nonostante il variare degli uomini che vi appartengono o degli organi di governo o della sua forma costituzionale”. (7)

(2) System des heutigen Römischen Rechts, 1840, II, page 236.

(3) Deutsches Genossenschaftsrecht, 4 volumes, 1868-1913.

(4) op. cit. p. 70 et suivantes

(5) De la personnalité juridique, 2e édition (1922)

(6) V. PELLA: La guerre-crime et les criminels de guerre. Genève-Paris, 1946, pp. 60-61.

(7) „Le persone giuridiche” — Torino, 1938, pp. 122-123.

Il est clair, si l'on néglige ce qui peut être dit de la personnalité juridique de l'Etat du point de vue de diverses théories, que l'Etat en tant que personne juridique l'est réellement du moment que le fait de son existence, du point de vue du droit international, est formellement reconnue par d'autres pays. La personnalité juridique de l'Etat est donc fonctionnellement dépendante de l'existence du système d'ordre international, pareillement d'ailleurs à ce qui se passe avec l'individu, dont la personnalité juridique doit être reconnue par l'ensemble du pays à l'intérieur et ceci conformément à l'ordre y régnant (8).

L'existence donc de la personnalité juridique de l'Etat ne dépend pas du changement de sa population, de son territoire ou régime, mais seulement du fait qu'elle a été reconnue comme sujet dans ses relations internationales avec les autres pays.

L'existence de cette personnalité ne pourra donc être contestée tant que nous plaçons au point de vue, seul juste, que la communauté internationale et qu'un certain ordre établi dans les relations parmi différents pays, ne sont pas une fiction mais quelque chose de très réel.

#### IV. LE PROBLÈME DU CHÂTIMENT DES PERSONNES JURIDIQUES.

Le problème du châtiment des personnes juridiques a, comme ce fut le cas pour le problème de l'existence de la personnalité juridique en général et celle de l'Etat en particulier, passé par différentes phases.

Au moyen âge, durant le temps de cristallisation de la conception de la personnalité juridique dans le cadre de la

(8) Comparez Léon MICHOUX, op. cit. p. 125-126, qui écrit que: „Pour l'individu lui-même, dont la personnalité juridique est aujourd'hui reconnue comme découlant de son existence même par les législations de tous les peuples civilisés, cette condition a été nécessaire. L'esclave romain avait en lui toutes les qualités inhérentes à la personne, et cependant il n'était pas une personne juridique . . .” „... Pour l'Etat, cette reconnaissance provient de la communauté internationale.”

doctrine du droit canonique, le principe suivant a été établi, formulé par INNOCENT, que „impossibile est quod universitas delinquat” et ceci conformément à la théorie de fiction.

Néanmoins, comme le signalait déjà GIERKE, l'avis que la personne juridique peut malgré tout être châtiée, trouvait de nombreux partisans („universitas et ecclesia delinquere possunt”). La pratique admettait „accusatio” vis-à-vis du délinquant, „personne juridique”, mais elle l'admettait en conjonction avec „defenso per procuratorem”. Le châtiment corporel était échangé contre une amende en argent, car la personne juridique „talis poena incapax”.

INNOCENT le dit clairement (9): „Item poena capitali vel mortis vel regulationis paninctur univ., si contra eam agatur criminaliter vel quacunque alia, sed poena capitis mutabitur in pecuniariam”.

Même alors, il ne manquait pas de voix demandant qu'au lieu de la peine de mort, une ville soit complètement rasée: „Potent collegium et universitas poenam pati non solum aliam, sed etiam capitalem; sicut decapitato civitas per avatrium”.

La théorie et pratique concernant l'admission de l'excommunication de personnes juridiques étaient aussi chancelantes et le principe „civitas non potest excommunicari” n'était pas du tout appliqué en général.

Ceci a pris fin quand INNOCENT décréta une interdiction au cours du Concile de Lyon en 1245.

Les „glossateurs” admettaient le châtiment de personnes juridiques et BARTOLUS essayait de réconcilier ce principe avec la théorie de fiction. Examinant comment il serait possible d'attribuer une faute à une personne juridique ainsi qu'à un ordinaire „nomen juris”, il est arrivé à la conclusion que la fiction de la personnalité devrait être acceptée comme quelque chose de tangible — „fictu positum pro vero sicut ponimus nos iuristae”. Plus tard, avec les progrès réalisés par le droit au cours du moyen âge, les notions d'INNOCENT ont été

(9) O.C. — Volume III, pages 343, 347, 403 et suivantes



abandonnées et les juristes passèrent dans le camp de BAR-TOLUS.

Au début de l'âge moderne, le principe défavorable au châ-timent des personnes juridiques avait cours. Cette thèse a trouvé un défenseur éloquent dans la personne de SAVIGNY, qui disait:

„Punir la personne juridique comme coupable d'un délit, ce serait violer le grand principe du droit criminel qui exige l'identité du délinquant et du condamné". (10)

La classique doctrine française du droit pénal payait en conséquence tribut à cet avis. (11).

Mais déjà GIERKE et ses nombreux partisans, combattant la théorie de fiction, arrivèrent à la conclusion que les personnes juridiques „comme les individus sont capables de délits, même au point de vue du droit criminel".

Il est évident que l'évolution des principes de responsabilité du groupement, de l'ensemble, de la personne juridique, était très lente et que son développement était hésitant et parfois même inconséquent dans le droit intérieur.

Dans un résumé simplifié, cette ligne se présente comme suit: au début, la responsabilité concernait seulement les actions connues techniquement comme abandon; ensuite la responsabilité a été élargie pour comprendre aussi les délits „per commissionem". Au début étaient responsables seulement les groupements possédant une personnalité juridique; par la suite, même les groupements ne possédant pas cette personnalité (non corporated groups) ont été puisqu'il était devenu clair que même les groupements n'ayant pas de formes de corporation doivent néanmoins être poursuivis, s'ils possèdent l'unité de volonté et des buts et la conformité des méthodes d'action.

Le Conseil d'Etat Français, la Chambre des Lords et le Tribunal Fédéral Suprême des Etats-Unis, se rendaient très bien

(10) O.C., page 94

(11) VIDAL: Cours de droit criminel, 2e édition, N 65 bis. GARRAUD: Traité de droit pénal, 2e édition, Vol. I, n°221 comp. MICHOU, op. cit. II, page 257 et suiv.

compte dans la 2e moitié du XIXe siècle de la nécessité de châtier les corporations et les poursuivaient souvent.

„Le Parlement Anglais a consacré cette jurisprudence en déclarant dans la section 2 de l'Interpretation Act de 1889 que, dans les lois pénales, l'expression „personne" vise les personnes morales, à moins d'intention contraire du législateur. C'est donc l'irresponsabilité pénale des personnes morales qui, en droit anglais, à la différence du droit français, constitue l'exception".

Et voilà comment le châtimement de personnes juridiques a gagné en Angleterre une base juridique étendue et ne se limitait pas aux cas de danger public, comme cela était accepté jusque — là par la jurisprudence.

Le texte de la résolution du Deuxième Congrès International de Droit pénal de 1929 à Bucarest prononce que:

„Constatant l'accroissement continu et l'importance des personnes morales et reconnaissant qu'elles représentent des forces sociales dans la vie moderne;

Considérant que l'ordre légal de toute société peut être gravement atteint quand l'activité des personnes morales constitue une violation de la loi pénale;

Emet le vœu:

- 1°) qu'il soit établi en droit pénal interne des mesures efficaces de défense sociale contre les personnes morales, lorsqu'il s'agit d'infractions perpétrées dans le but de satisfaire l'intérêt collectif des dites personnes ou avec des moyens fournis par elles et qui entraînent ainsi leur responsabilité;

- 2°) que l'application des mesures de défense sociale à la personne morale ne doit pas exclure la possibilité d'une responsabilité pénale individuelle, pour la même infraction, des personnes physiques qui ont l'administration ou la direction des intérêts de la personne morale ou qui ont commis l'infraction par les moyens fournis par la personne morale". (Revue Internationale du Droit pénal, 1930, pp. 10-11). (12)

(12) Voir: R. VALEUR, La responsabilité pénale des personnes morales dans les droits français et anglo-américains — Paris 1931.



Les résolutions de ce Congrès montrent clairement l'évolution qui eut lieu dernièrement dans la doctrine du Droit pénal, surtout en ce qui concerne l'admission du châtimement de personnes juridiques. La puissance du rôle des personnes juridiques dans la vie sociale et économique, qui va en augmentant, a posé à l'ordre du jour l'affaire de l'admission de l'application de la répression pénale vis-à-vis de ces personnes surtout en matière de droit d'impôts des cartels, etc. Le renoncement au châtimement des personnes morales dans le droit intérieur signifierait la capitulation envers les organisations qui, comme cela arrive souvent par ex. en cas de grandes sociétés anonymes, disposent des provisions de force et moyens, qui peuvent devenir dangereux pour l'Etat lui-même, sans parler des individus. (13)

Dans cet état de choses, même les adversaires du châtimement des personnes morales sont forcés de faire des concessions à la doctrine combattue par eux. Le point de vue du Prof. suisse Dr. Ernest HALFTER à ce sujet est très caractéristique; il a été forcé d'avouer qu'en certains cas, l'application de la répression envers une personne morale devient nécessaire: „Aber die Fälle sind häufig, in denen im Betriebe von Verbänden, Handelsgesellschaften, Berufs- und anderen Gemeinschaften — Delikte verübt werden. Oft sind einzelne Schuldige nicht zu fassen oder ihre Schuld ist nicht festzustellen. Das Bedürfnis kann sich ergeben, gegen den Verband selbst einzuschreiten.“ (14).

(13) Les auteurs américains bien connus BERLE et MEANS écrivent dans l'ouvrage devenu classique: *The Modern Corporation and Private Property*, 1932:

„The rise of the modern corporation has brought a concentration of economic power, which can compete on equal terms with the modern State-economic power versus political power, each strong in its own field . . . Where its own interests are concerned, it even attempts to dominate the State.

The future may see the economic organism, now typified by the corporation, not only on equal plans with the State, but possibly even superseding it as dominant form of social organizations.“ (page 357).

(14) Voir: *Lehrbuch des Schweizerischen Strafrechts, Allgemeiner Teil*, 1946, page 72 et suivantes.

En vérité, dans l'état actuel des choses, le renoncement au châtimement des personnes morales comme telles doit être considéré comme absurde et sans justification. C'est pourquoi le principe du châtimement des personnes morales devait conquérir le droit absolu de „nationalité“ dans le droit criminel moderne, droit qui ne peut se permettre d'omettre de compter avec l'ordre réel des relations sociales et économiques et le rôle des personnes morales dans la vie moderne.

## V. LE PROBLÈME DU CHÂTIMENT DE L'ÉTAT.

Par suite de l'évolution du droit pénal concernant le châtimement de l'Etat commença à se cristalliser. Les adversaires d'une telle thèse se réfèrent aux affirmations, aujourd'hui déjà abolies, que l'Etat n'est pas une personne juridique, ou bien sur l'idée de la souveraineté de l'Etat qui excluait sa responsabilité envers d'autres Etats. Il n'est pas difficile de démontrer aujourd'hui que l'affirmation de Politis (basée sur les théories de Duguit) que „la personnalité est une simple fiction qui n'est plus utile, est devenue encombrante et même dangereuse“ n'est plus fondée. La vie elle-même a montré que la notion de la personnalité juridique ne peut être considérée comme fausse ni au point de vue organique, ni juridique. Considérant que la réalité montre que ce qu'on appelle volonté de l'Etat est seulement la volonté des hommes qui le gouvernent, que la personnalité de l'Etat n'est qu'une inutile métaphore pour faire comprendre que les actes des gouvernements se distinguent de leurs actes privés, Politis omet le fait de l'existence d'une volonté collective, dont la réalité ne peut être contestée. (15).

Est-ce que l'arrivée au pouvoir d'Hitler par voie d'élection, au moment où les méthodes de terreur nazie n'étaient pas encore légalisées, peut être reconnue seulement comme

(15) Voir Politis: *Les nouvelles tendances du droit international*, Paris 1927 — pages 43-45.

l'expression de volonté des personnes physiques qui gouvernaient l'Allemagne à ce moment-là?

N'avions-nous pas à faire, en ce cas-là, à l'exécution de quelque chose, qui était une injonction de la volonté collective de l'impérialisme de l'Etat allemand, formant l'appareil de ses classes gouvernantes, mais ne pouvant être identifié à la somme des volontés de ses citoyens, parmi lesquels il n'y avait pas mal d'adversaires du régime nazi?

Le prof. Donnedieu de Vabres a traité d'une façon péremptoire l'aspect juridique des affirmations de Politis. Il démontre qu'il n'y avait rien de dangereux dans la notion de la personnalité juridique. Reconnaisant qu'à vrai dire le traitement réaliste de la personnalité par la doctrine allemande qui provenait de la théorie organique de Gierke, allait trop loin, le prof. de Vabres a prouvé que ces erreurs ne sont pas le résultat de la notion de l'existence réelle des personnes juridiques, mais bien plutôt de la conception de la souveraineté de l'Etat. Elles sont le résultat du fétichisme en relation avec cette idée et non le fait de l'acceptation de la personnalité de l'Etat.<sup>(16)</sup>

La justesse d'un tel point de vue ne peut être contestée.

L'essence de ce problème n'est pas l'auto-limitation, mais le fait que l'Etat moderne ne peut être imaginé „in abstracto” par rapport à d'autres pays, et en dehors du système et de l'ordre international qui sont réels. L'Etat est sans doute de la catégorie historique par excellence. L'Etat en tant qu'Etat n'existait pas toujours au cours du progrès social et il arrivera sans doute un temps où il cessera d'exister. Nous sommes, aujourd'hui déjà, témoins de la disparition de certains de ses attributs de souveraineté par delà de ses frontières et de la mort lente de certaines de ses fonctions classiques dans le régime social et économique défini. La naissance, après la première guerre mondiale, de l'Etat soviétique, le progrès de la démocratie populaire dans nombre de

(16) Voir: Les Principes modernes du droit pénal international. Paris 1928, pages 421-44.

pays de l'Europe Centrale et Méridionale, les profondes réformes sociales en Angleterre, France et Italie, la naissance de l'Organisation des Nations-Unies hâtent sensiblement le procès de la disparition de la souveraineté des Etats, leur transformation, la formation de leur nouvel aspect et la saisie de certaines de leurs prérogatives par des organisations de la communauté internationale. Il serait néanmoins absurde de contester l'existence réelle de l'Etat et de sa personnalité juridique, cette dernière née en premier lieu du fait qu'elle a été reconnue dans le cadre de l'ordre établi entre Etats qui existent en fait — en présence de ce phénomène dans certaines formations sociales-historiques. Il serait donc absurde aussi d'exclure la responsabilité de l'Etat dans ses actions criminelles sous prétexte de l'existence d'une souveraineté absolue, en connection avec une prétendue indépendance de la communauté des nations. Si la question de sa personnalité juridique ne peut aujourd'hui provoquer d'objections, on ne peut contester que sa responsabilité pénale existe, car les Etats ne sont plus seuls juges de leur responsabilité, même à défaut d'une juridiction appropriée à laquelle ils sont soumis. Juridiction qui est du reste déjà appelée à la vie aujourd'hui. Omettant les aspects économiques et sociaux du problème, il faut admettre qu'il n'y a pas à l'heure actuelle d'Etat qui puisse se séparer complètement de ses voisins en se cachant, en tout, derrière sa souveraineté. La sujétion du droit des nations pose des devoirs, l'évolution et l'essai de faire de l'Etat un sujet de droit pénal international est alors compréhensible.

„Les Etats, personnes morales, écrit le Fur, sont des êtres libres, mais leur liberté n'est pas un pouvoir d'autonomie inconditionnée qui leur permet de s'isoler ou de modifier à leur gré l'idéal de vie sociale que leur impose leur nature et leur mission naturelle. Les Etats ne sont pas libres de répondre ou non à l'attraction de l'idéal naturel qui engendre la société internationale. Sous ce rapport, ils ne sont pas des souverains, mais des obligés, des assujettis.” (17).

(17) Voir: Etat fédéral et confédération d'Etats, page 518.



Fauchille a donc raison quand, analysant d'une manière critique les vues de l'Etat, il affirme que „c'est une doctrine fautive et dangereuse; fautive, car ne s'attachant qu'à l'absence d'un pouvoir coercitif supérieur, elle confond le droit générateur avec le droit sanctionneur et nie le premier parce qu'elle ne rencontre pas le second; doctrine dangereuse avec laquelle la responsabilité des Etats n'est plus que la base précaire, si c'en est une, du bon plaisir et de l'arbitraire. Un Etat ambitieux s'absoudra toujours des violences inspirées par son intérêt. Doctrine favorable aux conquérants et aux oppresseurs, elle a laissé de trop nombreuses traces dans l'histoire.(18).

La responsabilité pénale de l'Etat en tant que communauté pour des actes accomplis par ses organisations, a petit à petit gagné l'approbation de divers congrès scientifiques.

Les thèses de cette responsabilité ont été acceptées par l'Union interparlementaire au cours de ses sessions à Washington en 1925, à Londres en 1930, à Genève en 1932, par l'Association Internationale du Droit Pénal au cours du Congrès de Bruxelles en 1926, à Bucarest en 1929. Cette question a été examinée aussi au cours du Congrès à Palermo en 1933 et à Paris en 1937. La Commission Internationale Pénale et Pénitentiaire s'intéressa à ce problème au cours du Congrès de Prague en 1931. et à Berlin en 1935, l'Union Pan-européenne au cours du Congrès de Bâle en 1932, le Bureau International pour la Paix à Bruxelles en 1931 et 1932.

La résolution prise par le premier Congrès de l'Association Internationale du Droit Pénal de l'année 1926 se lit comme suit:

„La Cour permanente connaîtra de toutes les responsabilités pénales nées à la charge des Etats à la suite d'une agression injuste et de toute violation de la loi internationale. Elle prononcera contre l'Etat coupable des sanctions pénales et des mesures de sûreté.”

Une des résolutions du Congrès de cette Association de 1929 s'intéresse à la question de l'application des sanctions envers

des pays coupables de violation du pacte Briand-Kellog signé à Paris en 1928, c'est-à-dire responsables d'avoir provoqué l'agression.

L'acceptation du principe de responsabilité pénale des personnes juridiques et de l'Etat en tant qu'un certain type de personne juridique entraîne non seulement la possibilité de reconnaître des Etats coupables d'une agression injustifiée ou d'un autre crime de guerre, mais aussi la possibilité d'appliquer envers eux des moyens efficaces de sûreté.

Le rapport de Donnedieu de Vabres s'est prononcé pour ces moyens au cours du premier congrès du Droit International Pénal, constatant que les moyens de sûreté appliqués „seront l'expression de la notion de justice et de solidarité internationales.”

Roux, qui avertissait devant le danger menaçant l'ordre juridique du côté des personnes morales dans le nouveau système de forces économiques et sociales, se prononce à vrai dire contre le châtimeur, mais absolument pour l'application envers les personnes juridiques „des moyens de sûreté”.

„Le Code International de Répression”, qui a été composé par Pella en 1935 et qui devait faire partie intégrale du „Plan Général d'un code de droit mondial”, édité et rédigé par La Fontaine, comprend dans le premier chapitre la liste des sanctions pénales et les moyens de sûreté envers les Etats.

Les châtimeurs prévus sont des sanctions diplomatiques, (par exemple: rupture des relations diplomatiques), juridiques (par exemple: séquestre des biens etc.), économiques (par exemple: blocus, embargo, etc.) et autres.

Comme moyens de sûreté étaient énumérés: pertes d'armements, défense de production pour buts de guerre, limitation d'armée et armements, désarmement complet, fixation de zones neutres, organisations de contrôle de l'administration, etc. De l'énumération de ces sanctions pénales et moyens de sûreté, il résulte qu'il y a différents moyens, par lesquels on peut définir le châtimeur en connection avec le degré de la culpabilité, châtimeur qui tend à atteindre la protection de l'ordre juridique entre les pays et d'assurer la paix mondiale.

(18) Voir P. Fauchille: Traité de Droit International Public, I Vol. 1ère partie 1922 — page 514.



Se différenciant donc des traditions du droit international qui sur le plan des traités de paix connus jusqu'à présent tenaient à donner une défense temporaire aux intérêts privés d'un Etat, la nouvelle direction du droit pénal garde les intérêts de la communauté des nations. Elle est décidée à frapper tout élément mettant la paix de cette communauté en danger et même de s'assurer contre la récidive de ses actions criminelles. Nous nous rendons compte que cette dernière sanction est de nature tout à fait spéciale et que son application pourrait être décidée seulement après l'épuisement de tous autres moyens.

Comme sanction capable d'assurer la communauté internationale contre une nouvelle agression, il faut citer celle qui prive l'agresseur des bases de son potentiel de guerre. En les donnant à la communauté ou à l'un de ses membres, de préférence à celui qui, en les recevant, serait en même temps payé des pertes subies au cours de l'agression dont il aurait été la victime.

Dans cet ordre d'idées, le détachement de territoires appartenant à l'Etat coupable d'un délit international, au nom des intérêts supérieurs de l'Etat — parce que entrepris au nom de la communauté internationale toute entière — tend à devenir une garantie de paix.

Un tel transfert diffère totalement de l'annexion ou occupation, qui ont uniquement pour but de contenter les intérêts d'un pays ou d'un groupement d'Etats, grâce à une supériorité militaire temporaire.

La différence se trouve donc dans le principe même. Le centre de gravité passe donc du domaine d'intérêts d'un vainqueur envers le vaincu, au domaine d'intérêt général de la communauté internationale. Ceci forme un principe universel, conforme au progrès contemporain de l'idée éthique et juridique. Car il faut se rappeler que comme l'a justement remarqué Fauchille:

„Le fondement de la responsabilité réciproque des Etats réside dans la nécessité de l'observation des règles de justice dans les rapports des membres de cette communauté

internationale, qui est elle-même le fondement du droit international." (19).

Mais l'application de la répression pénale envers un Etat criminel au nom de l'intérêt général international doit servir non seulement en éveillant le respect des nations pour les normes du droit et les principes de justice dans les relations entre les Etats. Elle doit, en premier lieu, devenir un moyen de prévention du plus grand crime de l'avenir, c'est-à-dire la guerre d'agression. L'acceptation de ce qui précède comme règle du droit pénal international d'obligation générale, fait de ce droit un instrument efficace pour la paix. (20).

## VI. L'ACTUALITÉ DU PROBLÈME.

L'aspect du problème discuté n'est pas purement théorique. Sa signification devient particulière, à la veille de la phase définitive de la conférence de paix avec l'Allemagne et la ratification formelle des frontières de l'Ouest de la Pologne. Le courant de revision est assez fort à l'heure actuelle en Allemagne. Au nom d'arguments soi-disant humanitaires, faussement économiques et politiquement dangereux, il gagne des partisans, même en dehors des frontières de ce pays. L'Allemagne consent évidemment à accepter la responsabilité —

(19) Voir Fauchille o. c. page 514.

(20) Voir: Muszkat et Sawicki: La responsabilité de l'Allemagne et le problème des territoires polonais récupérés. L'Etat et le Droit (Pol.), Varsovie No 2, février 1947, pages 10-11 et comp. D. Wormser: Disregard of the Corporate Fiction 1927, D. Lewin: Problema odpowiedzialności w nauce międzynarodowego prawa. Moscou 1946. A. Mestre: Les personnes morales et le problème de leur responsabilité, 1879, R. Walsh: The Criminal Liability of Corporations 1946, R. Schlesinger: Soviet Legal Theory, 1945, M. Alessandri: Le droit international public — les doctrines, 1941, W. Friedmann: The Crisis of the National State, 1943. M. Engelson: L'établissement d'une paix durable par l'application d'un nouveau droit pénal international 1946, E. Rappaport: Narod — zbrodniarz, 1945, A. Sotillo: Le nouveau droit pénal international — seul moyen efficace pour assurer la paix, 1946, Bustamante: Droit international public, 1937, V. Pella: La criminalité collective des Etats et le droit pénal de l'avenir, 1929, Oppenheim-Lauterpacht: International Law, 1944.

impossible d'ailleurs à réfuter — pour les dommages et pertes subis par les alliés, en leur nombre: la Pologne. Elle ne peut plus se prononcer négativement contre la revendication des biens volés et emportés en Allemagne. La majorité tend néanmoins à obtenir la restitution des frontières de 1938. Les arguments allemands motivant leur point de vue épuisent les thèses classiques du droit des gens du passé.

En résumant, on peut les comprendre comme suit:

- 1) Les territoires actuellement à l'ouest de la Pologne faisaient partie au cours de plusieurs siècles de l'Etat allemand (principe historique).
- 2) Les habitants de ces territoires étaient en majeure partie allemands. En les écartant, on a contesté le droit des peuples de régler leurs affaires intérieures (principe ethnique).
- 3) L'éloignement des habitants des territoires qu'ils habitaient depuis des siècles et la manière d'exécution de cette expulsion enfreignent les principes de justice et de raison (principe humanitaire).
- 4) En privant l'Allemagne de ces territoires, on la prive de l'indépendance économique, l'empêchant de remplir ses devoirs de réparation; on trouble l'équilibre économique de l'Europe de l'Ouest (principe économique).
- 5) Par la réduction de son territoire, l'Allemagne ne pourra pas nourrir sa population et abaissera le niveau de l'Europe à l'état de la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (problème de population).
- 6) L'impossibilité dans laquelle elle se trouve d'accroître le niveau de vie empêche les parties démocratiques allemandes d'obtenir une influence sur le peuple et par conséquent sur sa dénazification. La situation psychologique qui en résulte peut donner naissance à un chauvinisme nationaliste et devenir une menace pour la paix de l'Europe (principe de la démocratisation).
- 7) Les nouvelles frontières de l'Allemagne n'ont pas encore été définitivement ratifiées et peuvent être changées (argument politique).

Les arguments allemands négligent le fait que les territoires de l'ouest ont été recouverts par la Pologne sur la base d'un accord international des Grandes Puissances à Potsdam, accord dans lequel la Pologne était partie et qui ne peut sans un consentement unanime de toutes les parties, et dans leur nombre la Pologne, être changé. Omettant donc ce point de nature essentiellement juridique, qui crée dans le problème des faits irréfutables après la déportation des Allemands de la Pologne, il faut aussi remarquer que pour motiver la position de la Pologne, on avance des arguments plus essentiels encore que ceux dont l'Allemagne fait état et basés eux aussi sur les traditions du droit des gens. (21).

Ils permettent d'esquisser les thèses suivantes:

- 1) Les territoires de l'ouest recouverts par la Pologne étaient dans le passé son berceau. La preuve de cet argument réside dans le fait que malgré des siècles de germanisation on n'a pas pu faire totalement disparaître les traces de leur origine polonaise (argument historique).
- 2) Malgré la politique de dénationalisation à outrance, un grand nombre de descendants des anciens habitants vit sur ces territoires. A Potsdam, la décision commune des puissances autorisa la Pologne à déporter les Allemands de ces territoires. On n'avait pas besoin de demander à l'Etat allemand son consentement, étant donné que cet Etat a capitulé sans conditions à la suite de sa défaite militaire. L'exécution des résolutions prises à Potsdam et l'établissement sur ces territoires des Polonais de l'est provenant des territoires qui retournèrent à l'Union Soviétique, a sanctionné la possession par la Pologne de ces terrains, où il n'y a presque plus d'Allemands. Actuellement n'importe quel changement frapperait les Polonais y établis dans leur droit d'arranger leurs affaires internes (argument ethnographique).

(21) Comparer Muszkat, Cyprian, Sawicki: Le droit polonais au service de la Paix dans la lutte contre les criminels de guerre, 1947, page 12 et Muszkat et Sawicki: Les revendications allemandes sur les territoires polonais occidentaux à la lumière du droit pénal international, Paris 1947, page 3.



3) La déportation des Allemands a eu lieu conformément aux résolutions prises par les Grandes Puissances à Potsdam, sous leur contrôle, dans des conditions suffisamment bonnes, assurant aux déportés la continuation de leur existence dans les frontières de leur Etat (argument humanitaire).

4) Ces territoires assurent à la Pologne son indépendance économique. Ils présentent aussi l'équivalent de la perte territoriale à l'Est. Sans ces territoires, la Pologne n'est pas en mesure de reconstruire sa vie économique, si cruellement dévastée au cours de la guerre. L'insuffisance économique de la Pologne déséquilibrerait l'économie de l'Europe (argument économique).

5) Il fallait créer des moyens de travail pour la population polonaise venant des territoires orientaux. Sans les terrains récupérés et étant donné la terrible dévastation des villes et de l'industrie polonaise, ceci serait impossible. On arriverait alors en Pologne à une grande concentration de population sur une petite étendue et le niveau de la vie déjà assez bas par suite des ruines de la guerre se trouverait encore abaissé (argument de population).

6) L'impossibilité d'accroître le niveau de vie empêcherait les masses profondes de la population de participer au revenu social, à l'instruction et empêcherait le développement des réformes sociales (principe de la démocratie).

7) Les nouvelles frontières polonaises ont été définitivement fixées au cours de la Conférence de Potsdam. Elles doivent être formellement ratifiées au cours de la Conférence de la Paix. Selon l'opinion de MOLOTOW, le fait de l'autorisation de la déportation de la population en est un témoignage suffisant (argument politique).

On ne peut échapper quand même à l'impression que les arguments des deux parties tournent exclusivement dans le cercle traditionnel des principes du droit international sur lesquels les discussions des traités de paix du passé ont été basées, c'est-à-dire arguments historiques, ethnographiques, démographiques, ainsi que celui de l'équilibre des forces, etc. Mais se limiter à employer comme bases du nouveau traité de

paix ces arguments traditionnels et ceci à l'époque de l'Organisation des Nations Unies, serait marcher sur un chemin trompeur. La paix ne peut plus être qu'un armistice entre deux guerres, elle doit enfin devenir pour la société humaine un état durable. Pour réaliser cela, il faut commencer par édifier hardiment un ordre juridique, qui tiendrait compte de la tragique expérience de la dernière guerre.

Le traité de paix doit être l'expression du nouveau droit des gens. Il ne peut plus être basé seulement sur les principes civils d'autrefois exclusivement reconnus par le droit international, mais sur les principes publics et universalistes, sur les idées nouvelles concernant les conséquences pénales qu'entraîne le délit de guerre.

## VII. LE TROISIÈME REICH COMME ÉTAT CRIMINEL.

Aujourd'hui, après le verdict du Tribunal de Nuremberg, le caractère criminel de l'activité de l'Etat hitlérien ne peut plus faire de doute (22). C'est un fait patent.

Le jugement du Tribunal International a démontré que l'Allemagne nazie a violé les obligations résultant de la:

- 1) Convention de La Haye de l'année 1899, qui a résolu que: avant de faire usage d'armes, il faut dans la mesure du possible essayer l'entremise des puissances alliées;
- 2) Convention de La Haye de l'année 1907, contenant pareilles résolutions;
- 3) Art. 42 et 44 du Traité de Versailles, qui contenait la défense de fortifier la rive gauche du Rhin;
- 4) Art. 80 du Traité de Versailles, concernant le devoir de respecter, en toute l'étendue, l'indépendance de l'Autriche;
- 5) Art. 99 du traité ci-dessus, l'engagement à se désister de tous droits à Klajpeda;
- 6) Art. 100 du même traité — établissant la Ville Libre de Gdansk;
- 7) Traité de garantie réciproque signé à Locarno en 1925;

(22) c. f. E. ARONEAUNU: Le crime contre l'humanité, Paris 1946.



8) Accord Germano-Polonais de 1934;

9) Pacte BRIAND-KELLOG de 1934.

Dans l'opinion du Tribunal, du renoncement solennel de la guerre comme instrument de politique d'Etat, il résulte logiquement que la guerre d'agression est illégale. Le commencement d'une telle guerre et ses terribles, mais inévitables crimes présentent une activité criminelle. La guerre d'agression est mise hors la loi, et ceux qui sont coupables de son déclenchement sont passibles de sanctions.

Aussi, analysant ce fait dans l'accusation présentée à Nuremberg, le Procureur général britannique, Sir HARTLEY SHAW-CROSS, affirma avec justesse que „l'histoire moderne nie l'opinion selon laquelle l'Etat ne peut être criminel. Au contraire, l'immensité du mal causé par cet Etat dans une époque de science et d'organisation semble exiger l'application d'une répression de ses actes criminels encore plus sévère et plus efficace que dans le cas de crimes commis par des individus.“

D'accord avec cette attitude, le représentant de la France M. DE MENTHON, a demandé au tribunal „avant tout, de condamner l'Allemagne nazie“.

#### VIII. POUR LA RÉALISATION DE LA CONCEPTION UNIVERSALISTE DANS LE TRAITÉ DE PAIX AVEC L'ALLEMAGNE

En considérant l'actualité du problème des conséquences pénales résultant d'une guerre criminelle, nous avons donné une esquisse des thèses réfutant les revendications allemandes sur les territoires occidentaux recouverts par la Pologne à la suite de la dernière guerre. Nous n'avons pas essayé de peser dans cet ouvrage leur valeur, car elles parlaient d'elles-mêmes.

Il ne nous semble pas toutefois que ces thèses épuisent le problème.

D'après nous, l'avantage de la position polonaise consiste d'abord dans son fondement juridico-moral, fondement qui fait complètement abstraction des principales idées traditionnelles jusqu'à l'heure actuelle présentes dans les traités de paix et basées sur des conceptions du droit civil. Les clauses

du traité de paix, qui pèseront sur l'Allemagne, ne peuvent avoir leur source dans le fait qu'ayant été vaincue, elle doit subir la volonté des vainqueurs.

Si l'on posait le problème de la sorte, cela aurait pour conséquence: de régulariser d'une part les rapports internationaux selon les normes des lois de guerre, d'apporter d'autre part de l'eau au moulin à ceux qui, sous prétexte d'appel à la pitié en faveur des vaincus, aspirent à la restauration de l'Allemagne dans ses frontières d'avant-guerre et d'une telle façon restituer au grand capital monopolisateur allemand le pouvoir - et nous savons que les formules d'activité du grand capital allemand et son idéologie ont été et ne peuvent être que l'hitlérisme et une nouvelle guerre.

Le Reich allemand a été trouvé coupable d'un crime international. L'Etat allemand a été reconnu criminel. Les relations avec l'Allemagne doivent donc être réglées sur le plan des postulats de la paix internationale. Ceci aura lieu seulement si l'on applique les moyens de sûreté envers cet Etat. Ces moyens de sûreté consistent, en ce cas-là, en la remise aux voisins des bases qui ont permis dans le passé le déclenchement des guerres d'agression. Si ces bases devaient rester entre les mains de l'Etat allemand, ce fait constituerait non seulement une action sciemment criminelle et aveugle, mais une sorte de complicité inexplicable.

La dénazification de l'Allemagne continuera pendant des générations. Entretemps, tout essai de démilitarisation serait impossible. Dans l'état actuel du progrès de la technique, la transformation de l'industrie lourde de la production du temps de paix en production de guerre est jeu d'enfants.

La paix et la sécurité de la communauté internationale dépendent de la dénazification et de la démilitarisation de l'Allemagne. Celles-ci ne seront pas possibles ou incomplètes sans la privation radicale des bases, des forges de guerre de cet Etat agresseur et de proie.

Pour démilitariser l'Allemagne efficacement, il est nécessaire d'appliquer envers elle des moyens propres de sûreté, en composant le traité avec l'Etat criminel.

De ce point de vue donc, la restitution à la Pologne des territoires occidentaux n'est pas seulement dictée par le désir des Grandes Puissances de dédommager territorialement leur allié le plus lésé. L'annexion des territoires occidentaux à la Pologne doit d'abord être reconnue comme l'expression de la victoire de tendances nouvelles dans les relations entre pays, qui dans le but d'assurer la paix:

1) posent l'intérêt de la communauté internationale au-dessus de l'intérêt de ses membres particuliers;

2) reconnaissent la responsabilité d'application envers l'Etat de garanties pour un délit commis.

La résolution de Potsdam, concernant les frontières polonaises, était assurément la réalisation de nouvelles tendances du droit pénal international et son idée n'était pas l'intérêt de la Pologne, mais surtout le but de protection du bien le plus grand, c'est-à-dire de la paix mondiale. Sa base n'était donc pas un principe égoïste d'un seul pays, mais le principe universaliste concernant toute la communauté internationale.

Au nom de ce principe, on a sans doute trouvé dans les traités avec les satellites de l'Axe des résolutions concernant la culpabilité de ces Etats en connexion avec le crime d'agression.

On doit actuellement attendre le pas suivant sur ce chemin.

Dans le traité avec l'Etat allemand comme „le principal criminel de guerre“, il ne suffit pas de constater sa culpabilité; il faut aussi en tirer les conclusions les plus complètes en matière de moyens de sûreté.

## RÉSOLUTION No 1 DU DEUXIÈME CONGRÈS DU DROIT AU SERVICE DE LA PAIX

au mois de Juillet 1947 à Bruxelles

(Motion de la DÉLÉGATION POLONAISE)

Considérant qu'à la différence des guerres du passé, aussi bien la deuxième guerre mondiale que toute guerre à l'avenir (à l'exception des cas de légitime défense et de participation à une action commune contre l'agresseur) ne saurait être considérée que comme criminelle.

Considérant qu'une guerre criminelle lèse les intérêts de la communauté internationale toute entière et que les Etats victimes de l'agression, y compris ceux ayant rempli leur devoir d'assistance, ont droit à des réparations de la part de l'Etat coupable du crime international de la guerre.

Considérant qu'en dehors de la responsabilité des personnes physiques coupables d'avoir pris l'initiative ou d'avoir préparé ou exécuté des crimes contre la Paix, il convient d'envisager l'application à l'Etat coupable de mesures de sûreté destinées à le mettre dans l'impossibilité de nuire, d'empêcher la renaissance de son esprit agressif et d'assurer ainsi sa réadaptation aux exigences d'une vie internationale se développant pacifiquement sur la base des principes de solidarité entre les Etats et du respect du Droit.

Considérant enfin que la réparation effective du préjudice matériel et moral causé aux victimes — Etat ou individus — d'une guerre d'agression conformément aux exigences de l'équité et aux principes généraux du Droit, constitue, elle



aussi, un moyen de rétablir l'ordre international et d'assurer le règne de la Paix par le Droit et la Justice.

ESTIME:

1) Qu'il convient d'envisager à l'avenir dans tout règlement à intervenir pour mettre fin à une guerre d'agression, la création d'un système de mesures de sûreté applicables à l'Etat coupable d'une telle guerre.

2) Qu'il est hautement désirable que le droit à réparation du chef des victimes d'une guerre d'agression soit réglé de telle manière que ces victimes — Etat ou individus — obtiennent pleine et entière réparation d'un tel préjudice.

La création à l'avenir d'une juridiction appelée à se prononcer sur les actions en réparation des préjudices causés par une guerre criminelle, devrait être également envisagée.

Cette juridiction devrait fonctionner sur la base d'un statut qui aurait à établir notamment les modes de recouvrement de réparations et les critères d'après lesquels elles seraient fixées.

En tout cas, il convient de préciser que les réparations doivent être déterminées non seulement en fonction des efforts faits par chaque Etat pour maîtriser l'agresseur, mais aussi et surtout, en fonction des dommages effectifs subis en vies humaines et en destructions faites sur son territoire par l'action de l'agresseur.

SAWICKI

## LES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ET LES DÉLITS DE DROIT COMMUN

Essai de définition

Dans la structure du droit polonais, de même que dans le droit pénal international, on ne faisait jusqu'à présent pas de différence dans la façon de considérer les délits contre l'humanité et les délits de guerre „sensu stricto”.

Ceci est parfaitement compréhensible, car l'évolution du droit en Pologne ne pouvait pas suivre une autre ligne que celle du droit international. La nécessité pratique a imposé avant tout un problème compliqué de répression des faits délictueux commis depuis le début de l'agression, c'est-à-dire depuis le 1 sept. 1939, jusqu'à la fin de la guerre. Les délits contre l'humanité ont été ainsi absorbés par les définitions légales, relatives aux crimes de guerre „sensu stricto”.

Dans quelques cas seulement la jurisprudence polonaise a été forcée de s'occuper également des crimes contre la paix et notamment au sujet de l'incrimination de collaboration avec la préparation de l'agression allemande contre la Pologne avant le début des hostilités. Ce délit contre la paix a pu être placé sans difficulté sous la sanction de l'art. 93 du Code Pénal polonais qui prévoit le crime de complot „dans le but de priver l'Etat polonais de son indépendance”. En vertu de l'art. 8. (partie générale du Code), les auteurs de ces délits peuvent être poursuivis sans égard à leur nationalité et sans égard au lieu où le fait a été commis.

On ne s'occupa donc guère des „crimes contre l'humanité”. Le législateur polonais considérait suffisante pour être passible de châtement la conception des crimes de guerre et des crimes

contre l'intégrité de l'Etat polonais, présentant dans le droit international une analogie aux crimes contre la paix.

Dans ces circonstances, **les crimes contre l'humanité** n'ont pas trouvé de solution législative dans les actes législatifs polonais touchant à la liquidation des conséquences de la guerre.

L'article 4 du décret en date du 31 août 1944, traitant des peines à appliquer aux criminels fascistes et hitlériens, emploie, il est vrai, le terme „crimes contre l'humanité“. Mais il applique ce terme uniquement aux crimes commis **pendant** la durée de la guerre, ces crimes sont donc compris dans la notion des crimes de guerre „sensu stricto“. En vertu de ce décret, la loi punit tous ceux, qui, pendant la période partant du 1 sept. 1939, ont participé à des organisations criminelles reconnues ou créées par les autorités allemandes ou par leurs alliés agissant dans leur intérêt.

Sont considérés comme délictueux les groupements ou organisations:

a) qui se posaient comme but la commission de crimes contre la paix, de crimes de guerre ou **de crimes contre l'humanité**;

b) qui, ayant d'autres buts, commettent pour les atteindre les crimes compris dans le paragraphe a). La restriction dans l'application de ce décret aux faits commis après le 1 sept. 1939 a pour effet qu'en fait ces crimes sont mis au rang de délits de guerre „sensu stricto“, malgré que le décret les définisse comme „crimes contre l'humanité“.

D'autres dispositions de ce décret ne correspondent qu'en apparence à la notion du crime contre l'humanité.

L'article 1 punit les actes suivants:

a) la participation au meurtre de personnes civiles, militaires ou prisonniers de guerre ainsi que

b) la dénonciation ou arrestation des personnes recherchées ou persécutées par les autorités allemandes pour des raisons politiques, de nationalité, de religion ou de race, dans le cas où cette arrestation ou dénonciation avait été faite dans l'intention d'aider les autorités allemandes.

Cette disposition exige donc un „*dolus specialis*“, notamment que le coupable soit conscient que l'action des autorités allemandes pendant la guerre visait à **l'extermination des groupes de civils à cause de leur nationalité, de leur croyance religieuse ou leurs convictions politiques**.

Mais pour un juriste dogmatique, ces faits sont compris dans les crimes de guerre au sens strict de ce mot, car ils doivent être commis pendant la guerre.

D'un autre côté, la manière de concevoir les crimes contre l'humanité s'est développée dans la législation polonaise sur un plan tout autre que les crimes de guerre. Indépendamment du cours de l'évolution dans le domaine international, les conditions spéciales en Pologne causées par la guerre et principalement les conséquences de la propagande nationale-socialiste ont eu pour effet que certaines définitions légales dans la nouvelle législation polonaise correspondent en grande partie au crime contre l'humanité.

La nouvelle loi pénale, dénommée „Le petit code pénal“, promulgué par le décret du 13 juin 1946, relatif aux délits spécialement graves, commis pendant la période de reconstruction, dans ses articles 29-30, déclare punissables les actions suivantes: l'éloge du fascisme et des crimes fascistes et l'incitation à les commettre ou à introduire en Pologne les institutions fascistes, ainsi que l'incitation à porter atteinte à l'honneur ou à l'inviolabilité corporelle d'un groupe de personnes ou d'un individu, à cause de leur nationalité, de leur religion ou de leur race. Est punie également l'excitation publique aux conflits de nationalité ou de race et leur approbation.

Les articles 32-33-34 et 35 punissent les personnes coupables

a) d'avoir infligé des lésions corporelles graves ou d'avoir tué, si l'action a été commise envers une ou plusieurs personnes à cause de leur nationalité ou de leur race;

b) d'avoir pris part à un complot ayant pour but de semblables actes de violence corporelle, blessures graves ou meurtres;

c) de ne pas s'être opposées, contrairement au devoir, à la perpétration de délits dirigés contre une ou plusieurs personnes à cause de leur nationalité, de leur religion ou de leur race.



L'article 35 prévoit des sanctions pénales contre les membres d'organisations fascistes et contre ceux, qui incitent à créer de semblables organisations ou à en faire partie.

Le législateur polonais, dans la formulation des articles 29 et 35 du petit code pénal, est allé d'une part au delà de la conception du délit contre l'humanité, mais d'autre part il a limité son étendue. La limitation consiste dans l'absence d'une disposition légale pénalisant l'exécution des lois contraignant le mandat ou l'ordre de commettre ces crimes.

Mais une telle disposition ne pourrait pas être contenue dans la législation nationale et c'est l'équilibre des forces politiques et sociales dans chaque pays qui en est la réelle garantie.

La garantie que ne renaîtront plus les forces politiques qui ont pour programme la discrimination d'une ou de plusieurs personnes, à cause de leur nationalité, religion ou race, est donnée par l'article 29, portant un caractère préventif en prohibant la formation des organisations ou associations à tendances fascistes.

Le législateur polonais a adopté une conception plus large que celle admise par le verdict du Tribunal de Nuremberg, car il a séparé les crimes contre l'humanité des délits de guerre au sens strict.

Les personnes qui commettent ces faits en temps de paix sont donc passibles de punition sans aucune restriction.

La formule du petit code pénal polonais est donc plus large dans sa façon de concevoir les crimes contre l'humanité que le statut du Tribunal International de Nuremberg qui dans l'article 6 point e), ne considère comme crimes contre l'humanité que **les faits commis en rapport ou en exécution d'un crime de guerre, dans le sens strict du mot, ou d'un crime contre la paix.**

En outre, la législation polonaise considère comme délictueuses des actions commises antérieurement au crime lui-même, différemment au verdict du Tribunal International. Dans son verdict, le Tribunal International, contrairement aux thèses de l'acte d'accusation, a adopté la règle que, lorsqu'il s'agit de l'époque antérieure au moment de la perpétration du crime

contre l'humanité ou du délit de guerre, sont passibles de punition seules les personnes qui ont prêté aide, les instigateurs, les dirigeants et les organisateurs. La conspiration est passible de punition, d'après l'avis du Tribunal basé sur le Statut, seulement dans le cas où elle se rallie au délit contre la paix. D'après le Tribunal, la conspiration dans le but de commettre des crimes contre l'humanité n'est pas prévue dans le Statut.

C'est ainsi que les personnes qui s'entendent dans le but de commettre des crimes contre l'humanité ne sont pas responsables d'après le verdict du Tribunal, à moins qu'elles n'aient pris part dans l'exécution du crime comme instigateurs ou en prêtant aide (page 42 du verdict, texte anglais, Londres, His Majesty's Stationary Office, 1946).

Le Tribunal considère que les faits qui ont précédé l'exécution des crimes contre l'humanité ne peuvent être punis que lorsqu'ils ont revêtu des formes organisées, en tant que participation à une organisation délictueuse.

En principe, le Tribunal n'a pas jugé de crimes contre l'humanité commis avant le 1 sept. 1939.

Notons que certains pays n'étaient pas liés par la Convention de la Haye. Néanmoins le Tribunal a décidé que les organisations allemandes, commettant pendant la guerre des crimes sur le territoire de ces pays, sont responsables des crimes contre l'humanité (page 69, texte anglais b.c.).

En résumé, le Tribunal de Nuremberg a décidé:

- a) qu'une conspiration, ayant pour but de commettre des délits contre l'humanité, n'est pas punissable,
- b) que seulement l'adhésion à un groupe organisé ou à une organisation ayant pour but de commettre des crimes contre l'humanité — est punissable,
- c) que, bien entendu, ceux qui sont complices ou instigateurs de crimes contre l'humanité sont punissables. (Le Statut mentionne aussi les organisateurs et les chefs).

Le législateur polonais est allé plus loin que le Tribunal International de Nuremberg, car il punit non seulement a) la participation à l'accomplissement des délits.

Art. 31 § 2: „Sera puni ... celui qui porte atteinte à l'intégrité corporelle d'une personne, ou lui inflige des lésions corporelles mêmes légères, en raison de sa nationalité, de sa religion ou de sa race.”

Art. 32: „Sera puni celui qui commet des délits contre des groupes de personnes ou contre une personne en raison de sa nationalité, de sa religion ou de sa race si en outre le résultat soit la mort, soit les lésions graves, soit le trouble de l'ordre public, la menace de la sécurité publique”  
b) Les atteintes contre l'honneur qui n'étaient pas prévues par le Statut:

Art. 31 § 1: „Sera puni ... celui qui publiquement porte outrage, raille ou humilie un groupe de personnes, ou un particulier à cause de sa nationalité, de sa religion ou de sa race.”

c) La propagation des crimes contre l'humanité:

Art. 29: „Sera puni ... celui qui fait l'apologie du fascisme ou d'une variété de ce régime ou commet des crimes fascistes ou qui exhorte publiquement aux conflits nationaux, religieux ou raciaux, ou qui en fait l'apologie.”

d) Mais aussi ceux qui entrent en rapports avec des conspirateurs dans le but de commettre ces délits.

L'art. 33 punit celui qui prend part à des organisations ayant pour but de commettre des délits prévus aux articles 31 § 2 et 32 ou qui fait partie d'un groupe commettant ces délits.

e) Et également ceux qui font partie des organisations ayant pour but les crimes contre l'humanité:

L'art. 35: „Sera puni ... celui qui fait partie d'organisations fascistes ou qui incite à les former ou à en prendre part.”

## II.

Le Statut du Tribunal de Nuremberg dans sa forme première contenait la formule suivante (article c):

„Les crimes contre l'humanité, c'est-à-dire: les meurtres, les exterminations, l'asservissement, les déportations et autres

actes inhumains, commis à l'encontre de la population civile avant ou pendant la guerre, ou la persécution pour des motifs politiques, religieux ou raciaux, commise en exécution des crimes rentrant dans la compétence du Tribunal, soit en connexion avec des crimes, que ce soit ou non en violation des lois en vigueur dans les pays où ils ont été commis”.

Cette formule a été prise comme base d'interprétation par le III<sup>e</sup> comité de l'UNWCC (Commission Internationale des crimes de guerre à Londres), qui dans son rapport du 28 mars 1946 (document C 201) a émis l'opinion que le texte, où il y a un point-virgule après le mot „guerre”, fait ressortir la différence entre les délits du type „meurtres” (murder type) et les délits type „persécution” (persecution type). Le III<sup>e</sup> comité a établi que seuls les délits contre l'humanité qui consistent à assassiner des groupes de personnes sont des crimes contre l'humanité, sans tenir compte s'ils étaient commis en rapport ou en exécution d'un crime de guerre ou d'un crime contre la paix. Ces dernières restrictions ne devaient se rapporter qu'aux délits du type persécution. Cette différence était donc basée sur l'analyse des textes originaux anglais et français, dans lesquels le mot „guerre” est suivi d'un point-virgule.

Le 6 octobre 1945, les Quatre Puissances ont signé à Berlin un procès verbal qui rectifia certaines discordances dans le Statut.

En vertu de cette rectification on a remplacé dans les textes anglais et français le point virgule après le mot „guerre” par une virgule, adaptant ainsi les textes anglais et français au texte russe. Le tribunal attribua plus d'importance à ce changement que le III<sup>e</sup> Comité et interpréta l'article 6c) du Statut de cette façon que tous les délits y énumérés doivent être commis en rapport avec des délits contre la paix ou des crimes de guerre, dans le sens strict du mot.

Il n'y a pas de doute que des crimes contre l'humanité étaient commis avant la guerre. Le Tribunal n'a pas déclaré comme règle générale que les faits commis avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939 ne constituent pas des crimes contre l'humanité. Dans son verdict, le Tribunal a employé une méthode casuistique, en fixant par rapport à chaque accusé les faits prou-



vant dans leur activité un rapport avec les délits contre la paix ou des délits de guerre.

Le Congrès de Paris de l'Association Internationale des Juristes Démocrates a adopté le 25 août 1946 la résolution suivante en matière de délits contre l'humanité:

„Sont coupables de crime contre l'humanité et comme tels doivent être poursuivis ceux qui ont exterminé ou persécuté des groupes de personnes ou une personne pour des motifs de nationalité, de religion, de race ou d'opinion.

Ces crimes seront punis même dans le cas où ils auront été commis par une personne ou des organisations, agissant au nom de l'Etat ou avec encouragement ou approbation passive de celui-ci. Les crimes contre l'humanité sont indépendants de l'existence de l'état de guerre.”

Cette résolution qui rend le crime contre l'humanité indépendant de l'état de guerre est un progrès marqué par rapport à la formule de l'article 6 du Statut du Tribunal rectifiée par le procès verbal du 21 octobre 1945 et par le verdict.

### III.

Il est incontestable que les crimes commis en temps de guerre contre la population du pays ou contre la population d'un pays neutre constituent des crimes de guerre dans le vrai sens du mot, bien que ces crimes répondent à toutes les caractéristiques de crimes contre l'humanité.

Dans ces cas, il pourrait y avoir la concurrence idéale (concurrence des lois). Ceci devrait se rapporter également à des pays qui n'ont pas ratifié les conventions de La Haye, car l'état du droit international commun s'identifie à présent avec les dispositions de ces conventions.

C'est seulement dans le cas où des délits en temps de guerre auraient été commis contre des personnes de la même nationalité ou de celle de nations alliées qu'on pourrait parler de délits contre l'humanité dans sa forme pure.

Cependant, la délimitation des délits contre l'humanité commis en temps de guerre et des délits de guerre „sensu stricto” ne demande pas une définition spéciale, car les principes gé-

raux du code pénal relatifs à la concurrence des lois pourront y être appliqués.

Il est plus difficile de délimiter les crimes contre l'humanité des crimes ordinaires prévus par les codes des différents pays.

Ici, il faut prendre en considération que beaucoup de théoriciens et d'experts juridiques qui se sont opposés à l'application des sanctions pénales contre les coupables de délits de guerre, au sens strict du mot, en partant du principe „nulla poena sine lege” ont donné quand même leur approbation pour punir les crimes contre l'humanité, uniquement pour la raison que ces crimes s'identifiaient avec les délits ordinaires, prévus par les codes pénaux de toutes les nations civilisées, donc également par le code pénal du pays dont les meurtriers étaient les citoyens.

Comment, dans ce cas, parler d'un nouveau type de crime contre l'humanité différent des délits prévus déjà par les codes pénaux? Et pourtant, ce nouveau type de crime existe et diffère manifestement du type des crimes prévus par les codes pénaux communs. Il faut rechercher cette différence entre ce délit spécial et les délits communs prévus par le droit pénal, uniquement sur le plan subjectif. Elle découle notamment de l'intention de l'auteur. Un délit contre l'humanité aura lieu chaque fois que le coupable commet un acte dirigé contre des personnes qui appartiennent et parce qu'elles appartiennent à une certaine nationalité, race ou religion, ou à cause de leurs opinions politiques.

Le trait distinctif qui marque la différence entre un délit ordinaire commun, commis contre une personne, et un délit contre l'humanité consiste donc dans le „dolus specialis” de l'auteur.

Des délits commis contre un nombre de personnes, même contre des groupes entiers, mais pas pour des motifs de leur nationalité, race, etc. seront donc considérés comme délits du type commun.

Si l'élément de „dolus specialis”, ainsi formulé, constitue la différence fondamentale (differentia specifica) qui fait distinguer ce type de délit des délits de droit commun, il reste

à se demander si ce *dolus* peut être admis dans la forme du „*dolus eventualis*”.

En admettant l'exigence de l'existence du „*dolus specialis*”, il semble que la possibilité de commettre ce genre de délit doit en être exclue lorsque nous avons affaire au „*dolus eventualis*”. Bien des fois, on a considéré que ce qui détermine vraiment le délit contre l'humanité, c'était son accomplissement „en masse”, c'est-à-dire le fait de l'existence d'une grande quantité de tués ou de blessés. Pourtant, une analyse approfondie ne semble pas nous autoriser à y établir la „*differentia specifica*” entre le type du délit contre l'humanité et celui contre le droit commun, puisque le motif de l'action doit consister en l'animosité ou l'aversion contre des groupes entiers de personnes pour la seule raison qu'elles existent.

Par conséquent, ces actions se manifestent d'habitude en masse. Pourtant, ce n'est pas la caractéristique fondamentale qui fait distinguer ce genre de délit du délit ordinaire. C'est l'occurrence en masse des délits qui a éveillé l'intérêt des sociologues et des juristes et leur a fait rechercher une définition spéciale pour ce nouveau type de délit. Pourtant ce n'est pas le nombre de victimes qui établit la caractéristique fondamentale du délit, ce nombre n'est qu'un caractère accessoire bien que non accidentel.

Il est par contre possible de commettre le crime contre l'humanité sous forme d'un acte dirigé contre une seule personne. La seule condition nécessaire est que le délit soit commis pour des motifs de nationalité, de race, de religion ou des convictions de la victime.

Les délits contre l'humanité apparaissent le plus souvent sous forme de l'exécution d'un ordre ou de l'exécution d'un plan conçu par les autorités du pays. Il est donc nécessaire d'en élaborer une formule spéciale dans la partie générale du code pénal. Le Statut du Tribunal (article 7) s'est refusé d'appliquer aux accusés le privilège d'immunité sans aucun égard à leur caractère officiel de chefs et employés d'Etat.

L'article 8 du statut déclare que si l'accusé a agi en exécutant... des ordres reçus de son gouvernement ou de son

préposé, ceci peut être considéré comme circonstance atténuante, mais seulement dans des cas exceptionnels.

C'est ainsi que l'Association Internationale des Juristes Démocrates formule son opinion relative à ce sujet.

Il faut constater que la formule de l'article 6 c du Statut ne fait pas ressortir assez clairement le caractère le plus essentiel du délit contre l'humanité qui consiste dans le „*dolus specialis*”. Les définitions y adoptées, comme les meurtres, les exterminations, l'asservissement, la déportation et autres actes inhumains et les persécutions présentent des cas typiques, mais non pas très exacts des différents délits contre des personnes, le délit de l'extermination étant le plus grave parmi les autres et la persécution le plus léger.

La résolution de l'„Association” n'envisage plus que deux formes: l'extermination et la persécution. Mais, ces deux formes ne sont pas comprises, jusqu'à présent, dans les dispositions traditionnelles des codes et, pour un légiste-dogmatique, elles apparaissent plutôt comme une forme littéraire et, ce qui est plus important, comme des définitions peu précises. Du moment qu'on admet comme „*differentia specifica*” l'existence du „*dolus specialis*”, il faudrait adopter une définition du délit comme consistant en un attentat contre la vie, la santé, l'inviolabilité corporelle, la liberté, la propriété et l'honneur, commis pour des motifs nationalistes, de race, de religion ou de convictions politiques de la victime.

L'adoption de cette définition serait sans aucun doute un grand pas en avant, car porter atteinte à l'honneur des groupes nationaux ou religieux, par des moyens de propagande malhonnête, entraîne dans ses conséquences la commission de meurtres, de blessures ou d'autres attaques. D'autre part, dépouiller un groupe de personnes de leur propriété, uniquement parcequ'elles appartiennent à une certaine nationalité ou race, doit conduire forcément à l'extermination de ce groupe.

#### IV.

a) Pour les propos de codification, il conviendrait donc de lier le „*dolus specialis*” aux dispositions classiques du droit pénal.



1. Est coupable de crime contre l'humanité celui qui commet un délit portant atteinte à la vie, à la santé, à l'immunité corporelle, à la liberté, à l'honneur ou aux biens d'une personne ou d'un groupe de personnes, c'est-à-dire un délit prévu par le droit pénal commun, si le fait a été commis pour des motifs nationaux, religieux, raciaux ou politiques.
- b) Etant donné que les délits contre l'humanité sont généralement commis par des groupes organisés, il convient de considérer comme délits:
  - II. La fondation d'une organisation ou la participation à celle-ci ou à un groupe ayant pour but de commettre les délits énumérés dans le paragraphe 1, ou qui tend à atteindre d'autres buts par voie de crimes définis dans le paragraphe 1.
  - c) Les législations de presque tous les pays considèrent comme coupables ceux qui s'unissent ou s'entendent pour commettre des délits qui peuvent mettre en danger l'ordre public. Le plus souvent, il est question des délits suivants: crimes contre l'Etat, provocation d'un danger public, falsification de la monnaie etc. Il faudrait donc punir:
    - III. L'entrée en relations avec des conspirateurs qui ont pour but d'accomplir des crimes contre l'humanité.
    - d) La punition des instigateurs de crimes contre l'humanité ne suffit pas pour assurer le respect du droit. L'expérience de dernières années prouve que le danger provenant de la propagande réalisée sur une très grande échelle exige la punition de:
- IV. Ceux qui exhortent à commettre des crimes contre l'humanité ou en font l'éloge.
- e) Les crimes contre l'humanité sont tellement évidents et la manière de les accomplir tellement contraire à tout sentiment de justice que nul ne devrait avoir la possibilité de s'excuser par des ordres reçus. On devrait donc poser le principe que:

V. Le fait qu'une personne agit en caractère officiel (le chef d'un Etat y compris) ne la soustrait pas à la responsabilité pénale.

Cette définition du délit contre l'humanité devrait se trouver dans le code pénal de tous les pays du monde, pour que le droit national soit en accord avec le droit pénal international actuellement en vigueur.

Encore une remarque fondamentale:

Le Statut du Tribunal International Militaire prévoit la pénalité pour les crimes contre l'humanité, même dans le cas où l'action commise serait légale d'après le droit du pays.

Cette clause, qui est indiscutablement juste et donne des garanties pratiques indépendamment des systèmes sociaux et politiques des différents pays, appartient à l'ordre du droit international. Cette clause pourrait servir de base à un traité international, à moins qu'on n'admette qu'elle est universellement adoptée et garantie par le droit pénal international. Le verdict du Tribunal International de Nuremberg a constaté que l'article 6 du Statut, en établissant les règles du droit matériel, est en accord avec l'état du droit pénal international, tel qu'il était au moment où le Statut était élaboré et signé (Verdict de Nuremberg texte anglais, page 38 1.c.).

En revenant à la question de la personne qui agit au nom de l'Etat, le Tribunal a déclaré qu'une personne qui viole le droit international ne peut pas faire appel au mandat reçu de l'Etat. Dans le cas où il y a collision entre le droit intérieur et le droit international, le citoyen doit tenir compte des règles de droit international et non des lois de son pays si celles-ci sont en contradiction avec le droit international.

Le Tribunal a déclaré (page 42 du verdict, texte anglais, b.c.):

„Le Statut est basé sur le principe fondamental d'après lequel les obligations internationales lorsqu'elles se posent devant l'individu ont la priorité devant le devoir d'obéir à l'Etat dont il est citoyen”.

„... Un individu ne peut pas se référer au mandat reçu de son Etat... du moment que l'Etat qui lui donne ce mandat transgresse les règles du droit international”.

Il faut partir du principe que, si un pays émet un décret qui oblige ses citoyens ou employés — comme c'était le cas dans l'Allemagne hitlérienne — à commettre des actes qui en soi sont des crimes contre l'humanité, le citoyen ou employé est tenu de refuser d'exécuter les ordres de ses chefs, même lorsque ceux-ci sont basés sur une loi nationale, sous peine d'avoir à répondre de ses actes d'après les règles de droit pénal international. La loi nationale ordonnant de commettre des crimes contre l'humanité est, en vertu du droit pénal international, non valable et le citoyen est tenu de lui désobéir.

Dans ce cas le „jus resistendi” du citoyen entre en vigueur.

#### V.

Le 31 oct. 1946, l'Assemblée Générale des Nations Unies — en accordance avec l'article 13 de la Charte des Nations Unies — a transmis au 6 Comité la demande de présenter des propositions concrètes ayant pour but „le développement graduel du droit international et sa codification”.

Le 6 Comité a nommé un sous-comité, qui a déclaré qu'il fallait, en premier lieu, établir le rapport des Nations Unies avec le Statut Militaire International et les principes sur lesquels le verdict a été basé.

Francis Biddle, le juge américain du Tribunal International de Nuremberg, a adressé, le 9 nov. 1946, une lettre, bien connue, au Président Truman. Dans cette lettre, le juge Biddle déclare que d'après lui, on devrait consolider, approfondir et codifier les principes du droit pénal international sur lequel était basé le verdict de Nuremberg.

Le Président Truman a répondu qu'il partageait l'opinion de Mr. Biddle quant à la nécessité de codifier les principes du droit pénal international pour en faire une acquisition permanente et a déclaré entre autres:

„Un résultat indiscutable a été atteint à Nuremberg, c'est l'affirmation formelle de l'existence du crime contre l'humanité”.

L'Assemblée Générale des Nations Unies, le 11 décembre 1946, a adopté la décision suivante:

„L'Assemblée Générale prend connaissance de l'accord relatif à la création du Tribunal Militaire International, appelé à poursuivre et à punir les principaux criminels de guerre des pays européens de l'Axe, qui fut signé à Londres le 8 août 1945, y compris le Statut annexe, et du fait que les mêmes principes ont été adoptés également par le Statut International du Tribunal Militaire, appelé à juger les principaux criminels de guerre d'Extrême Orient (déclaration de Tokio, le 19 janvier 1946). En rapport avec cette décision, l'Assemblée Générale confirme les principes de droit international reconnus par le Statut et le verdict du Tribunal Militaire International de Nuremberg”.

L'Assemblée Générale a recommandé au Comité appelé à rédiger le code international de reconnaître comme très importants les projets ayant pour but:

„de formuler dans le cadre de la codification générale des délits contre la paix et contre la sécurité de l'humanité ou dans le cadre du code pénal international — les principes reconnus dans le statut et le verdict du Tribunal Militaire International de Nuremberg”.

Vu la confirmation par l'Assemblée Générale des Nations Unies des principes du droit exprimés dans le statut, ainsi que dans le verdict de Nuremberg, il n'y a aucun doute qu'il existe dans le système du droit pénal international un genre de crime tout à fait distinct et différant des délits contre la paix ou des crimes de guerre dans le sens strict du mot, à savoir „le crime contre l'humanité”.

#### VI.

L'Assemblée Générale des Nations Unies a pris, le 11 décembre 1946, la résolution suivante, se rapportant au crime de „génocide”:

1. Considérant que le génocide consiste en refus du droit d'existence à des groupes entiers de personnes, tout



comme l'homicide refuse le droit d'existence à un individu, considérant que ce refus d'existence viole la conscience humaine et provoque la perte pour l'humanité de valeurs culturelles et autres que ces groupes de personnes représentaient, et en outre, il est contraire au droit moral et à l'esprit et aux buts des Nations Unies.

2. Considérant que, dans beaucoup de cas, „le génocide” a été commis et que des groupes entiers raciaux, religieux ou politiques et autres ont été entièrement ou partiellement annihilés.
3. Considérant que la punition des coupables de „génocide” est une affaire d'importance internationale — l'Assemblée Générale des Nations Unies déclare que „le génocide” est un crime relevant du droit international que le monde civilisé condamne et que ceux qui le commettent ou y prennent part sont passibles d'être punis, sans égard au fait si ce sont des personnes privées, des employés publics ou des hommes d'Etat et sans égard au fait si le crime a été commis pour des motifs religieux, raciaux, politiques ou autres.”

De plus, l'Assemblée Nationale recommande aux différents pays de compléter leur législation dans ce sens et de coopérer sur le plan international à la prévention et au châtiment „du crime génocide”, ainsi que d'établir un projet d'un accord international, relatif à la punition du crime de „génocide”, dans le but de le soumettre à la prochaine session de l'Assemblée Générale pour le faire adopter. Une question se pose: Quel est le rapport entre la conception du „crime contre l'humanité” et la conception du „génocide”?

La formule de „génocide” a été définie pour la première fois par Raphael Lemkin dans son livre (*Axis Rule in Occupied Europe* — 1944).

La définition est la suivante:

„Le „génocide” constitue le crime de destruction de groupes de nations, de races ou de religions (Génocide — Raphael Lemkin — *The American Scholar* — March 1946). Cette conception a été également employée dans l'acte

d'accusation contre les principaux criminels de guerre à Nuremberg ainsi formulée:

„Les accusés ... ont commis intentionnellement et systématiquement le crime de „génocide”, c'est-à-dire l'extermination de groupes de personnes civiles, appartenant à certaines nations ou races dans les territoires occupés, dans le but de détruire ces races et certaines classes de nations et de peuples, de groupes raciaux et religieux, particulièrement les Juifs, les Polonais, les Bohémiens et autres (page 14, texte anglais de l'acte d'accusation (*His Majesty's Stationary Office* — London — 1945).

Le trait essentiel du fait est par conséquent, selon la conception de l'auteur de ce terme aussi bien que dans la définition de l'acte d'accusation, „l'extermination”, c'est-à-dire la destruction des groupes de population, définis comme groupes religieux, raciaux, nationaux ou politiques.

La condition essentielle est donc que l'intention du coupable soit dirigée vers l'anéantissement de groupes entiers ci-dessus mentionnés, auxquels, pour ces raisons ou pour d'autres, est refusé le droit d'existence et de développement normal dont jouissent les autres groupes.

Le vrai caractère prouvant „le génocide” est que les intentions du coupable englobent la destruction „totale de certains groupes”, sans distinction si l'exécution doit être accomplie d'un seul coup ou si elle doit être divisée en plusieurs étapes.

La différence entre „le génocide” et un meurtre, qui est un crime contre l'humanité, consiste en ce que le coupable du crime contre l'humanité n'agit pas avec l'idée d'exterminer tout le groupe de personnes. Son action, en réalité, est dirigée contre une ou plusieurs personnes, parce qu'elles appartiennent à un certain groupe, mais sans l'intention de détruire tout le groupe dont la dite personne fait partie.

Par exemple: si le Ku-Klux-Klan fait lyncher des nègres, il commet un crime contre l'humanité, mais pas un crime de „génocide”, car il n'a aucunement l'intention d'exterminer tous les nègres d'Amérique: sa seule idée est de maintenir l'inégalité de ce groupe.

Par contre, si Hitler ordonne de massacrer les Bohémiens dans l'intention de les exterminer sur le territoire d'un pays quelconque, il commet le crime de „génocide“, car son intention est de détruire tout le groupe.

Un individu, qui en exécutant le plan d'exterminer un groupe, c'est-à-dire ayant connaissance de ce plan, tue une seule personne, est aussi coupable de „génocide“.

La différence dans l'intention est quantitative: le but de l'individu coupable du crime de „génocide“ est l'extermination entière ou de la majeure partie du groupe.

Le but du coupable du délit contre l'humanité est une action dirigée contre une ou plusieurs personnes, même une très grande quantité de personnes, parce qu'elles appartiennent aux groupes ci-dessus mentionnés.

„Le génocide“ est une forme qualifiée du crime contre l'humanité, une forme brutale et la plus dangeureuse.

Dans le catalogue des crimes contre l'humanité doit se trouver une définition spéciale du „génocide“ comme forme qualifiée.

## VII.

Pour motiver la définition de ce nouveau type de meurtres comme crimes contre l'humanité, on a soulevé l'argument que ces crimes ébranlent les principes fondamentaux de la diversité des nationalités et des communautés humaines.

On ne pourrait complètement acquiescer à ce point de vue. Le principe de diversité de l'humanité est, et a toujours été, bien des fois ébranlé dans le courant de l'histoire. Le processus de civilisation en général et les processus économiques imposent implacablement la nécessité de l'uniformité. L'humanité dans son développement passe de l'hétérogénéité à l'uniformité. Le plus souvent, on ne s'aperçoit pas de processus de transformation, il est volontairement accepté par les différents groupes et nations. Cependant, même l'imposition forcée de certaines formes homogènes de la vie dans la communauté et de standardisation culturelle, qui souvent conduisent à la décomposition de groupes entiers ou à leur transformation, ne

saurait toujours être considérée comme défendue et punissable en vertu du droit pénal international, bien que cette imposition puisse être blâmée du point de vue idéologique et moral. L'action des missionnaires, l'action d'assimilation, certaines formes de luttes des classes tendent à unifier sous certains rapports le corps social au point de vue du culte, de l'appartenance nationale et de classe. Cependant elles ne peuvent être qualifiées comme crimes contre l'humanité, à moins qu'elles ne soient accomplies par des moyens qu'on peut qualifier de criminels.

Le délit contre l'humanité tire son nom du fait qu'il ébranle les principes de l'égalité devant la loi en tous les êtres humains.

A l'étape actuelle du développement du monde, l'égalité devant la loi et le droit à l'existence et au développement de tous les êtres humains, sans égard à leur nationalité, leur race, leur religion etc., est une des bases principales de la culture humaine.

L'idéologie qui supprime le principe de l'égalité devant la loi, est d'autant plus dangereuse qu'elle mène directement au crime contre l'humanité. C'est là que réside le danger du fascisme et la nécessité absolue de le combattre.

La Charte des Nations Unies proclame le principe de l'égalité devant la loi de tous les êtres humains et s'est donné pour but de développer des rapports entre les nations des différents pays, basés sur le respect des principes de l'égalité.



## EXTRADITION DES PERSONNES RECHERCHÉES OU CONDAMNÉES POUR CRIMES DE GUERRE OU CRIMES DE COLLABORATION AVEC L'ENNEMI

### I. L'EXPOSÉ DU PROBLÈME.

Deux ans viennent de s'écouler depuis la fin des hostilités. Il n'est donc pas étonnant que le problème des crimes de guerre perde de plus en plus de son actualité.

Le problème primordial de l'Organisation des Nations Unies et des Institutions qui collaborent avec elle, est la solution des questions liées à l'établissement et au développement des conditions d'une paix stable. La liquidation des effets transitoires de la guerre appartient aux conférences politiques de grande portée ou aux organes spéciaux internationaux. Devant le grand nombre de problèmes mondiaux à régler, les premières ont, malheureusement, laissé aux organismes de moindre importance le soin de s'occuper de celui des crimes de guerre, de ces crimes qui sont le côté le plus sinistre de cette dernière guerre et sans le règlement desquels aucune paix durable n'est possible, bien que leur évocation excède déjà l'humanité.

Et pourtant, il est encore trop tôt de jeter un voile sur tout ce qui s'est passé, sur tous les crimes commis durant la guerre. Avant tout, parce que la lutte pour l'établissement de la paix exige qu'on se souvienne de la réalité monstrueuse de la guerre et que le souvenir de ces horreurs serve de facteur déterminant de l'opinion mondiale pour l'inciter à s'opposer à tout ce qui pourrait pousser l'humanité une nouvelle fois sur la voie des conflits armés et des souffrances, des sacrifices et des crimes qui, d'une manière inéluctable, accompagnent une guerre.

En commençant par Francesco di Vittoria et en passant par Voltaire jusqu'aux internationalistes les plus récents, tous se

rendent compte qu'une stabilisation permanente de la paix ne saurait être conçue sans un châtement exemplaire des coupables de la guerre. (1).

C'est pourquoi, le problème de la punition des criminels de guerre est plus important encore, considéré du point de vue de la sécurité collective que du point de vue d'une étude de son aspect légal et psychologique.

La cause de la paix serait sérieusement compromise le jour où l'on viendrait à admettre l'impunité et la liberté d'action de ceux qui sont responsables du crime d'avoir causé la guerre, des crimes qui en découlent et des crimes contre l'humanité et qui, tout naturellement, doivent être punis de nouveaux conflits à main armée, y voyant le seul moyen de compenser leurs pertes et de se venger de l'humiliation de leur défaite (2).

La punition des criminels de guerre doit, cependant, intéresser, pour une autre raison encore, non seulement les spécialistes du droit international, mais aussi les politiciens. La guerre est, sans aucun doute, considérée actuellement comme un état hors la loi, un crime déterminé, aussi bien dans les codes pénaux de nombreuses nations que dans différents traités internationaux, et qui, à la suite du verdict du Tribunal de Nuremberg, entrera dans les dispositions du futur Code Pénal International. Ceci ne signifie cependant pas que, de ce fait, elle devient impossible. Aussi longtemps qu'il existera des impérialismes, on ne pourra pas éliminer la provocation d'une nouvelle guerre d'agression, donc d'une guerre criminelle. En outre, le droit des gens ne considère pas comme criminelle une guerre de défense ou de libération nationale, juste et

(1) Cf. I. Chamczyk et M. Muszkat: *Zagadnienie ekstradycji przestępców wojennych* (Problème d'extradition des criminels de guerre), *Wojskowy Przegląd Prawniczy*, N. 2 Warszawa 1947.

(2) Voir Muszkat: "Les mesures de justice à l'égard des criminels de guerre et la lutte pour l'assurance de la paix", dans l'ouvrage collectif de Muszkat, Cyprian et Sawicki. "Le Droit polonais au service de la paix dans la lutte contre les criminels de guerre", Paris 1947, p. 5, et Muszkat: "Zagadnienie przestępców wojennych to zagadnienie pokoju" (La question des criminels de guerre est une question de la paix). *Polska Zbrojnia* No. 170/454, du 19 juillet 1946, Varsovie.

légitime, par opposition avec celle d'agression, qui est illégale. La définition légale de ces différentes formes ou caractères de la guerre, soulignés aussi bien par St. Thomas d'Aquin que par Lénine, cause, sans aucun doute, de très grandes difficultés, mais indique l'actualité du problème, qui se dessine avec toute son acuité en face des luttes de libération nationale qui, dans plusieurs pays, dépassent le cadre des affaires intérieures, du fait de l'existence d'une intervention étrangère.

L'actualité de ce problème est également prouvée, aussi bien par la décision de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. du 11 Décembre 1946, confirmant les principes du Tribunal de Nuremberg, que par les travaux du Comité de l'O.N.U. concernant le développement successif du droit international et sa codification, par la résolution de ce comité du mois de juin de cette année, concernant la nécessité de créer, en dehors du Tribunal International de Justice, un Tribunal International Pénal et une recommandation de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. à ce Comité de préparer le projet d'une convention internationale concernant les principes reconnus dans le jugement prononcé par le Tribunal de Nuremberg.

Si, toutefois, la procédure de l'extradition n'est pas rendue plus uniforme et plus efficace sur une vaste échelle internationale, la réalisation des principes de Nuremberg devra rencontrer en pratique des obstacles insurmontables.

Pour cette raison, il faut, dans l'intérêt de la cause confiée aux organes spéciaux de l'Organisation des Nations Unies du point de vue matériel du Code Pénal International, que son aspect procédural, qui ne saurait faire oublier le problème même de l'extradition, ne soit pas négligé.

## II. PRINCIPES TRADITIONNELS DES TRAITÉS D'EXTRADITION

Les différents traités bi-latéraux en matière d'extradition que la Pologne a conclu dès avant la guerre, se conforment aux principes adoptés généralement en cette matière et suivant lesquels des criminels sont extradés: a) uniquement pour les faits qui constituent également un délit d'après la législation du pays duquel l'extradition est demandée, et b) sous



condition de réciprocité de la part du pays demandeur au cas d'une réquisition analogue du pays qui doit ordonner l'extradition. On n'extrade pas: a) ses nationaux, b) des criminels dont le jugement reste de la compétence des tribunaux du pays auquel la réquisition fut adressée, c) pour des délits expressément exclus par des traités d'extradition (il s'agit ici, en premier lieu, de ce qu'on appelle les „crimes politiques” et des délits de moindre importance — ces derniers pour ne pas mettre l'appareil international en action pour des vétilles). L'exécution des demandes d'extradition dépend, bien entendu, de leur conformité aux règles constitutionnelles et procédurales correspondantes, concernant les questions: qui peut être poursuivi judiciairement, dans quel cas un arrêt temporaire peut être effectué, de quelle manière exactement le transfert du suspect ou condamné doit avoir lieu?, etc. ...

Il est aussi de règle universelle dans cette matière que soit considéré, comme condition d'extradition, le fait que le délit qui provoqua une demande d'extradition soit commis sur le territoire du pays demandeur.

Le principe général des traités bi-latéraux d'extradition est l'énumération de tous les délits dont la perpétration constitue la base de la demande d'extradition du délinquant, les délits correspondants pouvant être déterminés selon une classification admise, surtout comme crimes ordinaires.

Par rapport avec ceci, la question se pose: 1) le problème d'extradition pourra-t-il être résolu en pratique dans le cadre des clauses traditionnelles sus-mentionnées des traités d'extradition, 2) l'existence de traités adéquats est-elle nécessaire pour opérer l'extradition et 3) n'existe-t-il pas une possibilité de juger des criminels de guerre de manière à éviter la procédure d'extradition, trop compliquée et occasionnant des délais?

### III. LE PRINCIPE DE TERRITORIALITÉ

L'opinion de la doctrine comme celle de la jurisprudence est presque unanime, lorsqu'il s'agit de reconnaître la compétence pour juger les criminels de guerre aux tribunaux des pays sur

le territoire desquels furent commis les crimes dont ils sont inculpés. Déjà, la 4<sup>e</sup> Convention de la Haye de 1907, au sujet des lois et coutumes de la guerre sur terre, tout en ne prévoyant aucune sanction pour sa violation, a admis le maintien en vigueur de la loi et de la juridiction du pays même temporairement occupé. Ce principe ne fut pas enfreint non plus par le Traité de Versailles. Prévoyant la création de tribunaux internationaux spéciaux pour les criminels ayant commis des crimes envers les nationaux des pays alliés, le Traité de Versailles établit, dans ses articles 228 et 229, l'obligation du Reich de livrer aux tribunaux alliés ces criminels, lesquels seront mis, par eux, en état d'accusation.

Durant la dernière guerre, des déclarations répétées des hommes d'Etat et de différentes notes des gouvernements alliés constatèrent sans restrictions que les criminels de guerre allemands seraient livrés à la justice des pays sur le territoire desquels ils avaient commis leurs crimes.

Ce principe fut intégralement confirmé par la déclaration de Roosevelt, Staline et Churchill à la Conférence de Moscou le 1<sup>er</sup> novembre 1943. Suivant cette déclaration, seuls „les coupables principaux”, dont l'activité criminelle ne serait pas limitée à un territoire défini, devraient être jugés après décision prise en commun par les Gouvernements des Nations Unies.

La création à Londres, le 20 octobre 1943, de la Commission Internationale des Crimes de Guerre avait pour but d'établir tout d'abord des listes de criminels de guerre, qui serviraient de bases à leur extradition aux pays intéressés. Par contre, ne devaient être livrés aux Tribunaux Internationaux que les criminels responsables d'avoir provoqué l'agression, d'avoir créé un système administratif, d'avoir pris des mesures qui, par voie d'ordres, injonctions, instructions et de propagande, non seulement admirèrent la violation des coutumes de la guerre, mais menèrent à la perpétration d'une manière organisée des crimes contre l'humanité.

Il s'agit donc ici de criminels coupables d'attentats dirigés non seulement contre les biens ou la vie de personnes particu-

lières; mais surtout contre les bases de la paix et l'ordre légal international en vigueur. (3).

La confirmation de cette attitude peut être trouvée dans l'article 4 de la Convention signée le 8 août 1945 entre le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, le Gouvernement des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, le Gouvernement Provisoire de la République Française et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, concernant „la poursuite et le châtiment des principaux criminels de guerre des pays de l'Axe en Europe”, aussi bien que dans divers articles du Statut du Tribunal Militaire International.

La convention citée n'est que l'aboutissement de ce qui fut d'ailleurs décidé auparavant en cette matière à Potsdam.

Une formule analogue peut encore être trouvée aussi bien dans les conditions de capitulation des forces armées allemandes et italiennes à Caserta du 2 mai 1945, et des forces armées allemandes à Reims du 8 mai 1945 et à Berlin du 9 mai 1945, ainsi que dans la déclaration de la défaite de l'Allemagne et de la prise du pouvoir suprême sur l'Allemagne par les Alliés, le 5 juin 1945.

La proclamation Nr. 2 du 20 septembre 1945 du Conseil de Contrôle en Allemagne ne contient réellement que la récapitulation de ces principes et c'est sur eux qu'est basée la loi Nr. 10 du 20 décembre 1945 de ce Conseil, qui donne la définition des crimes contre la paix, des crimes de guerre „stricto sensu” ainsi que des crimes contre l'humanité, et qui détermine la compétence des tribunaux des nations où les crimes en question furent commis.

L'accord des Quatre Puissances au sujet de l'occupation et du contrôle de l'Autriche, signé le 4 juillet 1945 à Londres, et l'accord ayant trait à la sphère d'activité du Gouvernement

(3) Cf. Trajnin: „La responsabilité pénale des Hittériens”. Garner: „International Law and the World War”. Polanskij: „Mieshdounarodnoye pravosoudie i prestoupniki wojny”, et Muszkat: „Wymiar sprawiedliwosci w stosunku do przestepców wojennych a walka o utrwalenie pokoju”. Demokrat. Przegląd Prawniczy, No. 11-12, XII, 1946, Varsovie.

autrichien, signé le 28 juin 1946 à Vienne, déterminent clairement l'obligation d'extrader les criminels de guerre à la justice des pays où ils ont commis leurs crimes.

Ce problème fut posé d'une manière analogue dans le cas de l'Italie dans les conditions d'armistice du 3 septembre 1943, leur supplément du 29 septembre 1943 à Malte et dans le protocole supplémentaire de Brindisi du 9 novembre 1943, dans les mêmes accords signés à Moscou et concernant la Roumanie le 12 septembre 1944, la Finlande le 19 septembre 1944, la Bulgarie le 28 octobre 1944 et la Hongrie le 20 janvier 1945.

Nous trouvons des décisions analogues dans les traités de paix préparés à la signature à Paris, le 10 février 1947, pour l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Finlande.

L'article 45 du Traité de Paix avec l'Italie est conçu (en anglais) en ces termes:

- “1. Italy shall take all necessary steps to ensure the apprehension and surrender for trial of:
  - a) Persons accused of having committed, ordered, and abetted war crimes and crimes against peace and humanity.
  - b) Nationals of any allied or associated Power accused of having violated their national law by treason or collaboration with the enemy during the war.
2. At the request of the United Nations' Government concerned, Italy shall likewise make available as witnesses persons within its jurisdiction whose evidence is required for the trial of the persons referred to in para. 1 of this article.
3. Any disagreement concerning the application of the provisions of the paras. 1 & 2 of this article shall be referred by any of the Governments concerned to the Ambassadors in Rome of the Soviet Union, of the United Kingdom, of the United States of America and of France, who will reach agreement with regard to the difficulty.”

La question des crimes de guerre commis par les Italiens en Ethiopie fut réglée dans l'article 38 du Traité, libellé comme suit:

“The date from which the provisions of the present treaty shall become applicable as regards all measures and acts



of any kind whatsoever entailing the responsibility of Italy or of Italian nationals towards Ethiopia, shall be held to be: October 3rd, 1935."

Nous trouvons également des décisions similaires à celles de l'article 45 du traité de paix avec l'Italie, en l'article 6 des traités avec la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie, ainsi qu'en l'article 9 du traité avec la Finlande.

Si donc la juridiction internationale doit résoudre des cas de principes d'une importance capitale, comme par exemple la formation des précédents judiciaires d'après lesquels devraient être formées les relations entre les nations, et la relégation hors des limites de l'humanité civilisée de l'idéologie et de la pratique fasciste, conduisant indubitablement à la guerre, l'énorme poids réel de la lutte pour la paix par le châtiement des criminels de guerre doit reposer sur les épaules des tribunaux nationaux des différents pays.

Cependant, ces tribunaux ne pourront remplir leur tâche si l'extradition des criminels de guerre qui doivent être déférés à ces tribunaux, rencontre des difficultés ou devient impossible.

#### IV. LES BASES LÉGALES DE L'EXTRADITION

Livrer les criminels de guerre à la justice est, sans aucun doute, le résultat du progrès de la civilisation et de l'évolution du sens de la solidarité internationale.

C'est le résultat de l'approfondissement de la notion que l'impunité de certains crimes doit menacer non seulement un pays donné, mais miner tout ordre légal existant. De là, le principe formulé déjà par Grotius dans son traité: *De jure belli ac pacis*: "Aut punire aut dedere". Dans son oeuvre "Code de l'extradition", Pascal Fiore écrit: "C'est une opinion presque universellement admise à notre époque que la remise réciproque des malfaiteurs est une chose conforme à l'intérêt des divers Etats. De cette façon, on arrive à faire reproduire au jugement ses effets dans le lieu où a été commis le délit.

Toutefois, un point reste à discuter, celui de savoir si l'extradition de la part de l'Etat sur le territoire duquel s'est réfugié le prévenu, doit, indépendamment des traités, être considérée comme juridiquement obligatoire."

Analysant ce problème dans son traité "On Extradition", Clark constate que "the surrender of fugitive criminals is an international duty. It may not be so plainly a matter of right that the refusal to grant it should subject a nation to the penalty of war, but such refusal is so clearly injurious to the country which refuses, and to the whole world, that it is a serious violation of the moral obligations which exist between civilised communities."

Une attitude différente, ne reconnaissant pas dans ce domaine la prépondérance des intérêts internationaux solidaires sur le principe de la souveraineté nationale, fut prise par Oppenheim, qui, dans son oeuvre "International Law", constatait que "States have always upheld their competences to grant asylum to foreign individuals as an inference from their territorial supremacy, those cases, of course, excepted which fall under stipulation of special extradition treaties, if any. There is, therefore, no universal rule of customary international rule in existence which commands extradition."

Il existe, en effet, certaines législations selon lesquelles l'extradition doit être conditionnée par des stipulations du traité. Mais il y a, d'autre part, des Etats où le manque de traités correspondants n'éveille pas d'objections légales en matière d'extradition de malfaiteurs.

C'est donc avec raison que Dumon constate en cette matière, en relation avec Grotius, Pascal Fiore et Clark, que tous les pays civilisés ont le devoir moral et impérieux de collaborer et de s'entraider en vue de la répression efficace de tous les actes qui, par la voie de l'extorsion, de la trahison et de monstrueuses atrocités, ont permis à l'ennemi commun de prolonger la guerre et les souffrances qu'elle cause. Il a pourtant tort de considérer que cette collaboration doit être basée

nécessairement sur le traditionnel principe de réciprocité stipulé expressément dans des traités. (4).

Faisant abstraction de l'aspect moral de ce problème, il faut considérer comme base légale suffisante de l'extradition des criminels de guerre, l'usage international découlant, sous ce rapport, des expériences de la dernière guerre, comme aussi les accords, déclarations et notes des divers Etats alliés, plus particulièrement les résolutions des conférences de Yalta, Moscou et Potsdam.

Le fait que la question de déférer les criminels de guerre à la justice est étroitement liée à l'ensemble des problèmes que pose la réalisation de la paix, exige l'abandon de principes, à présent dépourvus d'actualité, d'après lesquels l'extradition — même de criminels de guerre — exigerait l'existence de traités bilatéraux formels et de la garantie bien précisée de réciprocité.

#### V. PROCÉDURE D'EXTRADITION CONCERNANT LES CRIMINELS DE GUERRE.

La remise des criminels de guerre hitlériens est prévue par des règlements compliqués, souvent interprétés d'une manière qui, en fait, rend impossible l'extradition et, par conséquent, le jugement des criminels notoires.

L'identification des criminels, la détermination de leur lieu de résidence, la procédure préparatoire et l'instruction restent entre les mains des missions militaires compétentes des nations alliées. L'arrestation ou la remise d'un criminel de guerre identifié, arrêté ou en liberté, doit être précédée d'un envoi d'un mandat d'amener, adressé au Casier Central des Criminels de Guerre (Crowcass). La confirmation que le recherché est bien inscrit, forme la base d'une demande de remise à l'organe compétent de l'autorité d'occupation. La décision de remise est prise, en principe, après production de la preuve que le dé-

(4) V. F. Dumon: „Extradition des personnes recherchées ou condamnées pour crime de guerre ou crime de collaboration avec l'ennemi", Bruxelles, 1946.

linquant figure sur les listes de la Commission Internationale des Crimes de Guerre (UNWCC). CROWCASS ne porte pas du tout sur son registre de soi-disant traîtres et quislings, même s'ils avaient sur la conscience, outre la trahison, les crimes le plus monstrueux. Le nombre de criminels enregistrés sur les listes de l'UNWCC, pour des raisons diverses, plutôt techniques et formelles n'a, d'ailleurs, aucun rapport avec l'envergure réelle de la criminalité de guerre, puisque n'y figurent pas les milliers de ceux qui, moins que tous autres, mériteraient l'impunité et qui devraient, sans aucun doute, être également remis à la justice, mais qui n'étaient pas demandés pour l'extradition.

D'après le document No. A 26 du 27 novembre 1946 de cette Commission, est considéré comme traître (quisling), d'après CROWCASS, celui qui: est requis par son propre pays pour un crime perpétré contre son pays ou ses compatriotes, ou bien pour avoir appartenu au parti nazi ou au groupe SS. Ce même criminel pourtant, s'il est requis par un autre pays allié pour un crime contre ce pays ou ses citoyens, est considéré comme un criminel de guerre et son enregistrement aux fichiers du CROWCASS ne suscite pas de réserves.

En partant de ce principe du CROWCASS, il n'est pas exclu que des criminels de guerre en Allemagne puissent jouir de la liberté et de la protection légale, donc avoir même la possibilité d'obtenir du travail dans divers services de l'administration d'occupation, leur immunité étant assurée de ce simple fait que comme traîtres à leur propre pays, ils peuvent passer pour des criminels politiques, ayant droit d'asile.

Le refus d'extradition de criminels de guerre est aussi justifié dans certains cas, selon des règlements en vigueur dans certains pays, du fait que les actions qui leur sont imputées ne sont pas punissables selon la juridiction du pays auquel on a demandé l'extradition, ou bien qu'elles n'étaient pas prohibées par les lois du pays demandeur au moment de la perpétration du crime, mais ne sont devenues punissables qu'à raison des lois nouvelles à effet rétroactif.



Un grand nombre de crimes de guerre, ainsi que de délits contre des intérêts extérieurs de l'Etat et contre des relations internationales, sont spécifiés dans les divers codes pénaux aux chapitres traitant des crimes politiques, ce qui fait que leur extradition peut, à ce titre, devenir impossible. Le refus de remise d'un criminel au pays dont il n'est pas un national peut aussi parfois être motivé par le manque d'un accord préalable de son pays natal. Certaines législations laissent au délinquant la possibilité de faire appel à la décision d'extradition devant le tribunal du pays ordonnant l'extradition. (5).

Il est clair que toutes ces prémisses ne peuvent être maintenues que si la répression des criminels de guerre doit rester lettre morte, alors qu'elle devrait être une arme efficace de la lutte pour la paix.

Dans ce but, il est important d'apporter certaines modifications à la législation de certains pays. La question la plus importante est cependant la réglementation des principes d'extradition sur le plan du droit des gens et en ce qui concerne les notions, usages et normes internationaux qui devraient être en vigueur dans tous les Etats d'une manière uniforme.

## VI. CRIMES DE GUERRE.

Dumon, déjà cité, constate avec raison l'absence, dans diverses législations, d'une définition précise du crime de guerre. L'attitude de la doctrine et de la jurisprudence est loin d'être unanime en la matière. Les uns limitent cette notion aux seuls délits qui constituent la violation des lois et usages de guerre, d'autres lui font embrasser également des crimes contre l'humanité, mais, dans les deux cas, lorsqu'il y a violation simultanée de lois pénales correspondantes du pays en question. Une autre opinion se fait de plus en plus jour et d'après laquelle la constatation d'un crime de guerre ne dépend pas de ce que le délit en question soit prohibé ou non par les lois du pays, pourvu que le malfaiteur soit au service de l'ennemi ou de ses

(5) V. F. Dumon o. c. p. 17 et passim.

alliés. Diverses commissions et conférences internationales ont essayé de compiler des listes de crimes de guerre, en donnant une énumération de délits à titre d'exemple, puisqu'il n'était pas possible de les spécifier tous. La liste préparée par "United Nations War Crimes Commission", basée en majeure partie sur des formulations adoptées en 1919 par une commission spéciale de la conférence de la paix à Versailles, créée dans le but d'étudier la question de la répression des crimes de guerre, ne comprend que quelques positions. Un grand pas en avant sur le chemin de la définition des crimes de guerre dans le sens le plus large du mot était constitué par la Convention de Londres du 8 août 1945 „sur la poursuite et le châtiement des principaux criminels de guerre des pays de l'Axe en Europe", ainsi que par le statut du Tribunal Militaire International qui s'en est ensuivi.

Bien que le système d'énumération des méfaits particuliers à titre d'exemple ne soit pas ici complètement abandonné, des bases furent créées pour une définition déjà plus exacte de ce qui désormais sera désigné comme crime contre la paix, crime de guerre (stricto sensu) et crime contre l'humanité.

Il serait indispensable que des formulations correspondantes pénétrèrent dans la législation des différents pays et définissent de la même manière l'existence d'un délit international qui serait en même temps un crime du point de vue du code pénal positif des diverses nations. Une telle attitude fut déjà adoptée par le législateur polonais qui, en remaniant récemment le décret-loi du 31 août 1944 sur „la pénalisation de criminels hitléro-fascistes, coupables de meurtres et tortures envers la population civile et les prisonniers de guerre, ainsi que de traîtres à la Nation Polonaise" (Journal Officiel No. 4, par. 16), tient compte dans la loi polonaise des normes déterminées dans le verdict du Tribunal de Nuremberg (Décret-loi du 10 décembre 1946, Journal Officiel No. 69, par. 376).

La généralisation de cette attitude, donc la considération des crimes de guerre, compris dans la mesure la plus large dans tous les trois sens ci-dessus, comme crimes de droit commun et de droit des gens, abolira, une fois pour toutes, les

tendances existant encore par-ci par-là et à présent complètement dépourvues d'actualité, d'y trouver un caractère politique. Ceci correspondra également à la monstrueuse réalité que les méfaits commis par l'hitlérisme n'étaient pas dirigés contre des formes constitutionnelles définies d'un pays quelconque et ne furent pas conçus dans ce but, mais visaient indubitablement à la destruction des principes fondamentaux de toutes les nations civilisées, en constituant dans l'intérêt de l'impérialisme prussien, une menace d'asservissement et de régression culturelle de toute l'humanité. C'est donc avec justesse et contrairement aux critiques des juristes qui n'ont rien appris des expériences de la dernière guerre que le sénateur belge Vermeulen constata, en motivant le projet de loi du 8 juillet 1946 concernant la poursuite des crimes de guerre, que toute marque de délits politiques doit être complètement étrangère à leur nature.

La protection des délinquants politiques s'inspire de certains principes classiques de respect de liberté. Il est compréhensible que l'on accorde le droit d'asile qui, en raison de la diversité constitutionnelle de différents pays et des changements de régime, peuvent, par suite de leur action visant seulement l'ordre politique, même devenir des héros nationaux, alors que le régime précédent les considérait comme criminels.

Mais aucun changement de constitution, aucune révolution sociale ne peuvent, au risque de mépriser tout sens de justice, excuser, faire pardonner, laisser oublier ou directement faire considérer comme morales des actions qui ont porté atteinte à certains principes élémentaires de la morale, en vigueur chez les peuples du monde entier et sous tous les régimes possibles. Toutes tendances d'amnistie à cet égard, si elles étaient soulevées pour des raisons politiques déterminées, devraient être condamnées le plus catégoriquement possible au nom de principes humanitaires, reconnus par tous, comme étant en contradiction flagrante avec les principes de l'équité et de la loi.

D'ailleurs, une conception de ce genre n'apparaît pas seulement aujourd'hui, mais possède des partisans traditionnels,

même parmi les représentants des tendances les plus classiques en droit. Nous allons citer ici les mots de Pitt Cobbet dans son commentaire bien connu au cas Meunier (1894, de la Queen Division 415), où il constate explicitement que la notion de crime politique :

"Will not cover acts, directed not against a certain State or form of government, nor against a certain state of government, but against society at large; for the reason that the perpetrators of such crimes are not political partisans, but are like pirates, the common enemies of mankind."

Le Président Taylor, en motivant le projet de la Convention américano-britannique de 1842, dit dans le même esprit, que

"The article on the subject (extradition) in the proposed treaty is carefully confined to such offences as all mankind agree to regard as heinous and destructive to the security of life property".

(Cité par Clark dans "On Extradition", p. 51). (6).

Il est facile de se rendre compte pourquoi l'on attribue parfois le caractère politique aux crimes de guerre. Cette attitude erronée a son origine, sans aucun doute, dans l'héritage du passé disparu, quand la loi internationale reconnaissait la guerre comme un état légal et la paix était considérée en réalité comme provisoire, qu'un armistice entre deux guerres. Dans ces circonstances, lorsque la guerre était normalisée par le droit des gens, reconnue comme état légalement admissible, où deux ou plusieurs pays furent opposés l'un à l'autre avec le but d'attenter aux relations existantes entre eux, à l'indépendance de l'un d'eux et à son ordre politique, il n'est pas étonnant que l'on attribuait à tout délit commis à l'occasion des hostilités un caractère politique. (7). C'est pourquoi Pitt

(6) Cf. Dumon, o. c., p. 9.

(7) v. Muszkat et Sawicki: „Les revendications allemandes sur les territoires polonais occidentaux au point de vue du droit pénal international". L'Etat et le Droit (Pol.), Varsovie, No 2/12 février 1947, et par les mêmes auteurs: Odpovednost nemeckeho Statu. Justicny Listy, Prague No. 3/47. (tchèque).



Cobetti, déjà cité, en examinant les crimes qui ne devraient pas être reconnus comme politiques, mentionne que pourtant

"Nor would this exemption extend to acts done in the course of insurrection which even as between enemies would not be permissible under the laws of war."

Le Président Taylor, traitant des crimes qui devraient être exclus de la possibilité d'extradition, constatait également qu'il fallait

"... exclude all political offences or criminal charges from wars".

Le droit pénal international actuel est déjà établi sur de nouveaux principes qui considèrent la guerre d'agression comme un crime et éliminent l'agresseur de la communauté internationale. Ce n'est que la paix qui est considérée à présent comme état légal et normal, la guerre étant estimée être un phénomène exceptionnel, heurtant l'ordre social international.

La thèse de Dumon, d'après laquelle il faut attribuer aux crimes de guerre le caractère de crimes politiques lorsqu'ils sont dirigés également contre le régime politique de l'adversaire ou lorsqu'il est prévu pour eux les mêmes sanctions que celles pour des crimes politiques, doit être considérée comme périmée sinon éminemment contraire aux nouvelles tendances pacifiques et humanitaires du droit des gens.

De ce fait, l'interdiction de donner asile aux criminels de guerre doit être considérée comme une norme qui ne demande aucune justification. L'évidence de ceci fut d'ailleurs maintes fois exprimée dans certains documents, dont il suffit de citer la note de l'U.R.S.S. du 29 juillet 1943 aux gouvernements de Suède et de Turquie, de nombreuses déclarations en cette matière du Président Roosevelt, ou bien de différents hommes d'Etat britanniques. (8).

Il est tout à fait évident que le fait d'accorder asile aux criminels de guerre, s'il a lieu, dans certains pays neutres, doit

(8) Cf. Trajnin, o. c., p. 37. ainsi que Cyprian et Sawicki: „Miedzynarodowy Trybunal Wojskowy w Norymberdze" (Pol.), Problemy, Varsovie, No. 6/7 septembre 1946.

être considéré non seulement comme un acte hostile envers les Nations Alliées, mais clairement opposé à la cause de la paix, qui ne peut se dissocier du problème du châtiement des criminels de guerre. (9).

Aucun doute n'est laissé en cette matière aussi bien par la déclaration de Londres, adoptée au Palais de St. James le 13 janvier 1942, que par la résolution de l'Assemblée Générale de l'UNO du 13 février 1946, et par tout un nombre de résolutions de "United Nations War Crimes Commission", dont celle publiée comme "Doc. C." du 29 mai 1947. Cette dernière, libellée comme suit, mérite d'être citée in extenso:

"The attention of the United Nations War Crimes Commission has been drawn to the disinclination shown by the Governments of certain neutral countries to hand over for trial, before a court of one of the United Nations, persons accused of having committed war crimes. Governments have hesitated to surrender war criminals even in cases where the names of the wanted persons appear on the lists issued by the Commission.

It may, perhaps, assist the Government of a Neutral State which is considering a request for the surrender of a war criminal if it were to be informed that names are only placed on the Commission's lists after careful weighing of the evidence produced in each case by the prosecuting government. The presence of a name on the list indicates that, in the opinion of an important international body, a *prima facie* case has been established against the accused which justifies his being brought to trial, before the appropriate court. By failing to hand over the accused for trial, the Neutral Government concerned would be impeding, however unwittingly, the performance of the task for which the United Nations War Crimes Commission was created.

(9) Cf. Muszkat: Wyrok Trybunalu Norymberskiego (Le verdict du Tribunal de Nuremberg), „Wojskowy Przegląd Prawniczy, No. 4 (Pol.), Varsovie 1946, et du même auteur: „Czy wyrok norymberski ma pozostac bez echa / Le jugement de Nuremberg doit-il rester sans conséquences?", Demokr. Przegląd Prawn. No. 16/17, (Pol.), Varsovie, mars 1947.

In cases where the presence of a war criminal in a particular neutral country is suspected, but not known for certain, it would be greatly appreciated by the Commission if the enquiring United Nations' Government could be informed whether or no the accused person is in fact residing in that country. Failure to give this information may impede the prosecution of enquiries elsewhere, with the result that the perpetrator of some heinous crime may escape detention and trial.

Persons appearing on the Commission's lists are, in the majority of cases, accused of crimes of a revolting and inhuman character and it would be most unfortunate if such criminals were to be shielded from well-merited punishment as a result of an overgenerous interpretation of the law of asylum. Such men have no valid claim to the protection normally accorded to a political refugee. This point is well brought out in the following passage from the Interallied Declaration signed at St. James's Palace on January 13th, 1942: "... acts of violence committed at the expense of civilian populations have nothing in common with the notion of an act of war or with that of a political crime as understood by civilised nations".

When considering requests for the surrender of war criminals, Neutral Governments will no doubt also bear in mind the Resolution passed at the first session of the United Nations' General Assembly on February 13th, 1946, the relevant section of which runs as follows: "The Assembly calls upon the Governments of States which are not members of the United Nations also to take all necessary measures for the apprehension of such criminals in their respective territories with a view to their immediate removal to the countries in which the crimes were committed for the purpose of trial and punishment according to the laws of those countries."

The United Nations' War Crimes Commission recommends that the above considerations be brought to the attention of the Governments of those neutral countries in which war criminals are believed to be sheltering, in the hope that the early surrender of such persons, in response to a request by

the Government of the United Nations, may thereby be facilitated."

L'attitude des Alliés en cette matière n'est pas non plus restée sans écho, quoiqu'il ne manque même pas, en ce moment, de pays neutres qui, surtout comme l'Espagne du Général Franco, sont devenus le lieu d'asile non seulement pour des malfaiteurs tels que Degrelle, mais pour des criminels de guerre notoires, responsables de méfaits qui trouvent une qualification appropriée aussi bien dans les codes pénaux de différents pays que dans des traités internationaux appropriés. Il est intéressant de noter que la déclaration faite en cette matière au Parlement suisse le 15 novembre 1944, en réponse à la démarche des Gouvernements de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, ne laisse non plus aucun doute en ce qui concerne cette question.

Suivant le texte publié dans Hansard (House of Lords, 7 février 1945), elle est rédigée comme suit:

"In accordance with a long series of precedents which are to the honour of Switzerland, the Federal Council intends to exercise the unquestioned right of a sovereign State to give asylum to a fugitive, but do not feel disposed — even in cases involving the risk of death — to authorise without examination refuge on Swiss territory to all those who may request it, as the number of fugitives therein has already reached disturbing proportions.

It is obvious in particular that asylum could not be granted either to persons who have committed acts contrary to the laws of war whose past gives evidence of conceptions incompatible with the fundamental traditions of law and humanity."

Le fait d'accorder le droit d'asile aux criminels de guerre, qui sont pourtant, sans aucun doute, des criminels internationaux, constituerait un abus choquant de souveraineté qui, à l'époque de la victoire des principes d'humanitarisme en matière du droit des gens, ne peut être considérée comme "indépendance absolue".



Du moment que le statut du Tribunal Militaire International a mis la guerre d'agression hors les institutions légales et a limité la souveraineté des pays en ce qui concerne la formation de la législation intérieure, en reconnaissant comme délit contre le droit international les persécutions exercées pour des raisons raciales, religieuses, nationales et, dans un certain degré, politiques, la collaboration et l'aide mutuelle des nations en matière de répression de ces délits et de l'extradition des malfaiteurs en question s'impose comme conséquence logique. Pour ces raisons, le refus de remise de criminels de guerre et même le fait de leur accorder une protection légale ne pourraient pas être compris comme une sorte de neutralité et une façon d'éviter un conflit, mais, au contraire, comme un acte en vue d'entraver et clairement contrecarrer le cours de la justice, basée sur la loi. (10).

## VII. CRIMES DE COLLABORATION AVEC L'ENNEMI.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et contre les relations internationales étaient considérés comme politiques aussi bien par la législation que par la jurisprudence et par la doctrine. L'exemple le plus clair en fut la loi française du 8 octobre 1830, qui les avait compris dans une énumération précise de délits politiques. La même attitude peut être trouvée dans la législation belge qui soit qualifie certains méfaits explicitement comme délits politiques, soit les menace de sanctions prévues pour crimes politiques.

La première brèche timide sous ce rapport est la loi belge du 22 mars 1856, qui admet l'extradition pour attentat contre des chefs d'Etats étrangers, et l'amendement du 12 mars 1858 à cette loi décrète clairement que des attentats de ce genre ne sont pas reconnus comme crimes politiques. (11).

(10) V. Polanski o. c. p. 78 et passim.

(11) V. Ganshof Van der Meersch: „Réflexions sur la répression des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat belge". Revue de droit pénal et de criminologie, Bruxelles, IX, 1946.

La tendance de considérer les crimes commis dans l'intérêt des Etats agresseurs comme crimes de droit commun, suivant les principes du droit national ainsi qu'international, ne s'est manifestée qu'à la suite d'expériences tragiques de la première guerre mondiale et surtout de la dernière guerre impérialiste.

„Il a pénétré jusqu'à la conscience sociale", dit Bekaert, „qu'il s'agit ici de délits tout à fait particuliers, qui par leurs motifs, réalisations et intentions constituent indubitablement des crimes du droit commun. Il doit être clair que pendant la guerre dans un pays occupé par l'ennemi, il est impossible à cet ennemi de commettre un crime politique contre la population civile conquise. Le caractère spécifique politique doit être étranger à ce qui fut commis sous le couvert de la protection de l'occupant." (12)

Assurer le droit d'asile aux quislings, ce dont nous sommes aujourd'hui les témoins, est encore injuste pour cette raison que, dans ce cas, il ne peut s'agir uniquement que de l'immunité de personnes qui ont abandonné le principe de fidélité constitutionnelle envers leur pays natal. Trahison en cours de guerre de n'importe quel pays allié au bénéfice des pays de l'Axe n'a rien de commun avec la notion admise et classique du crime politique. Le crime de collaboration avec l'ennemi ne constitue pas un attentat contre l'ordre politique du pays occupé, et ses auteurs n'agissaient pas du tout avec l'intention d'ébranler cet ordre, déjà renversé par l'occupant à main armée. Les actions dont les traîtres sont inculpés, dirigées avant tout contre la coexistence pacifique de toutes les nations, portent, en général, même abstraction faite de l'acte de trahison lui-même, non seulement des marques caractéristiques des délits de droit commun des divers codes pénaux, mais aussi de ceux dont nous trouvons les définitions dans le Statut du Tribunal Militaire International. La trahison ne peut donc devenir une raison d'impunité des méfaits pour la perpétration desquels le droit des gens actuellement en vigueur prévoit une responsabilité pénale définie.

(12) V. Introduction de Bekaert au „Code du Conseil de Guerre".

En analysant la notion du crime politique, Adolphe Prins soulignait qu'il „constitue l'attentat contre l'ordre politique en y portant atteinte du dedans et dehors, visant, en ses effets extérieurs, l'indépendance de la nation, son intégrité territoriale et ses relations avec d'autres pays."

Le jugement de la Cour Suprême Belge du 27 mars 1935 (Pas. 1935, I, 225) constate qu' "Un crime politique a lieu lorsque aussi bien les intentions de son auteur que les effets de son action constituent l'attentat contre certaines institutions politiques." (13).

Quels sont les intentions ou les effets politiques extérieurs définis qui puissent être recherchés dans les actions des quislings qui, de concert avec des services ou des unités armées de l'occupant, prenaient part à la persécution de la population civile et des prisonniers de guerre, à des meurtres, pillages et expropriations, tout en appartenant également le plus souvent aux organisations considérées, selon le jugement du Tribunal de Nuremberg, comme criminelles?

Conformément à l'article II para. 2 du statut du Conseil de Contrôle en Allemagne, No. 10, sous le titre de "Punishment of Persons Guilty of War Crimes, Crimes against Peace and against Humanity":

"Any person, without regard to nationality or the capacity in which he acted, is deemed to have committed a crime as defined in para. 1 of this article".

Conformément à l'article IV du même statut:

"When any person in a zone of Germany is alleged to have committed a crime, as defined in article 2, in a country other than Germany or in another zone, the Government of that nation or the commander of the latter zone, as the case may be, may request the commander of the zone in which the person is located, for his arrest and delivery for trial to the country or zone in which the crime was committed."

(13) Cité d'après l'article de Meersch, renvoi 11.

Aussi une telle attitude est tout à fait compréhensible, car l'extradition réciproque de tous les malfaiteurs dont les crimes visaient l'intérêt commun des partenaires de l'alliance, doit être, évidemment, une conséquence naturelle de toute entente et surtout de l'alliance. L'extradition de criminels, dont l'activité constituait une menace contre toute la communauté internationale, ne doit en aucun cas rencontrer d'obstacles. (14).

L'alliance des pays démocratiques au cours de la dernière guerre, conclue dans l'intérêt commun bien compris et en présence de principes idéologiques bien uniformes — car il ne s'agissait pas que de la victoire, mais bien de la victoire sur le fascisme au nom de principes humanitaires généraux — a mené à une collaboration intime des armées et de leurs états-majors. A la conclusion d'une guerre victorieuse, rendue possible, entre autres, non seulement grâce à la suprématie militaire, mais aussi idéologique, il est compréhensible qu'on désire en garder les fruits, donc avant tout stabiliser la paix et détruire les racines du fascisme, si néfaste pour elle.

Ce but ne pourrait être que partiellement réalisé si, grâce à l'adhésion aux décisions des traités d'extradition rédigés durant une période à laquelle la réalité horrible de la guerre totalitaire survenue bien après, devait être étrangère, on n'arrivait pas à une collaboration intime entre les pays alliés au sujet de la punition des auteurs de la guerre, indépendamment de leur nationalité et de changements qui pouvaient y être apportés au cours de la durée de la guerre.

Il faudrait reconnaître comme une absurdité légale l'assurance de l'immunité envers les auteurs des délits prévus par l'article 6 du statut du Tribunal International, s'ils ne s'abritent que derrière ceci, qu'ils étaient collaborateurs en même temps que des traîtres, „criminels politiques", étant du type „quisling".

(14) Cf. Prof. V. Pella: „L'union interparlementaire et la criminalité de la guerre", Journal de Genève, 11 sept. 45, et H. Sottile „Le nouveau droit pénal international"; Rev. de Droit Pénal Int. No. 4/45, ainsi que Prof. Pella: „La Guerre-crime et les criminels de guerre", Genève — Paris, 1946.



Il n'est donc pas étonnant qu'en sa résolution au sujet des réfugiés du 12 février 1946, l'Assemblée Générale de l'UNO établit que

„no action taken as a result of this resolution shall be of such a character as to interfere in any way with the surrender and punishment of war criminals, quislings, and traitors.”

Le statut de l'“International Refugee Organisation”, annexé à la résolution de l'Assemblée Générale de l'UNO du 15 décembre 1946, souligne également, dans le chapitre consacré aux définitions et principes généraux, que

„war criminals, quislings, and traitors will not be the concern of the Organisation”,

ce qui concerne aussi des personnes, d'ailleurs décrites en détail, qui aidaient ou collaboraient d'une autre manière avec les forces armées ennemies.

De même, les traités de paix avec l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Finlande chargent ces pays et les obligent à arrêter et livrer à la justice non seulement les accusés de crimes contre la paix, mais aussi de crimes de guerre ainsi que crimes contre l'humanité, mais aussi des nationaux des pays alliés qui violèrent les règles de leur droit national par la voie de la trahison ou de la collaboration avec l'ennemi pendant la guerre.

Il ne doit pas y avoir de doute que, en vue de tous ces facteurs, l'attitude de CROWCASS, mentionnée ci-dessus, loin d'être conforme aux principes universellement admis en ce sujet, devra également être modifiée de façon appropriée dans l'avenir le plus proche.

#### VIII. PRINCIPES DE LA CONVENTION INTERNATIONALE D'EXTRADITION.

Il est évident que la lutte efficace pour la paix est liée en grande partie à une punition rapide et adéquate des criminels de guerre dans le sens le plus large du mot. La réalisation de ce but dépend de l'efficacité de la procédure d'extradition et de l'uniformité de ses principes, rédigés sous forme d'une con-

vention internationale. Nous avons déjà cité ci-dessus les principes traditionnels des traités bi-latéraux, en soulignant certaines de leurs décisions périmées. Nous allons indiquer d'autres problèmes également, dont la solution ne peut être obtenue que par une convention uniforme, liant tous les pays. Il y aurait beaucoup à retenir en cette matière aussi bien du projet voté en 1928 au cours du Congrès de l'“International Law Association” à Varsovie, que de la convention sur la lutte contre le terrorisme, projetée sous les auspices de la Société des Nations, en tenant compte, cependant, de la nécessité d'y apporter les modifications dictées par la prédominance de la question de la punition de criminels de guerre sur les exigences des diverses lois nationales.

Un problème très important en cette matière est, par exemple, l'abolition du principe de la limitation de compétence du tribunal aux seules actions prévues par la motion d'extradition. Il faut, en effet, prévoir la possibilité qu'une fois l'extradition effectuée, tels autres crimes de guerre commis par les extradés peuvent devenir évidents qui n'étaient pas connus du tribunal au moment de la requête d'extradition, et qui ne devraient pas échapper au châiment. En ce qui concerne la répression des crimes de guerre, la compétence du tribunal de condamner les criminels extradés pour tous les crimes qui pourraient leur être imputés, et non seulement pour ceux qui furent connus au moment de la requête, a souvent autant d'importance que la question de l'obligation de remise indépendamment de la nationalité du délinquant.

Il semble superflu de rappeler le cas de criminels de la première guerre mondiale qui ont évité le châiment grâce au refus de l'Allemagne de livrer ses propres nationaux. Il est à remarquer ici que nombre de pays, comme par exemple la Grande-Bretagne, livrent leur propres nationaux, mêmes s'ils ont commis à l'étranger un délit qui n'est pas interdit par leur propre loi.

La punition des criminels internationaux de la plus grande envergure, comme le sont indubitablement les criminels de guerre, ne devrait pas être entravée par une clause basée sur

une conception de la souveraineté envisagée comme un droit absolu.

On ne peut, d'autre part, maintenir comme condition d'accorder l'extradition que le délit devrait être commis en territoire du pays demandant la remise du délinquant. L'expérience de la guerre totale et de ses conséquences a prouvé que c'est justement en dehors des frontières du pays qu'il est le plus facile d'organiser des attentats criminels aussi bien contre ses intérêts extérieurs que sa sûreté intérieure.

Il résulte irréfutablement de nombreuses causes instruites en Pologne au cours de ces dernières années que les centres de l'action terroriste et de diversion ne se trouvèrent pas en Pologne. Le refus de remettre ces criminels responsables de la direction de ces centres viserait non seulement les intérêts nationaux de la Pologne et la cause de l'établissement de la paix, mais serait en flagrante opposition avec le droit et la justice.

De plus, l'action servant de base à l'extradition ne devrait, en aucun cas, dépendre de ce que le fait incriminé serait punissable ou non dans le pays qui a à effectuer l'extradition, pas plus que dans le pays demandeur, en vertu d'une loi qui le prohibait déjà au moment de sa perpétration.

Les normes rendant possible ces modes d'action devraient devenir part intégrante de la législation intérieure, mais une convention internationale aura à préciser exactement quels criminels de guerre devraient être livrés aux tribunaux nationaux, et quels — aux tribunaux internationaux, et en quels cas l'extradition temporaire du criminel serait admissible.

Le règlement du problème qui se pose lorsque le criminel de guerre est réclamé par plusieurs pays, devrait également être l'objet d'une telle convention. On s'est rendu compte du besoin de la préparer surtout à la United Nations' War Crimes Commission, où un projet correspondant, basé sur des motions des ministres de la justice de Belgique, Hollande, Luxembourg, Norvège et Pologne fut préparé déjà au mois de septembre 1944 (Doc. C. 47 du 4 sept. 1944). Ce projet se différenciait

des motions ministérielles susmentionnées parcequ'il s'est borné au problème d'extradition se rapportant seulement aux alliés, en excluant les neutres, ainsi qu'à la seule normalisation de la pratique administrative de l'extradition, au point de vue de règlements de procédure judiciaire.

Les auteurs du projet ne tendaient qu'à la simplification et au meilleur rendement technique de la procédure en ce qui concernait les relations entre les alliés au cas où l'un d'eux demanderait à l'autre n'importe quelle personne accusée d'avoir commis un crime de guerre ou une trahison, ainsi qu'à de prévenir l'obstacle à l'extradition, résultant du caractère soi-disant politique de certains délits.

Ce projet ne fut pas accepté. Il n'a pas reçu l'appui du Gouvernement de la Grande-Bretagne, qui dans sa note du 29 mars 1945 indique, d'ailleurs avec raison, que les clauses prévues dans le projet ne pourraient hâter l'extradition et l'accomplissement de la justice à l'égard des criminels de guerre.

Comme l'a d'ailleurs indiqué le Dr. R. Malézieux dans son mémoire adressé à l'UNWCC du 22 septembre 1945 (Doc. C. 147), la convention proposée ne réglait, entre autres, les importants problèmes suivants:

1. La priorité d'un Tribunal Militaire International par rapport aux tribunaux de l'Etat (c'est un problème d'une importance capitale actuellement si l'on arrive à créer un tribunal international pénal à côté du tribunal international de justice conformément aux recommandations de la commission du Droit International de l'ONU du mois de juin 1947).
2. L'uniformité des principes de la procédure d'extradition par toutes les autorités militaires alliées disposant de prisonniers de guerre, et dans des cas particuliers, pour la raison de manque de preuves définies du caractère délictueux de l'acte reproché. (L'URSS ne prend pas part aux travaux de UNWCC et pour cette raison, les personnes ayant commis des crimes de guerre contre les citoyens soviétiques ou en URSS ne figurent pas sur les listes de cette Commission. En plus de l'URSS,



un certain nombre d'autres pays ne prennent pas part aux travaux de l'UNWCC).

3. La façon d'agir en cas de doute en ce qui concerne le texte et contenu de la plainte, sur laquelle l'extradition est basée.

Il est évident qu'une convention internationale, réglant tous les problèmes liés à l'extradition et au jugement des criminels de guerre, est indispensable.

Au moment où l'ONU s'occupe de codifier les principes du Tribunal de Nuremberg, où l'on examine la question d'appeler à un Tribunal International Pénal pour les crimes définis, inter alia, par le jugement de Nuremberg, il serait inadmissible de laisser de côté une question, dont dépend la réalisation de ces principes. Si le code pénal international, dans lequel figurera la classification des délits s'y rapportant, n'a pas seulement le rôle d'une formule sur papier, on doit créer aussi un code international de procédure pénale et un code international pénal d'exécution et qui comprendrait nécessairement les règlements concernant l'extradition. (15)

#### IX. LA LÉGISLATION POLONAISE.

Le châtimeut prévu pour les crimes de guerre en Pologne a été fixé par le décret-loi du 31 août 1944 (voir page 13). Les dispositions de ce décret-loi englobent toute collaboration avec l'occupant, soit pas des meurtres directs ou persécutions de personnes appartenant à la population civile ou aux prisonniers de guerre, soit par une activité leur portant dommage (par exemple, en déportant ou capturant des personnes recherchées ou persécutées, ou en faisant du chantage en les menaçant de les livrer à l'occupant). (16).

(15) Dr. Muszkat: „L'extradition de personnes recherchées ou condamnées pour crimes de guerre ou collaboration avec l'ennemi”. L'Etat et le Droit. Varsovie, No. 2/12 février 1947.

(16) Chamczyk et Muszkat o. c. passim, ainsi que Cyprian et Sawicki „Le Droit Polonais dans la lutte contre l'hitlérisme et la collaboration” dans l'ouvrage collectif cité au No. 2.

L'amendement à la loi du 16 février (Journal Officiel Nr. 7, pos. 29) englobe dans ces crimes également toute activité dirigée contre les compatriotes, en faisant usage des conditions imposées par l'occupant.

Le dernier texte de la loi, en tenant compte de l'amendement du 10 déc. 1946 (Journal Officiel Nr. 69 pos. 376), englobe non seulement la collaboration criminelle avec les autorités allemandes d'occupation, mais aussi chaque acte en faveur du gouvernement allemand et de ses autorités, comme chaque acte en faveur de ses alliés et accompli au détriment de l'Etat Polonais ou de ses citoyens et cela indépendamment où cet acte a été accompli et, bien entendu, indépendamment de la nationalité de celui qui l'a accompli.

L'article 4 de la loi et l'amendement du 10 déc. 1946 d'après les termes des textes coordonnés, publiés dans la proclamation du Ministre de la Justice le 11 déc. 1946 (Journal Officiel No. 69 pos. 377), prévoit également la répression de la participation à des organisations criminelles, sans qu'une activité concrète de l'accusé soit nécessaire et sans distinguer la manière dont s'est formée cette organisation, soit par voie d'une entente avec l'ennemi ou par un acte des autorités. Cet article traite aussi de l'adaption de la législation polonaise au Verdict du Tribunal Militaire International.

Est reconnu comme participation aux organisations criminelles le fait d'avoir été membre de la NSDAP, ou d'y avoir eu un poste de dirigeant, également d'avoir appartenu à la Gestapo, aux SS et aux SD, dans d'autres organisations seulement dans le cas où leur caractère criminel serait prouvé en cours d'une enquête judiciaire ou procédure.

Les crimes de guerre, dans leur sens le plus large, ont été compris dans ce décret, conformément aux accords de Londres du 8 août 1945 et au Statut du Tribunal Militaire International, englobant les crimes contre la paix, les crimes de guerre (sensu stricto) et contre l'humanité. (17)

(17) V. A. Landau et Cz. Wasilkowski „La responsabilité des crimes commis pendant la guerre dans la législation polonaise”. Revue démocratique du droit, No. 11/12, déc. 1946 (Pologne, Varsovie).

Il ne fait aucun doute que la législation polonaise donne un caractère de crime de droit commun et à la fois international aux crimes de guerre et à la collaboration délinquante avec l'ennemi.

Le Code Pénal de 1932, dans sa partie spéciale, ne sépare pas les délits de droit commun des délits politiques. On y traite seulement séparément des crimes contre l'Etat et des crimes contre les intérêts extérieurs de l'Etat et ses relations internationales, et on y trouve l'interdiction — très typique quant à son anticipation sur les lois d'autres pays et quant à l'évolution du droit international — d'en appeler à la guerre d'agression.

Dans la législation spéciale, citée plus haut, la définition des crimes de guerre et de la collaboration avec l'ennemi s'est faite en principe sous la forme d'un élargissement des principes du code pénal ordinaire et de ce fait, elle n'a pas, à proprement parler, le caractère d'une loi rétroactive.

L'autorisation d'une extradition des auteurs de pareils crimes dans l'esprit de cette loi, s'impose sans conteste.

Le droit polonais, la jurisprudence et la doctrine s'accordent, sous ce rapport, entièrement avec les principes du droit municipal pénal en vigueur dans les pays civilisés, avec le droit pénal international, et avec les principes nés de la lutte contre le fascisme, lutte de tous les peuples désireux de garantir et de consolider la paix.

Puisque la paix mondiale n'est possible que sous réserve de liquider impitoyablement les résidus du fascisme, l'élaboration de cette paix ne peut, en ce qui concerne aussi étroitement liée à la paix que celle des crimes de guerre et la collaboration avec l'ennemi, se limiter uniquement à la constatation du principe même du châtiment à infliger à leurs auteurs. Il est nécessaire, pour servir cette bonne cause, que ces principes soient effectivement réalisés dans la pratique.

La doctrine, la jurisprudence et le droit polonais, dans ce domaine, sont l'expression de la volonté de la démocratie polonaise de mettre à exécution les principes qui sont nés de la

lutte sanglante pour la dignité et l'égalité des hommes, pour la liberté du peuple et pour le droit de l'Etat de se garantir contre les menaces d'une nouvelle guerre.

## CONCLUSIONS.

Nous avons examiné jusqu'ici le problème de l'extradition des criminels de guerre, du point de vue du droit pénal commun et international en vigueur, en soulignant tout spécialement les règles qui, n'étant plus d'actualité, devraient être abolies ou modifiées. Nous avons aussi établi les principes qui devraient servir de base à une éventuelle convention internationale dans cette matière. La signature d'une pareille convention permettrait de faciliter, d'unifier et, en général, de résoudre tous les problèmes liés à l'extradition. Dans l'analyse de ce problème — (de lege lata et de lege ferenda) le point de départ était le principe territorial, sans l'acceptation duquel toute extradition est inopérante et qui a été exprimé avec force dans la déclaration de Moscou du 1er novembre 1943 et dans l'accord de Londres du 8 août 1945.

On y a établi que le but des Alliés serait, entre autres, la livraison des criminels de guerre pour être jugés sur les lieux où les crimes ont été commis.

Ce principe pourtant, de même que l'extradition elle-même, devrait-il être réalisé dans n'importe quelle situation historique et dans n'importe quelles conditions politiques et sociales? En considération des principes et des buts du droit en vigueur, nous répondons catégoriquement par l'affirmative.

Mais au risque même d'être traités d'utopique, nous considérons que certaines réserves devraient être formulées en ce qui concerne son application à l'heure actuelle.

Le jugement d'un criminel sur le lieu du crime a, en principe, pour but de donner satisfaction aux éléments de revanche du droit et aussi au sentiment de justice et d'équité. Mais lorsqu'il s'agit de juger un criminel de guerre qui a commis son forfait ailleurs que dans son pays d'origine, l'application de ce principe risque de s'écarter, dans une certaine mesure, des effets pédagogiques, psychologiques et éducatifs que devraient



produire la loi et le tribunal. En effet, un des buts essentiels de la justice est de prévenir, effrayer et instruire toute personne qui serait tentée de commettre un forfait semblable. Il n'est guère possible d'obtenir ce résultat sans que le jugement soit rendu dans le pays d'origine du criminel, c'est-à-dire dans le milieu même où l'idée du crime a mûri. Ceci n'est pas possible ou ne peut donner que de très faibles résultats, si le jugement est rendu et mis à l'exécution dans le milieu de la victime, et alors ce n'est plus qu'une compensation, satisfaisant le désir de venger les victimes.

L'efficacité du jugement des criminels de guerre dépend aussi de la rapidité de la procédure judiciaire. L'intensité de la criminalité durant les années 1939-1945 était si grande, qu'il ne peut être question de juger tous les suspects en un laps de temps assez court. Mais doit-on donc abandonner le châtimement des criminels de guerre, parce que, nous trouvant au seuil de la troisième année après la cessation des hostilités, nous constatons que nous sommes loin encore de voir châtier ne fut-ce que les coupables? Une décision de ce genre serait le pire service qu'on pourrait rendre à la cause de la paix. Nous devons chercher une issue qui ne sera pas celle de continuer à juger dans les pays qui ont souffert pendant l'occupation. On y a déjà partiellement satisfait au désir de justice, en liaison avec les procès qui ont eu lieu. Par conséquent, malgré le désir justifiable des victimes ou de leur entourage familial ou social de pouvoir également à l'avenir obtenir une revanche sur les lieux du crime — ce qui d'ailleurs ne doit pas toujours donner un résultat positif du point de vue psychologique de la question — il est infiniment plus important de mettre à profit le tribunal dans ses buts naturels, au service de l'ordre et de la paix. (18).

C'est pourquoi il ne semble pas juste, ou tout au moins inadéquat, dans le stade actuel de cette question, de vouloir sou-

(18) Muszkat: „La responsabilité pour crimes de guerre”. La Gazette de Lublin du 22 oct. 1944, et du même auteur: „L'enseignement de la haine”. L'Ouvrier, Lublin, le 7 janvier 1945.

tenir inconditionnellement le principe territorial envers l'Allemagne et l'Autriche à l'occasion de la signature de la paix avec ces pays.

Le projet de cette question élaboré par l' UNWCC (Doc. A.40 du 24 mars 1947), qui se base sur les décisions respectives des traités de paix avec les anciens satellites des pays de l'Axe, ne prend pas en considération les changements qui ont eu lieu, notamment la fatigue psychique presque générale dans les pays occupés, en ce qui concerne les procès des criminels de guerre, leur minime importance pédagogique éducative pour l'Allemagne et, par conséquent, pour la cause de la démocratisation de celle-ci, seul gage et condition de la paix mondiale.

Bien plus juste apparaît aujourd'hui la solution de ce problème, en rejetant le poids de juger les coupables sur l'Allemagne elle-même. L'expérience des tribunaux de dénazification est tout à fait négative. Elle a été vivement critiquée dans toutes les zones, mais ceci ne veut pas dire qu'il soit impossible d'éviter les fautes et qu'il faille abandonner la substance même à cause d'une forme mal appliquée.

Il serait évidemment tout indiqué de continuer en Allemagne la jurisprudence internationale, ou ce qui serait peut-être plus rationnel, une jurisprudence mixte, c'est-à-dire des tribunaux allemands avec participation de représentants des Alliées dans sa composition même, tant en ce qui concerne les juges que le Ministère Public et au cours des différentes instances, afin de pouvoir interjeter appel aux sentences prononcées, lorsque les représentants des Alliés ou respectivement des tribunaux interalliés se trouveraient en minorité par rapport aux juges allemands. Ceci permettrait d'éviter une parodie de justice, telle qu'elle s'est présentée au Tribunal du Reich à Leipzig après la guerre 1914—1918 ou aux Tribunaux de Dénazification créés après cette guerre-ci et abandonnés à eux-mêmes.

Si, pour une raison quelconque, pareille solution du problème n'était pas réalisable, il n'est pourtant pas exclu que la seule manière juste d'agir serait de transmettre l'administration

de la justice vis-à-vis des criminels de guerre à l'Allemagne elle-même, bien entendu sous le contrôle des autorités d'occupation alliées; tenant compte que, dans certain cas, et surtout concernant les criminels les plus dangereux ou ceux qui ont occupé des postes de commande à la Gestapo ou autres organisations criminelles, l'extradition s'effectuerait à nouveau et qu'ils seraient jugés par les tribunaux des pays où ils ont commis leurs crimes.

L'obligation de l'Allemagne de poursuivre ses criminels de guerre pourrait être stipulée dans des clauses spéciales, figurant au traité de paix, prévoyant, en même temps, la normalisation de cette servitude intérieure de l'Etat dans le cadre de la future constitution allemande.

Il est hors de doute que le fait de confier aux tribunaux allemands le jugement des criminels de guerre influencera avantageusement le processus de la démocratisation de l'Allemagne, aidant ainsi à faire un grand pas en avant dans la voie de l'indépendance politique de ce pays et de son retour à la souveraineté.

Si l'on accepte ce genre de solution, il faudra prendre une position vis-à-vis du travail et des listes de l'UNWCC qui devraient être traitées, non pas comme une base pour l'extradition, mais comme embryon de la liste de ceux qui doivent, d'après les Alliés, être jugés en Allemagne, et qui devraient être complétées par une liste dressée par les Allemands eux-mêmes et qui concernerait ceux vis-à-vis desquels on n'a pas demandé l'application de l'extradition, mais qui néanmoins sont coupables de crimes de guerre contre la population civile ou contre l'humanité (qualification de Nuremberg).

Ce n'est d'ailleurs que de cette manière qu'on pourra s'assurer du châtiement de tous les éléments criminels, car les clauses déjà admises de traités concernant cette question avec les anciens satellites des pays de l'Axe ne créent pas l'obligation de poursuivre les criminels non réclamés par d'autres pays — leur donnent la possibilité de rester impunis.

Il est clair que, comme nous l'avons souligné, le fait de renoncer partiellement au principe de la territorialité appliqué

jusqu'ici, ne doit pas mener à l'appareil, en acceptant complètement le droit au tri certain Etat d'assigner dans des cas déterminés l'extradition. Une telle demande devrait, d'ailleurs, être satisfaite inconditionnellement en vertu des clauses qui seraient également comprises dans les traités de paix. Toutefois, le pays allié aurait la faculté de se désister, en faveur d'un Tribunal International. Si ce dernier n'était pas encore créé, ou s'il déclinait l'offre qui lui est faite de juger l'affaire, ou déclarait son incompétence, le cas en question sera alors automatiquement parti de la juridiction du pays requérant.

Cette façon de résoudre la question a déjà des précédents fragmentaires: 1-<sup>o</sup>, la loi No. 10 du 16 septembre 1945, publiée par le Conseil de Contrôle qui oblige les Allemands à poursuivre les criminels de guerre, et 2-<sup>o</sup>, la circulaire No. 18 du 13 octobre 1945, publiée par ce même Conseil, au sujet des principes d'arrestation et de châtiement des criminels de guerre, des nazis et militaristes, et d'internement, de contrôle et de surveillance d'Allemands potentiellement dangereux, qui prévoit certaines obligations des Allemands eux-mêmes en cette matière.

La question des traîtres et d'autres personnes coupables de collaboration avec l'ennemi doit être évidemment traitée d'une manière analogue. L'effet pédagogique dû à leur condamnation ne pourrait jamais être atteint, s'il était question de difficultés quelconques, en liaison avec leur extradition aux pays d'origine.

Pour le plus grand bien de l'éducation du peuple allemand dans un esprit démocratique, dans le respect du droit et des obligations internationales, et par conséquent de la paix, il est indispensable de laisser aux Allemands la reconnaissance, évidemment surveillée, de leurs criminels de guerre. Et ce serait nuire à cette cause que de donner une possibilité quelconque qui faciliterait aux traîtres un échappatoire devant la justice dans leurs pays, ce qui serait une violation, d'ailleurs, des correspondants règlements du droit commun et du droit international et, en premier lieu, des décisions comprises dans les derniers traités de paix déjà signés et partiellement ratifiés.



COMMISSION INTERNATIONALE PERMANENTE  
POUR L'ÉTUDE DE LA RÉPRESSION DES CRIMES  
CONTRE LE DROIT DES GENS ET DES FAITS  
COMMIS DANS L'INTÉRÊT DE L'ENNEMI

Extrait du Procès-Verbal

La COMMISSION réunie à Bruxelles, le 15 juillet 1947, sous la présidence de Monsieur Léon CORNIL, Procureur Général à la Cour de Cassation de Belgique, formule, à l'unanimité, la recommandation suivante:

1 — Considérant, d'une part, le caractère odieux des crimes contre l'humanité<sup>0</sup> et des crimes de guerre<sup>00</sup>;

La COMMISSION estime:

— que le droit d'asile doit être refusé aux individus qui se sont rendus coupables de ces actes.

2 — Considérant, d'autre part, les nécessités de l'entraide internationale, dans la répression de la criminalité;

La Commission émet le vœu:

que l'extradition, en toutes matières, ne soit plus réglée par des traités bilatéraux, mais par une convention générale élaborée à l'initiative de l'ORGANISATION DES NATIONS UNIES qui en contrôlerait l'exécution, par la Juridiction Pénale Internationale:

Le Secrétaire-Général:

(s) DAUTRICOURT

Le Président:

(s) Léon CORNIL

La COMMISSION adopte les définitions suivantes:

**CRIME CONTRE L'HUMANITE** / la définition proposée par la VIII<sup>e</sup> Conférence pour l'Unification du Droit Pénal, réunie à Bruxelles, le 11 juillet 1947, à savoir:

— constitue un crime contre l'humanité et doit être réprimé, en tant qu'assassinat, tout homicide ou acte de nature à entraîner la mort, commis en temps de guerre comme en temps de paix, à l'encontre d'individus ou de groupes humains, en raison de leur race, de leur nationalité, de leur religion ou de leurs opinions.

**CRIME DE GUERRE** / la définition de l'art. 6 du Statut du Tribunal Militaire International: c'est-à-dire les violations des lois et coutumes de la guerre. Ces violations comprennent, sans y être limitées: l'assassinat, les mauvais traitements et la déportation, pour les travaux forcés ou pour tout autre but, des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais traitements des prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage de biens publics ou privés, la destruction sans motif de villes et villages ou les dévastations que ne justifient pas les exigences militaires.

GUBINSKI

## PROBLÈME DE LA COLLABORATION EN POLOGNE ET LA RÉSOCIALISATION DE COLLABORATEURS

1. Pendant la seconde guerre mondiale presque dans tous les pays occupés par les forces armées des puissances de l'„Axe”, on se trouva en présence de la collaboration d'une partie des citoyens avec l'ennemi. Ce fait indéniable, commun à tous les pays occupés, ne peut cependant pas être considéré comme un argument suffisant pour le règlement uniforme et schématique des conséquences de la collaboration par la législation de différents pays.

La différence dans les conditions sociales et dans la politique appliquée par les pouvoirs administratifs allemands dans les pays occupés ne permettent pas de réduire au même dénominateur toutes les formes de ce même phénomène. Il y a une grande différence entre la collaboration pratiquée dans les différents pays de l'Europe Occidentale, où il s'est formé des groupes politiques collaborant avec l'ennemi, s'efforçant même de créer leur propre idéologie et de trouver un *modus vivendi* avec les pouvoirs d'occupation, et celle qui était appliquée sur le territoire polonais. La collaboration en Pologne n'avait ni idéologie ni conception politique. Elle se produisait le plus souvent sous forme d'une déclaration des citoyens polonais de l'adhésion à la nationalité allemande ou à une autre nationalité traitée comme privilégiée par l'occupant. Contrairement à la collaboration active, existant dans d'autres pays, la collaboration en Pologne était en spécial passive.

La collaboration active dans les pays européens, où des gouvernements formés de marionnettes avaient existé, qui bien



que créés par les autorités allemandes, jouissant cependant de l'appui de certains groupes de leurs propres nationaux, se présentaient donc avant tout comme un problème politique et seulement sur le plan secondaire comme un problème judiciaire relevant du droit pénal. Tandis qu'en Pologne la collaboration active revêtait la forme pure et simple de crimes de guerre ou des crimes contre l'Etat, sans avoir l'appui politique quelconque.

En tant que problème politique, cette collaboration, vu le haut degré de développement de la propagande idéologique, n'était pas dépourvue de succès dans certaines sphères de la société influencées par opportunisme. La collaboration, ainsi du moins qu'elle s'est manifestée en Pologne, avait un tout autre caractère. En Pologne, il n'y avait guerre de groupes qui eussent collaboré avec l'ennemi idéologiquement et politiquement. N'ayant aucune valeur politique, ne représentant aucun courant idéologique, n'ayant aucun appui dans la société, la collaboration se réduisait à l'abjuration pure et simple de la nationalité polonaise. Les collaborationnistes en Pologne ne voulaient pas rester polonais en différence avec les collaborationnistes français qui ne se désistaient pas de la nationalité française. Les collaborationnistes polonais s'unissaient avec la communauté allemande, très souvent même sans accepter l'idéologie national-socialiste.

En conséquence, la collaboration en Pologne s'est manifestée dans l'abjuration de la nationalité polonaise. La ligne de démarcation entre les collaborateurs et la nation polonaise a été donc tranchée nettement.

Tandis que dans d'autres pays — l'avons-nous dit — la question de collaboration était plutôt un problème à caractère politique, en Pologne, sans qu'on ait besoin d'amoindrir les éléments de l'idéologie fasciste, existant jusqu'aujourd'hui dans certaines sphères comme résultat de leur démoralisation, le problème de collaboration active relève directement du droit pénal, car l'abjuration de la nationalité pendant la guerre équivaut à la trahison, chose réglée par la loi. De cette façon, la question

de l'éducation politique s'est trouvée sur le second plan. Il est donc évident que ce n'est qu'après avoir fait connaissance avec la situation régnant dans le pays donné et avec la forme sous laquelle la collaboration y a apparue, qu'on peut soumettre à l'analyse les dispositions des lois en vigueur relatives à la matière en considération ainsi que les directives de la politique pénitentiaire et éducatrice.

II. La question de résocialisation de collaborationnistes en Pologne, d'abord réglée partiellement, a été, d'une façon générale, réglementée par le décret du 28 févr. 1946, relatif „à la responsabilité pénale pour la répudiation à la nationalité”.

La loi statue clairement à l'article 3 que n'a pas commis d'acte prohibé par la loi „celui qui a déclaré son appartenance à la nationalité allemande ou à la nationalité reconnue privilégiée par l'occupant s'il a agi dans l'intérêt de l'Etat polonais ou sur l'ordre d'une organisation polonaise de libération”.

D'autre part n'est pas punissable (art. 4) celui qui:

- 1) „a déclaré son appartenance à la nationalité allemande ou à celle reconnue privilégiée par l'occupant afin d'éviter une grave persécution de la part des autorités et des organisations politiques allemandes pour avoir persisté dans sa nationalité, s'il n'y avait pas moyen, sans difficultés sérieuses, d'éviter cette persécution de quelque autre façon”;
- 2) „malgré la déclaration de son appartenance à la nationalité allemande ou à celle reconnue privilégiée par l'occupant a pris part, dans le pays ou à l'étranger, aux combats de libération ou volontairement s'est enrôlé dans l'armée ou dans une organisation de libération luttant contre l'Etat allemand ou contre l'Etat allié de l'Allemagne ou bien en s'exposant à la perte de sa liberté ou de sa vie a, d'une façon active, porté aide à la société polonaise”, de même que celui qui;
- 3) „avant le 1er sept. 1939 a toujours manifesté son appartenance à la nationalité allemande ou à la nation reconnue privilégiée par l'occupant”.

De cette façon la loi pénale polonaise, en se basant sur l'élément subjectif de l'action (intention) du délinquant a ré-

noncé d'appliquer la peine aussi bien au cas où l'acte commis n'était délit qu'en apparence, qu'au cas où trouvait justification dans les conditions spéciales créées par l'occupant (menace d'une grave persécution) et enfin qu'au cas où le regret s'était manifesté d'une façon active dans la lutte contre les forces armées de l'occupant ou dans une action dangereuse au profit de la nation polonaise.

Faute de circonstances excluant la culpabilité ou la pénalité, la répudiation de la nationalité polonaise a été reconnue punissable d'emprisonnement de 6 mois à 10 ans. De cette façon, la question du retour à la société de ceux qui avaient répudié leur nationalité polonaise fut préjugée positivement. Car du moment que le législateur a renoncé à l'application de moyens administratifs dans le sens strict de ce mot (comme par ex. la privation des droits de citoyen) soit de moyens préventifs sous forme d'isolation, pouvant être appliquée sans terme, il a de ce fait même décidé que les coupables, après avoir souffert la peine, pourront retourner à la nation polonaise comme ses membres, jouissant de pleins droits civiques. Cette façon positive de résoudre la question du retour à la société des collaborateurs — renonciateurs — pose la question à savoir quel rôle doit jouer la peine qui doit leur être appliquée.

Il n'est pas douteux que dans tout le courant de son développement historique, l'institution de la peine contenait toujours comme l'essence une privation (vie, liberté, bien etc.) plaçant le coupable dans une situation pire que celle des autres. Ceci fait distinguer la peine des moyens préventifs au sens strict.

La pénalogie polonaise a adopté la théorie mixte, en partant du principe que le but de la peine est non seulement infliger une rétorsion au délinquant pour avoir enfreint l'ordre légal, mais aussi la prévention générale et la prévention particulière, couronnée par la correction du condamné.

Si l'on veut analyser le rôle de la peine appliquée aux personnes coupables de la répudiation de la nationalité, il faut considérer les aspects suivants:

- 1) rétorsion pour le fait délictueux commis
- 2) éducation de la société
- 3) prévention générale
- 4) prévention spéciale
- 5) correction du délinquant.

Ad 1) Le sentiment sociale de justice exige que les coupables soient frappés des peines correspondant à leur faute et au mal causé. Cela se rapporte également, et dans toute son étendue, aux collaborateurs.

Ad 2) Autant que, dans le cas de tout autre délit relevant du code pénal, le but que le législateur se propose d'atteindre est la correction du délinquant, autant dans le cas de la collaboration, il s'agit surtout de la rééducation sociale. Il faut en chercher la cause dans l'application de moyens immoraux exercés par les autorités de l'occupation et dans la création de conditions favorisant le développement des états pathologiques dans l'organisme social. Bien que la structure morale de la société polonaise ne soit pas ébranlée, il est resté après les temps d'occupation une certaine démoralisation, qui est devenue un problème très sérieux de la réalité actuelle polonaise. L'occupant recueille, en ce moment, des résultats, si j'ose dire posthumes de son action criminelle. Il y a relâchement des freins moraux chez des personnes peu résistantes, „dévaluation“ de toutes les valeurs, sans y exclure la vie humaine, négligence dans la choix parmi les moyens (souvent criminels), qui mènent à la réalisation des fins qu'on se propose.

La punition des Volksdeutsche doit avoir lieu, non seulement parce qu'ils ont enfreint l'ordre légal en Pologne par leur conduite pendant la guerre, en se montrant infidèles envers l'Etat dont ils étaient citoyens, mais parce que le rétablissement de l'équilibre moral l'exige. Il faut restituer à certains principes de conduite, à certaines valeurs morales et éthiques leur signification première. Ainsi comprise, la peine infligée aux collaborateurs



remplit une tâche éducatrice. Elle constitue une réprobation sévère de moyens et de méthodes qui tendent à se procurer certains avantages aux dépens du bien commun, elle blâme la docilité et la soumission trop facile au mal.

Il est légitime du point de vue de l'éducation sociale que le retour aux droits égaux de ceux qui ont abjuré leur nationalité soit précédé d'un châtement. Ils ont tout de même donné l'appui, ne fût-ce que numérique, à l'ennemi dont les méthodes d'action ont enfreint les premiers principes de la morale.

- Ad 3) Le but suivant de la peine appliquée aux collaborateurs est d'ordre de la prévention générale. Cependant vu le caractère spécial du délit de collaboration passive, dont l'accomplissement dépend des conditions politiques bien déterminées, la prévention générale acquiert, dans ce cas, une signification autre que de coutume. Situation dans laquelle la société polonaise s'était trouvée pendant l'occupation (1939—1945) est depuis complètement changée. Rien ne fait croire que la situation d'alors puisse se répéter. La collaboration passive qui, pendant la dernière guerre, présentait une menace par rapport à l'ordre légal polonais passe de plus en plus sur le plan historique. La question de ceux qui ont abjuré la nationalité polonaise a été réglée par la publication de dispositions juridiques respectives, alors que la vie pose devant la société des problèmes relatifs à la reconstruction économique et à la transformation de sa structure qui l'absorbent davantage. Vu qu'en ce moment, il n'existe aucune crainte que de tels délits puissent être accomplis, le tranchant de la prévention générale se tourne vers l'avenir. Il est cependant incontestable que la collaboration, même sous cette forme qu'elle a revêtue en Pologne, pouvait, dans les conditions de guerre et d'occupation, constituer un danger pour l'existence nationale. La résistance nationale (sa capacité de s'opposer à la pression exercée par l'enne-

mi) est la résultante de l'activité et des opinions des générations qui passent. Chaque nouvelle génération, en entrant dans la vie, sort des conditions formées par la génération précédente.

La peine appliquée à ceux qui ont renié leur nationalité polonaise peut donc avoir pour but la prévention générale dans le cas où un fait analogue ou des conditions politiques pareilles à la situation de 1939—1945 puissent se répéter dans l'avenir.

Son intention serait alors d'effaroucher les faibles, de les prévenir contre les conséquences d'une telle renonciation à la nationalité. Une trop grande faiblesse vis-à-vis des collaborateurs passifs pourrait, dans un certain sens, devenir une faiblesse vis-à-vis de l'histoire et de l'avenir de la Nation.

Incontestablement, la notion de la prévention générale contient déjà en soi l'élément éducateur par l'action qu'elle exerce sur le grand public.

Dans le cas du délit de collaboration deux questions se posent:

- a) La rééducation de la génération contemporaine.
- b) La mesure préventive relative aux délits pouvant être commis dans l'avenir.

- Ad 4) Si l'on prend en considération ce qui a été dit ad 3) à propos de la **prévention générale** et vu qu'il n'est pas possible, dans les conditions actuelles, de commettre un délit de collaboration, il serait bien fondé d'avancer la thèse d'après laquelle la punition des Volksdeutsche ne peut pas avoir pour but la prévention spéciale. Cette condition semble d'autant plus légitime que la majeure partie de ces renonciateurs n'ont jamais été en collision avec le droit. Ils ne manifestent pas de dispositions plus prononcées que cela n'arrive normalement à commettre des délits; par conséquent, dans les conditions normales de la vie, une interdiction édictée par la loi, soutenue par la menace d'employer la contrainte, de-

vrait servir d'argument suffisant pour les empêcher de commettre des actes criminels.

Ad 5) Si l'on veut analyser le but du châtement sous son aspect éducateur, ayant en vue la correction des Volksdeutsche, il faut prendre en considération:

- a) la cause de leur conduite criminelle,
- b) le fait qu'il y a lieu de corriger les délinquants par l'application de méthodes éducatrices et
- c) l'application de quels moyens serait opportune pour parvenir à la correction des condamnés.

Ad a) Pour arriver à des résultats positifs, il faut, quand on considère les faits d'ordre sociologique, éliminer de l'agissement des particuliers les éléments peu caractéristiques, afin de mettre en relief les traits communs à presque tous les individus enquêtés. Il est évident que la divergence de motifs de la conduite des particuliers, les buts différents que ceux-ci proposaient d'atteindre, rend la réponse difficile. Néanmoins, étant entendu que, de cette façon, on simplifie et généralise l'affaire, et qu'on exclue toute une série d'autres causes, il semble évident que la cause typique, le stimulant de l'action de la majorité de ces renonciateurs, était l'opportunité.

Toutefois cette explication ne peut être considérée comme entièrement suffisante. Il est un fait notoire qu'une majorité de gens se laisse guider par l'opportunité. Comment se fait-il donc qu'il n'y a que certains d'entre eux qui ont été poussés à agir par opportunité laquelle, en temps de guerre, équivalait à la trahison?

Or, l'habitude des gens vis-à-vis des règles juridiques en vigueur s'exprime, en somme, de trois façons différentes: La majorité d'entre eux ne commettent pas de délits non seulement parce que ceux-ci sont punis par la loi, mais parce que ces délits sont en contradiction avec les notions

morales et éthiques qu'ils professent. Il n'y a qu'une minorité, à prédisposition criminelle, qui ne s'en fait aucun cas. Quand à ceux-ci, les sanctions les plus rigoureuses ne peuvent pas les empêcher de commettre des actions criminelles. Le troisième groupe enfin, ce sont ceux qui s'abstiennent d'enfreindre la loi uniquement parce que celle-ci édicte des sanctions pénales dont ils ont peur.

Il semble incontestable que la majeure partie des Volksdeutsche appartenait justement à ce groupe-là.

Pendant l'occupation allemande, les sanctions qui garantissaient la soumission aux règles du droit national polonais ont fait défaut, par contre, l'infraction à ce droit procurait des avantages soit matériels, soit personnels.

Par conséquent, la raison pour laquelle le délit de collaboration passive était commis, ce fut l'opportunité liée à l'affaiblissement de trams moraux observé chez les auteurs de ce délit.

Ad b) Certains parmi les savants et magistrats en Pologne avancent la thèse, d'après laquelle l'éducation des Volksdeutsche est inutile, car la majeure partie d'entre eux se rendait parfaitement compte de leur devoir envers l'État et la société. Ils considèrent que cela manquerait le but, comme si l'on voulait apprendre aux citoyens polonais à lire et à écrire en polonais, alors qu'ils le savent déjà et seulement, pour plus de commodité, ont cessé de se servir pendant l'occupation de leur langue maternelle. Selon eux, le seul châtement efficace serait la rétorsion. Il est pourtant difficile de partager ce point de vue. Du moment que l'État a décidé de faciliter aux Volksdeutsche leur retour à la société, il doit se soucier de leur correction. L'essentiel est, qu'après



avoir purgé leur peine, ils deviennent un élément utile et non nuisible. Du point de vue de la politique criminologique et de la prévention sagement comprise, il ne s'agit seulement pas que le délinquant ne commette de nouveau un délit, mais que, en retournant à la société, par sa mauvaise conduite, il ne contribue à l'accroissement de la criminalité dans son entourage.

Ad c) Car il faut souligner que le renoncement à la nationalité, en soi, n'est pas délit, que la libre choix de son appartenance nationale est un des fondements des droits de l'homme. Voilà pourquoi le législateur polonais a assuré l'impunité à ceux parmi les Volksdeutsche, qui, dès le commencement des hostilités, avaient manifesté leur appartenance à la nationalité allemande ou à la nationalité privilégiée par l'occupant. Il est donc incontestable qu'on punit non pas la renonciation en tant que telle, mais en tant que commise dans des conditions spéciales (guerre, occupation) où le but du délinquant était non le choix libre de son appartenance, mais (souvent pour des motifs bas) la trahison de son Etat et de la Nation, se trouvant dans une situation critique. Comme il a été dit plus haut, l'opportunité était la cause de leur action criminelle ainsi que la perte, (sinon l'affaiblissement), des freins moraux.

Voilà pourquoi l'éducation devrait contribuer à leur correction, en essayant de supprimer le mal à sa base.

La théorie et la pratique pénitentiaires connaissent toute une série de tels moyens. On pourrait, à titre d'exemple, en citer quelques-uns. Ce serait le développement de l'influence par la moralisation (conférences, lectures etc.), renforcement du sens de l'élément social dans l'âme du condamné afin de créer le souci de l'intérêt

qu'il doit prendre à la communauté et aux lieux qui l'unissent aux autres membres de la société, ainsi qu'un système approprié d'organisation de la vie et du travail dans la prison qui rendrait possible la distinction pour les résultats obtenus. Il est plus essentiel peut-être d'éveiller les traits généraux universellement humains que spécifiquement nationaux. Il serait important de souligner les mérites obtenus dans le travail, dans l'apprentissage, dans la conduite, et d'autre part de punir tout acte non éthique et antisocial.

Il est excessivement important, du point de vue de l'éducation, que la peine appliquée aux délinquants ne soit un but en soi, mais qu'elle ait un caractère créateur qui faciliterait leur apport à l'oeuvre de toute la société.

Cela permet aux condamnés d'acquérir la conviction que le châtiment n'est pas vengeance (dont la réaction est toujours négative dans l'âme des prisonniers), mais qu'elle est un moyen d'atteindre le but et par la redemption de retourner à la société.

Cet élément qui donne au châtiment le caractère créateur et permet aux condamnés de se réhabiliter envers eux-mêmes et envers la société — c'est le travail.

3) En résumé, il convient de souligner:

- I. La collaboration en Pologne avait une forme spéciale. Elle consistait à se confondre avec la communauté allemande par la renonciation à sa propre nationalité. Elle différait donc de la collaboration pratiquée dans d'autres pays où elle consistait à la coopération avec l'ennemi au nom d'une idéologie, qui n'excluait pas la conservation de sa nationalité.
- II. La renonciation à la nationalité n'est pas délit en temps de paix. L'individu a le droit de déterminer librement son appartenance à la nationalité.

En temps de guerre, quand il y a des conditions spéciales, elle revêt le caractère d'un délit équivalent, de par son essence, à la trahison de son pays.

III. En Pologne, la cause de la renonciation à la nationalité était les égards d'opportunité et non les opinions idéologiques.

IV. On doit appliquer aux collaborationnistes en Pologne les moyens éducatifs, comme aux gens aimant vivre commodément, qui tendent à se faire une vie facile, indépendamment des prohibitions légales et des principes moraux.

V. Le but de l'éducation des collaborationnistes est de les rendre moraux. Le moyen le mieux approprié à leur correction est le travail.

### RÉSOLUTION GÉNÉRALE DU CONGRÈS INTERNATIONAL: "Le DROIT AU SERVICE DE LA PAIX"

Le Congrès International qui, sur l'initiative du Mouvement National Judiciaire Français, a réuni à Paris, les 24, 25, 26 et 27 octobre 1946, des juristes des Etats-Unis d'Amérique, de l'U.R.S.S., de Grande-Bretagne, de France, de Belgique, de Bulgarie, de Colombie, de Cuba, d'Egypte, d'Espagne, de Grèce, d'Iran, du Luxembourg, du Mexique, de Norvège, des Pays-Bas, de Pologne, de la République Argentine, de Roumanie, de Suisse, de Tchécoslovaquie, du Vénézuéla, de Yougoslavie, pour rechercher les éléments d'un droit commun international sur la „Répression des crimes nazis contre l'humanité" et sur „la Protection des libertés démocratiques".

Considérant que l'élaboration d'une paix durable est le but essentiel des démocrates du monde entier, que les juristes démocrates ont le devoir, de toute leur autorité et de toute leur science, d'y concourir.

Considérant que l'avenir de la paix est lié à la disparition du fascisme et au renforcement de la démocratie; que les juristes démocrates doivent chercher les moyens propres à hâter et à parfaire cette disparition et ce renforcement;

Considérant qu'un certain nombre de ces moyens apparaissent à la lumière des présents débats comme étant de droit commun international; qu'il importe de les faire connaître et de les développer;

Le Congrès a voté la résolution suivante:



## RÉPRESSION DES CRIMES NAZIS CONTRE L'HUMANITÉ

Considérant que les preuves sont établies de l'extermination systématique par les nazis de nombreux millions de civils innocents;

Considérant que ses assassinats de masse, qui peuvent être qualifiés de génocide, constituent, par leur nature, des crimes internationaux de droit commun, réprimés par toutes les lois pénales préexistantes, dont l'identité définit le droit commun international.

Considérant que l'étendue de la culpabilité de ces crimes contre l'humanité résulte de la publicité de leur préméditation, que le parti nazi constitue, de ce chef, une organisation à l'activité criminelle, dont toutes les lois pénales préexistantes châtent tous les libres participants par une deuxième application de droit commun international;

Considérant que le jugement de Nuremberg, du 1er octobre 1946, constitue le premier acte qui est de grande portée de la justice internationale;

Qu'il convient notamment de mesurer toute l'importance de la condamnation par ce jugement, comme „organisations criminelles”, des SS, de la Gestapo et SD et des quatre échelons supérieurs du „corps des chefs du parti nazi”;

Qu'il convient aussi de saluer les membres éminents des accusations alliées qui ont réuni et présenté devant ce tribunal les documents les plus accablants des crimes nazis;

Considérant que l'agression ou „crime de guerre”, commis par l'Allemagne nazie et retenu par le Tribunal de Nuremberg, n'a été qu'un moyen de développement de l'entreprise d'extermination, „crime contre l'humanité”, poursuivie par essence par le nazisme;

1) Sont coupables de crimes contre l'humanité et sont punissables comme tels, ceux qui exterminent ou persécutent un individu ou un groupe d'individus, en raison de leur nationalité, de leur race, de leur religion ou de leurs opinions. Ces

crimes seront punis même lorsqu'ils seront commis par des individus ou des organisations agissant comme organes de l'Etat ou avec l'encouragement ou la tolérance de l'Etat.

Les crimes contre l'humanité sont indépendants de l'état de guerre.

2) Les auteurs des crimes contre l'humanité doivent actuellement être jugés dans l'Etat sur le territoire ou contre les citoyens duquel les crimes ont été commis. Si la répression ne peut pas être exercée par un tribunal national, les coupables doivent être déférés à une juridiction pénale internationale.

L'extradition des criminels de guerre est due.

3) Il convient que, pour l'avenir, la répression des crimes contre l'humanité s'insère d'urgence dans un Code pénal international et que soit constituée, à bref délai, une juridiction pénale internationale.

4) Il est nécessaire que les lois répriment les propagandes qui préconisent l'extermination ou la persécution d'un individu ou d'un groupe d'individus, en raison de leur nationalité, de leur race, de leur religion ou de leurs opinions démocratiques.

COMMENT UN ÉTAT PEUT-IL PAR SA LÉGISLATION  
INTERNE CONTRIBUER A ASSURER LA PAIX  
D'UN AUTRE ÉTAT

Rapport présenté au Congrès de l'Association Internationale  
de Droit Pénal à Genève au mois de juillet 1947.

I. Pour pouvoir répondre à la question si et dans quelle mesure à un Etat moderne incombe l'obligation de la protection juridique pénale sur son territoire de la personnalité d'un autre Etat, il faut avant tout préciser quels sont les obligations réciproques des Etats, résultant du droit international. Au fur et à mesure de développement du droit international, ces obligations réciproques prennent progressivement de l'extension.

Pendant la période qui a précédé la première guerre mondiale, la guerre était considérée comme moyen légal dans les relations entre les Etats. Chaque Etat avait le droit de régler ses différends avec d'autres Etats par la voie des armes. En réalité, pendant cette période, il y eut déjà des tentatives pour prévenir les guerres, et les Etats qui ont participé aux Conférences de la Haye ont pris l'engagement de régler leurs différends sans avoir recours à la guerre. Cependant cet engagement comportait la clause: „Autant que les conditions le permettent“ qui lui enlevait toute valeur réelle. C'est seulement dans le modeste secteur des désaccords au sujet du règlement des dettes que la 2e Conférence de la Haye a introduit le principe que: „Avoir le recours à la guerre dans le but d'obtenir le règlement des dettes est admis seulement



dans le cas où l'Etat débiteur se soit refusé de soumettre le désaccord à l'arbitrage, ou ne voudrait pas se soumettre aux décisions des arbitres."

Par la force des choses, la protection d'un Etat étranger dans la législation pénale interne était, pendant cette période, excessivement limitée. Le but des prescriptions en cause n'était en réalité pas la protection d'un Etat étranger, mais la sauvegarde de relations internationales amicales. C'est pour but de sauvegarder les relations internationales que l'Etat protège l'honneur d'un Etat étranger et de ses représentants. Un deuxième domaine constitue la sauvegarde de la neutralité vis-à-vis des Etats en guerre, afin d'entretenir des relations amicales avec les parties belligérantes.

On se base sur le principe de la théorie dominante pendant cette période des droits subjectifs de l'Etat, parmi lesquels le droit à l'honneur et à l'égalité est considéré comme fondamental.

Comme élément corrélatif de ces droits subjectifs on doit envisager l'obligation de l'Etat de prévenir les faits qui peuvent porter atteinte aux droits subjectifs d'un autre Etat, par introduction des lois, condamnant les faits portant atteinte à l'honneur d'un Etat étranger ou de ses représentants et les faits portant atteinte au droit d'égalité de traitement, c'est-à-dire relatifs à l'observation des principes de la neutralité.

2. Après la première guerre mondiale, les relations internationales se basent sur le pacte de la Société des Nations. D'après l'article 10 du Pacte, les Etats-membres de la Société prennent l'engagement d'honorer mutuellement leur personnalité et même de protéger contre une agression, venant du dehors, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des dits membres de la Société des Nations. Cependant on n'a pas tiré de ce principe toutes les conséquences logiques et juridiques. D'après le pacte, les membres de la Société des Nations se sont engagés à régler leurs différends par voie d'arbitrage, en les soumettant au Tribunal International ou à la délibération du conseil de la Société des Nations et à ne

pas avoir recours à la guerre, si la partie adverse s'est conformé aux jugements du Tribunal International ou des arbitres ou aux décisions du Conseil de la Société des Nations prises à l'unanimité, (sauf les voix des pays en litige).

Dans d'autres cas, les parties gardent la liberté de décider s'il faut avoir recours à la guerre. Il s'en suit que le Pacte de la Société des Nations, tout en limitant la liberté des Etats quant au règlement par les armes de leurs différends réciproques, admettait cependant des cas d'une guerre légale.

L'insuffisance des moyens pour assurer la sécurité, si caractéristique pour les dispositions du Pacte de la Société des Nations, a eu sa répercussion dans la faiblesse du système des sanctions contre l'agresseur, d'où résulta le fait que la Ligue n'a pas eu des moyens efficaces pour empêcher la guerre.

Le pacte conclu à Paris en 1928 (nommé Briand-Kellogg) confirmait le principe exprimé dans l'article 10 du Pacte: il condamnait solennellement le recours à la guerre et proclamait sa répudiation comme moyen de politique nationale dans les relations réciproques entre les Etats. Mais ce Pacte, aussi comme le Pacte de la Société des Nations, n'a pas été conséquent dans l'application de ses décisions. Il obligeait les Etats à ne pas avoir recours à la guerre, mais il ne contenait pas de prescriptions donnant des moyens de régler les différends internationaux, menaçant la sécurité internationale. Il ne définissait pas et ne postulait pas de sanctions à l'égard des Etats qui ne se conformeraient pas aux prescriptions du Pacte.

La formation du droit interne au sujet de la protection de la sécurité des Etats étrangers pendant la période d'entre les guerres dépendait donc de l'état du développement du droit international. Etant donné que la guerre n'était pas dénoncée explicitement et catégoriquement comme un crime, il n'y avait pas de base plausible dans la législation interne pour reconnaître comme criminelle toute action ayant pour but de provoquer une guerre.

3. Pendant cette période précisément, l'Association Internationale de Droit Pénal et le Bureau International pour

L'Unification du Droit Pénal ont entrepris l'action ayant pour but d'introduire dans les Codes pénaux des prescriptions défendant, sous menace de sanctions, la propagande d'une guerre d'agression. A la Ière et IIe Conférence pour l'Unification du Droit Pénal, le délégué de la Pologne, le professeur E. Stan. Rappaport, a déposé à ce sujet une motion, qui a été la base d'une discussion et servit à de nouvelles élaborations. Ces travaux n'ont gardé, en général, qu'un caractère de postulats scientifiques bien que, dans quelques nouveaux Codes Pénaux, on avait introduit des prescriptions pour réprimer la propagande d'une guerre d'agression (Code Pénal polonais, roumain et brésilien).

Un nouveau pas en avant dans le domaine de la protection des Etats étrangers dans la législation interne était la signature, en 1937, de la Convention Internationale pour la lutte contre le terrorisme, afin de combattre sur le territoire des Etats signataires les actes de terrorisme dirigés contre un autre Etat.

La création de l'Organisation des Nations Unies a changé totalement la situation internationale des Etats. L'ONU, appelée à veiller sur la paix et sur la sécurité des nations, a été dotée d'une compétence d'une étendue qui n'a jamais encore été attribuée à aucune organisation internationale. On a muni l'ONU d'un droit d'ingérence dans chaque différend international et dans chaque situation pouvant menacer la paix et la sécurité internationales et le droit d'émettre des recommandations qu'elle considérera opportunes. Dans le but de rendre obligatoire l'exécution de ces préventions, la Charte a imposé aux pays adhérant à l'ONU l'obligation de mettre à la disposition de l'ONU des contingents de forces armées, de prêter secours et aide, d'entretenir à sa disposition des contingents de forces aéronautiques, etc.

En outre, l'accord de Londres du 8 août 1945 a adopté le principe que la guerre d'agression est un crime de droit international et les auteurs d'une agression armée sont soumis à la responsabilité pénale. Le Jugement de Nuremberg a été justement une application de ce principe.

4. Ces changements profonds dans la conception du droit international devraient trouver leur expression dans le domaine de la législation interne des pays adhérant à l'ONU.

Dès l'instant où les Etats ont reconnu la guerre d'agression comme un crime de droit international et ont pris des engagements internationaux de collaboration dans l'action menée par l'ONU contre des Etats-agresseurs et dans la poursuite des criminels de guerre, ces Etats se sont soumis à l'obligation de tenir compte dans leurs législations internes des exigences des nouvelles obligations internationales.

La nécessité d'introduire dans la législation interne des prescriptions juridiques, qui sont la conséquence des engagements ayant un caractère international pris par les Etats, résulte d'une règle fondamentale de droit international, d'après laquelle chaque pays est obligé d'établir sa législation et son organisation interne de manière à pouvoir remplir ses engagements.

D'accord avec la théorie formulée déjà par Grotius et reconnue jusqu'à ce jour par la majorité des auteurs, un pays, bien qu'il ne saurait pas être considéré comme responsable des actes d'un individu, est responsable cependant de ses propres actes et négligences qui se trouvent en désaccord avec les prescriptions du droit international.

La pratique internationale ne définit pas la faute d'un Etat dans le sens subjectif, psychologique, mais dans un sens purement objectif. Pour admettre la faute d'un Etat, il n'est guère nécessaire de définir la mauvaise volonté, ni même la négligence des individus, agissant comme organes d'un Etat. L'„animus" n'est pas pris ici en considération. La faute d'un Etat doit être considérée dans le sens objectif comme abandon des mesures normales que l'Etat doit appliquer dans son organisation et son activité pour combattre les actes des individus pouvant exposer un Etat étranger à des pertes. Même conception de la faute de l'Etat résulte aussi très distinctement de trois règles de Washington de 1871, a/s du navire Alabama.



L'objectivité dans la conception de la faute de l'Etat crée la nécessité de définir la conception normale de la netteté de l'Etat dans le domaine des engagements internationaux, dont le manque conduit la responsabilité internationale. De même que dans le droit civil s'est cristallisé une conception de la netteté de l'individu, exprimé par: *bonus pater familias*, de même que dans le droit commercial nous rencontrons la conception de la netteté du commerçant, établie en vue de la protection du commerce, de même il est devenu indispensable qu'une conception d'un „bon Etat“, de „*bona civitas*“, se cristallise dans les relations internationales. Cette conception n'est que le développement et la définition plus précise d'une conception plus étroite de la bonne foi, jusqu' à présent en vigueur, dans les relations internationales en matière d'exécution des accords internationaux. Dans la nouvelle communauté internationale dont la forme d'organisation est l'ONU, cette conception d'un „bon Etat“ a été définie par la Charte des N.U. par l'expression „les nations aimant la paix“.

Les membres de l'ONU, dans l'article 2 de la Charte, se sont engagés à respecter mutuellement l'indépendance politique et l'intégrité territoriale des autres membres de l'Organisation.

De la conception même de netteté de „l'Etat aimant la paix“ il résulte non seulement le devoir de collaboration avec l'ONU pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale, mais encore l'obligation d'introduire dans la législation interne de chaque Etat-membre des prescriptions ayant pour but la protection de la sécurité des autres Etats.

5. Ainsi qu'il a été dit plus haut, la Charte des Nations Unies et la Déclaration de Londres du 8 août 1945 ont créé un changement profond dans les principes du droit international.

La base de ce changement est le remplacement définitif de la conception de l'égoïsme de l'Etat souverain par une conception nouvelle, celle de la solidarité des Nations. Les nations modernes sont devenues conscientes que, dans l'état actuel des choses, lorsque les liens réciproques entre les na-

tions sont si étroites et lorsque la conquête de l'air présente une facilité de violer toutes les frontières à l'aide d'avions ou de projectiles stratosphériques, la guerre a cessé d'être un fait touchant seulement les belligérants, mais elle est devenue un danger pour toutes les nations. La guerre moderne a une tendance inévitable de devenir une guerre mondiale et les deux dernières guerres en sont une preuve suffisante.

Des conflits, même non armés, entre les Etats et même les conflits intérieurs dans le sein d'un seul Etat peuvent facilement provoquer des conflits internationaux et devenir la cause d'une guerre.

C'est justement dans le but de protéger la paix internationale comme condition essentielle de pouvoir sauver l'humanité d'une extermination certaine par la guerre moderne, et aussi pour assurer à l'humanité la possibilité du progrès, que les nations se sont unies et ont créé une organisation ayant pour but la défense de l'humanité contre la guerre.

De cette manière, l'idée s'est cristallisée qu'une agression armée ne peut plus être considérée comme l'expression d'une volonté légitime d'un Etat libre et souverain, mais qu'une telle agression devient un crime contre la paix internationale susceptible d'être poursuivi par la loi pénale, comme tous les autres crimes et même davantage comme le plus épouvantable des crimes. L'Organisation des Nations Unies a, entre autres, le devoir et la tâche de réprimer ce nouveau crime international à l'aide de la force armée et de la punition des criminels qui ont provoqué la guerre, mais outre cela, et ceci est la chose la plus essentielle, de prévenir la guerre par l'intervention dans tous les conflits entre les nations et même dans les conflits internes d'un Etat qui pourraient mettre la paix internationale en danger. Or, la guerre ne pourrait être considérée comme action légitime que si elle était conduite en défense contre l'agression, donc comme une action de défense légitime et non comme une guerre dans le sens classique ancien.

6. Il en résulte que de nouveaux problèmes surgissent et particulièrement qu'il devient nécessaire de vérifier le pro-

blème du caractère juridique d'une intervention armée de l'Organisation des Nations Unies contre l'Etat responsable d'agression armée. Cette intervention aurait-elle le caractère d'une action armée ou un autre caractère particulier? Il en résulte qu'il sera également nécessaire de préciser l'attitude des autres membres de l'ONU envers l'agresseur et de déterminer s'ils doivent être considérés comme se trouvant en état de guerre avec l'agresseur, de l'instant de la déclaration par les autorités compétentes de l'ONU du fait de l'existence d'une agression armée, ou si leur attitude doit être différemment définie.

Le développement de ces nouvelles institutions de droit international, de même que la nouvelle structure de la juridiction pénale internationale, incombent en premier lieu aux hommes de lois et c'est sur eux que tombe la responsabilité de la création de nouvelles institutions du droit international, pour que ces institutions se montrent à la hauteur de nouvelles tâches.

Dans le domaine du droit pénal, le problème du développement de nouvelles conceptions juridiques est évidemment étroitement lié avec le développement des institutions générales du droit international. La plupart des codes pénaux contiennent des dispositions punissant des actes qui portent atteinte à la neutralité. L'état de neutralité d'un membre de l'ONU, par rapport au conflit armé existant, n'est possible à concevoir que jusqu'au moment où l'organe compétent de l'ONU ne se déclare quant à la personne de l'agresseur. Mais dès ce moment, la neutralité serait incompatible avec les devoirs du membre de l'ONU, obligé cependant, en vertu de la Charte, de participer dans toutes les actions que l'ONU ordonnera à fin de s'opposer à l'agression. Les membres de l'ONU seront donc obligés de poursuivre dans leurs territoires tous les faits constituant une coopération avec l'Etat-agresseur et les faits prouvant l'aide et assistance à cet Etat.

Si l'on admettait que, par la désignation seule par l'ONU de la personne de l'agresseur, les membres de l'ONU se trou-

vaient en état de guerre avec l'agresseur, il serait nécessaire de faire adapter dans la législation interne des Etats-membres de l'ONU des dispositions de codes pénaux, touchant à la collaboration avec l'ennemi, au nouvel état de choses. Si une telle déclaration de l'ONU ne devrait pas avoir comme conséquence automatique l'état de guerre entre l'agresseur et les membres de l'ONU, il s'en suivrait la nécessité de créer dans la législation interne des Etats-membres de l'ONU de nouvelles dispositions pénales, poursuivant les faits de collaboration avec l'agresseur.

Etant donné que les devoirs des membres de l'ONU sont sous ce rapport égaux, tous les membres de l'ONU devraient adopter dans les prescriptions pénales de leurs législations internes des dispositions égales, relatives à la poursuite pénale de la collaboration avec l'Etat déclaré agresseur par l'ONU.

C'est pourquoi se pose, devant les juristes avant tout, la tâche d'élaborer, dans les cadres de la nouvelle législation internationale pénale, des prescriptions modèles au sujet de la poursuite des personnes collaborant avec l'Etat reconnu comme agresseur par l'ONU.

7. Ceci cependant n'épuise pas les tâches nouvelles qui se posent devant les juristes. Un autre domaine, qui exige de nouvelles dispositions pénales qui doivent être élaborées, tend à la poursuite des personnes coupables de la commission ou de l'organisation d'une guerre d'agression. La juridiction de ces crimes devrait appartenir aux tribunaux internationaux ou aux tribunaux nationaux, suivant la cas. Le principe devrait être posé que chaque membre de l'ONU est obligé de poursuivre sur le territoire de son pays toutes les personnes responsables d'avoir organisé ou d'avoir commis l'agression et de les faire juger selon sa loi nationale, si les faits passibles de peines ont été commis sur son propre territoire, ou bien de les remettre aux mains du Tribunal International, éventuellement aux mains des autorités du pays allié sur le territoire duquel ces faits ont été commis. Par conséquent, dans ce domaine aussi, de nouvelles dispositions sont nécessaires, touchant aussi bien le



droit pénal matériel que des dispositions relatives à la poursuite et l'extradition.

En plus, il faut prendre en considération que l'Etat-membre de l'ONU a le devoir d'assurer la sécurité d'un autre Etat par la poursuite des personnes qui, en dirigeant la guerre, se sont rendues coupables de violation des lois de guerre, de juger ces personnes ou de les extraditer éventuellement aux autorités de l'Etat lésé. L'intérêt international, consistant dans la répression sévère des crimes de guerre, doit s'exprimer pour tous les membres de l'ONU par l'adoption des règles communes au sujet de poursuites et de l'extradition.

8. Les mesures de protection de la paix d'un autre Etat ne peuvent se borner à la période où cet Etat est déjà devenu l'objet d'une agression armée. Cette protection doit s'étendre également à la période de préparation de l'agression et trouver son expression aussi bien dans le droit pénal international, interétatique ou plutôt superétatique que dans la législation pénale interne des Etats-membres de l'ONU. En cette matière, il faut distinguer deux genres de faits délictueux. Les faits de la première catégorie constituent des actes de préparation morale, ceux de la deuxième catégorie, des actes de préparation matérielle de la guerre.

Il y aura lieu de placer dans la première catégorie des actes de la propagande de la guerre comme l'instrument de politique nationale et comme moyen de régler les différends avec d'autres pays par voie de conquête ou en but de la revision de la situation territoriale existante. On y devra placer également toute action de propagande de la haine contre les nations étrangères, contre des groupes religieux ou raciaux et enfin l'organisation et la participation dans les associations qui ont pour but ce genre de propagande. Tandis que les faits susmentionnés de propagande ou de la haine contiennent dans leur définition tous les traits d'un délit et peuvent être poursuivis en raison de leur caractère propre, les faits entrant dans la seconde catégorie, embrassant les actes de préparation matérielle de la guerre, pourraient constituer un délit seule-

ment dans le cas où ils présenteraient la préparation d'une guerre d'agression. Car les actes de préparation pourraient, dans certains cas, avoir pour objet non l'agression, mais la défense. Les sanctions pourraient donc être appliquées seulement dans le cas où les autorités compétentes de l'ONU avaient déclaré que ces préparations ont pour le but une guerre d'agression.

9. La Charte des Nations Unies prévoit également l'ingérence de l'ONU dans les conflits intérieurs des Etats, qui peuvent constituer un danger pour la paix générale. En cas de ces interventions, les obligations des Etats-membres de l'ONU sont, en principe, les mêmes qu'en face d'un conflit armé entre les nations ou de sa préparation. Les Etats-membres de l'ONU ne pourraient donc rester neutres et tolérer, sur leurs territoires, la propagande et d'autres faits liés au conflit intérieur dans le sein d'un autre Etat, objet d'une intervention des autorités de l'ONU. Ils sont obligés de poursuivre sur leur territoire toutes les personnes commettant des faits interdits par les organes compétents de l'ONU. La conscience que la propagande de certains mots d'ordre antisocial présente un danger international et doit être universellement poursuivie, s'est déjà manifestée avant la guerre sous forme de la Convention sur la poursuite des terroristes. Actuellement, les principes adoptés dans cette Convention devraient être étendus et unifiés comme des nouveaux „*delicta juris gentium*”.

10. Il ne reste qu'à examiner la question de délimitation des fonctions de la juridiction internationale et la juridiction nationale dans le domaine de la répression des délits contre la paix d'un autre Etat. Il ne peut y avoir de doute qu'il faudrait se baser sur les principes admis dans l'accord de Londres du 8 août 1945 au sujet de la poursuite et de la punition des principaux criminels européens de l'Axe. Cet accord ne prévoit pas la punition de tous les criminels de guerre par les Tribunaux Internationaux, mais limite les compétences de ces Tribunaux aux principaux criminels de guerre. Ainsi, dans le domaine de la répression pénale des crimes contre la paix

d'un autre Etat, il devrait être accordé, sans aucun doute, une compétence très vaste aux tribunaux internes. Le Tribunal International, par la force des choses, ne pourra pas s'occuper de tous les crimes respectifs. Il devra se limiter à punir des criminels que leur pays ne veut pas ou ne peut pas punir. Même en établissant une compétence largement étendue de la juridiction internationale pénale, il reste néanmoins toujours un nombre considérable de crimes qui doivent être poursuivis par les Tribunaux Nationaux.

11. En résumé, on arrive à la conclusion que les pays appartenant à l'ONU doivent, et les pays n'en faisant pas partie peuvent, assurer la paix d'un autre Etat, en introduisant dans leurs législations nationales des dispositions pénales au sujet de poursuites sur leur territoire des faits:

- a) qui portent à la collaboration avec l'Etat, reconnu par l'ONU comme agresseur, et à l'aide à cet Etat,
- b) qui portent à l'organisation d'une guerre d'agression,
- c) qui portent à la préparation morale ou matérielle d'une guerre d'agression,
- d) qui constituent une contre-action aux décisions des autorités de l'ONU, relatives à des conflits internes d'un autre Etat.

## COMMISSION INTERNATIONALE PERMANENTE POUR L'ÉTUDE DE LA RÉPRESSION DES CRIMES CONTRE LE DROIT DES GENS ET DES FAITS COMMIS DANS L'INTÉRÊT DE L'ENNEMI

---

La Commission réunie à Bruxelles le 15 juillet 1947 sous la présidence de Monsieur Léon CORNIL, Procureur Général à la Cour de Cassation, formule à l'Unanimité le vœu suivant:

Il est souhaitable que les auteurs de faits commis dans l'intérêt de l'ennemi, soient avant leur libération définitive, l'objet d'une action de rééducation tendant à leur réintégration dans la Société et dans la collectivité nationale.

Le Secrétaire permanent:

(s) DAUTRICOURT.

Le Président:

(s) Léon CORNIL.